

Jean-Marc PIOTTE (1979)
Professeur à l'Université du Québec à Montréal

Marxisme et pays socialistes

essai

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-Marc Piotte (1979)

Marxisme et pays socialistes. Essai.

Une édition électronique réalisée à partir du livre de Jean-Marc Piotte, *Marxisme et pays socialistes. Essai*. Montréal : VLB Éditeur, 1979, 180 pages.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 23 août 2002 à Chicoutimi, Québec,
Le jour de mon anniversaire de naissance : le 23 août 1948.



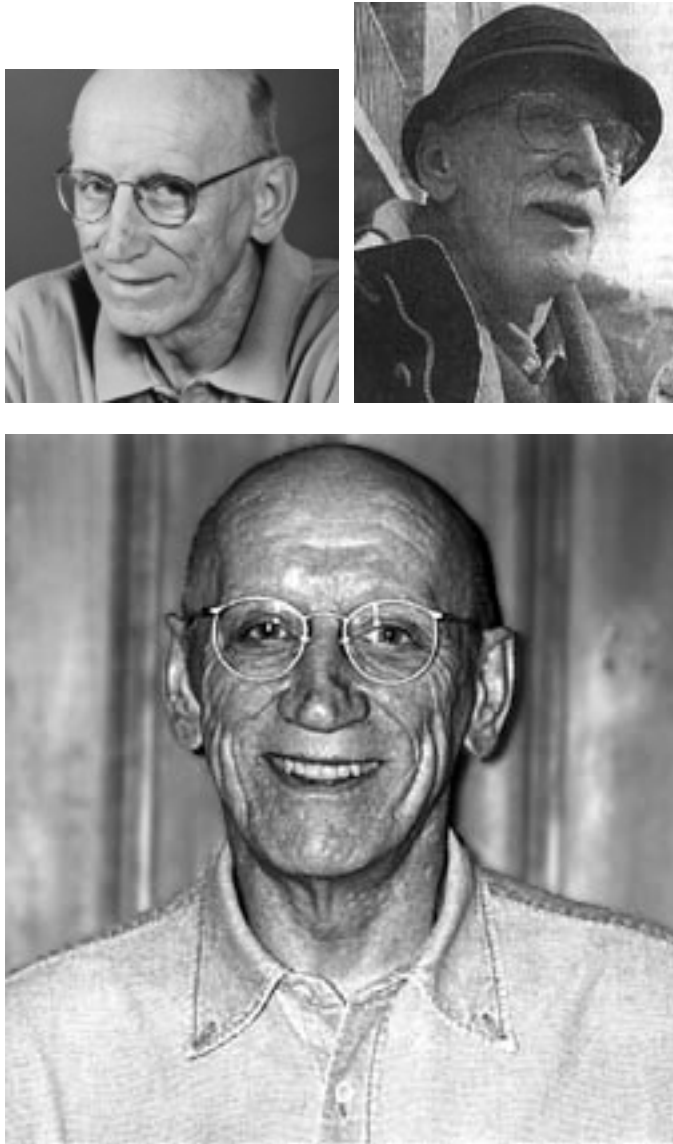
Une édition électronique réalisée à partir du livre de M. Jean-Marc Piotte, *Marxisme et pays socialistes. Essai*. Montréal: VLB Éditeur, 1979. 180 pages.

Cette édition numérique a été rendue possible grâce à la double autorisation, accordée le 18 août 2002, par l'auteur, M. [Jean-Marc Piotte](#), professeur de science politique à [l'Université du Québec à Montréal](#), et par son éditeur, le [Groupe Ville-Marie-littérature](#), de Montréal.

Un grand merci au professeur Piotte de sa générosité et un grand merci à son éditeur, Le Groupe Ville-Marie-littérature, de nous avoir donné l'autorisation de produire une édition numérique accessible librement et gratuitement à partir du site web des Classiques des sciences sociales.



Pour rejoindre M. Piotte : piotte.jean-marc@uqam.ca



Jean-Marc Potte enseigne au Département de Science Politique de l'Université du Québec à Montréal. Militant syndical et il a consacré plusieurs livres et articles à la théorie marxiste des classes, de la nation, de l'État et du parti, ainsi qu'à la lutte syndicale. Il fut de plus co-fondateur des revues *Parti pris* et *Chroniques*.

Si le marxisme demeure la théorie qui nous permet de mieux comprendre et d'expliquer le capitalisme, ne doit-on pas utiliser les connaissances marxistes pour comprendre et expliquer ce qu'il est advenu du « socialisme » ?

Mais cette position implique aussi qu'on puisse, à la lumière des données historiques, questionner le marxisme, le corriger, le développer ou le réviser pour rendre compte de phénomènes que n'avait pas prévus Marx ou n'avait pas compris Lénine, démarche contraire à celle des « nouveaux philosophes » (Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann, etc.).

L'auteur explore ici les diverses conceptions marxistes du rapport parti/classe. Quelle est la structure et le mode de fonctionnement du parti bolchevique? Le centralisme démocratique, tel que pratiqué par Lénine à la fin de sa vie, ne conduit-il pas à la bureaucratisation du parti? La science, la morale ou la ligne politique peuvent-elles garantir le caractère prolétarien du parti? Comment les dirigeants bolcheviques ont-ils abordé et « résolu » la question nationale en URSS? Autant de questions auxquelles l'auteur tente de répondre, tout en retraçant les grandes luttes ont traversé les sociétés bureaucratiques jusqu'à aujourd'hui.

Table des matières

D'où j'écris

1. Question de philosophie
2. La dialectique parti/classe
3. De haut en bas
4. Nature et structure de l'État
5. Les nations dominées
6. La classe bureaucratique
7. Qui vaincra

L'enjeu de la lutte

Je remercie Gilles Dostaler, Madeleine Gagnon, Jacques Lévesque, Robert Linhart, Jacques Mascotto, Pierre-Yves Soucy et France St-Gelais pour l'aide variée apportée à la réalisation de cet ouvrage, même s'ils n'en partagent pas nécessairement toutes les thèses.

Jean-Marc Piotte

[Retour à la table des matières](#)

D'où j'écris

[Retour à la table des matières](#)

Bernard-Henry Lévy lance, sur le marché du livre, la formule « les nouveaux philosophes » dans un dossier dont il est le rédacteur en chef, publié par *Les Nouvelles littéraires* en juin 1976¹. Ce journaliste-publiciste est aussi directeur de collection chez Grasset où bon nombre des dit philosophes sont édités. Il constitue enfin un des membres de cette « avant-garde » philosophique dont le label « nouveau » masque - Dominique Lecourt le montre bien² - leur filiation avec un passé idéologique.

Les « nouveaux philosophes » seraient le fruit d'une nouvelle génération intellectuelle: celle de mai '68 revenue de ses illusions. (Mais remarquons que Maurice Clavel - qui ressort cet argument éculé: le « totalitarisme » marxiste viendrait du rejet de Dieu - enseignait depuis longtemps lorsque la révolte étudiante éclate tandis que Jean-Marie Benoist était attaché culturel à l'ambassade de France à Londres.) Ils seraient pour la plupart - car il faut exclure Clavel, Benoist et Lévy lui-même - des maoïstes désillusionnés. (Remarquons qu'ils proviennent d'un courant politique précis - la « Gauche prolétarienne », à ne pas confondre avec les organisations marxistes-léninistes - qui défendait la spontanéité et la révolte connaissesseuse des masses, ce qui n'est pas sans liens épistémologiques avec leurs positions actuelles.)

¹ Aubral, François, et Delcourt, Xavier, *Contre la nouvelle philosophie*, Gallimard, collection Idées, 1977, p. 14.

² Lecourt, Dominique, *dissidence ou révolution?* Maspero, 1978, 99 pp.

Que recouvre donc ce nouveau label publicitaire? Une certaine communauté de pensée fondée sur une conception idéaliste de l'histoire - qui leur permet de n'accorder aucune attention à l'étude historique, réduite à celle des idées - et sur un anti-marxisme virulent. André Glucksmann - un des anciens leaders de la « Gauche prolétarienne » - est classé par Lévy et l'ensemble de l'intelligentsia parisienne parmi ce courant, même s'il le récuse. Et ils ont raison: Glucksmann est même un des principaux propagandistes des thèmes qui structurent la « nouvelle philosophie ».

Glucksmann se place du point de vue de Soljénitsyne qui devient le prototype de la plèbe, de l'exclu, du résistant. Or la plèbe - définie par ce qui résiste aux relations de pouvoir dans l'individu ou la société - détient nécessairement, pour les « nouveaux philosophes », le point de vue juste, la connaissance. Soljénitsyne, trimballé d'un camp de concentration à un autre, voit l'U.R.S.S. à la lumière et sous l'angle de ceux-ci. Le marxisme, idéologie officielle de l'État, devient ainsi la cible de toutes les attaques. Glucksmann reprend à son compte ces positions de Soljénitsyne et les popularise en France et dans les pays capitalistes.

Qu'on ne puisse expliquer l'U.R.S.S. sans rendre compte des camps de travail me semble une évidence, même si les communistes non trotskystes ont longtemps nié l'existence même des camps et même si généralement ils esquivent le sujet. Mais peut-on « scientifiquement » réduire l'ensemble des phénomènes économiques, politiques et idéologiques au Goulag? Ne doit-on pas aussi tenir compte, entre autres, du développement économique? De la scolarisation des masses analphabètes? Des diverses mesures de sécurité sociale qui, par l'intermédiaire des luttes de la classe ouvrière des pays industrialisés, ont été imposées, dans des limites variables, aux bourgeoisies impérialistes? Comment expliquer les réformes khrouchtchéviennes qui, malgré un retour en arrière par ses successeurs, ont fortement réduit l'extension et la portée des camps de travail? Les sociétés « socialistes » ne pourraient-elles pas subsister - c'est-à-dire reproduire la même structure de classes - sans Goulag? Voilà des questions évitées par les « nouveaux philosophes » : socialisme et Goulag seraient deux termes recouvrant une même réalité.

Depuis Marx, l'ensemble des historiens reconnaissent que l'histoire s'explique par la lutte des forces sociales - même s'ils se disputent sur leur identification et hiérarchisation. Les « nouveaux philosophes » reviennent à une conception idéaliste: le marxisme, dit Glucksmann, ne produirait pas seulement des paradoxes scientifiques, mais aussi des camps de concentration¹. Mais les connaissances apportées par les chercheurs marxistes doivent-elles être niées parce que les États « socialistes » justifient leur domination par le « marxisme »? Que la majorité des dissidents ne voit plus celles-là que sous l'oppression que cautionne le « marxisme » officiel me semble un phénomène sociologiquement compréhensible. M'apparaît plus douteux la reprise de cette réduction par des intellectuels français qui disent connaître le vaste courant théorique originant de Marx. Glucksmann, malgré des nuances, tombe dans ce panneau: le savoir marxiste n'est que paradoxes dévoilés par l'effet de l'idéologie marxiste, le Goulag.

Dans *Les Maîtres penseurs*, Glucksmann prend son envol philosophique: le totalitarisme ne dépendrait pas seulement du marxisme mais remonterait à la philosophie allemande du XIXe siècle (Fichte, Hegel et Nietzsche). Évidemment, Glucksmann doit planer à très haute altitude pour saisir l'identique chez les quatre philosophes. Ce

¹ *La cuisinière et le mangeur d'hommes*, Seuil, collection Politique, 1975, p. 63.

faisant, il nie toutes différences, triture les textes pour, par exemple, attribuer à Hegel ce qui est à Stirner¹ et à Marx ce qui est à Staline². Aussi, aucun spécialiste de Marx, Hegel, Nietzsche ou Fichte n'y reconnaîtra l'auteur qu'il a étudié: il y décèlera des éléments isolés fusionnés dans un magma idéologique construit par Glucksmann du haut de sa myope vision.

Seule la plèbe - telle qu'incarnée dans cet individu précis qu'est Soljénitsine - a raison: les connaissances historiques, économiques, politiques et sociologiques accumulées jusqu'à maintenant ne constitueraient qu'un faux savoir face à la vérité plébéienne de l'auteur de *l'Archipel*. Le « monde de l'art » et le « monde de la plèbe » deviennent ainsi non seulement le lieu du savoir, mais celui de la résistance efficace contre le Pouvoir. Mais la résistance implique la reconnaissance d'un Pouvoir perpétuel qu'on ne peut ni transformer profondément ni faire disparaître: on peut lui résister plus ou moins efficacement et peut-être le limiter. Lorsqu'il ne semble pas se trouver d'issues politiques possibles, comme dans les camps de concentration, la résistance reste sans doute la seule attitude éthique et esthétique qu'un individu puisse incarner pour maintenir son intégrité. Mais la résistance fut toujours le fruit d'individus, plus ou moins nombreux, et a, la plupart du temps, déclenché le duo concessions/ répressions. Pour que la résistance devienne un geste politique efficace, il faut qu'elle soit intégrée, comme moyen de défense, à une stratégie qui vise un changement profond d'orientation politique, voire même l'élimination de la classe dominante. Mais Glucksmann s'interdit toute stratégie dans la mesure où il affirme la pérennité du Pouvoir.

(Que *l'Archipel de Goulag* doive être lu malgré et contre les opinions plus ou moins réactionnaires véhiculées ici et là par son auteur, Claude Lefort le démontre bien dans ses pénétrantes réflexions sur l'œuvre de Soljénitsine³. L'étude de Lefort analyse les mécanismes de fonctionnement du pouvoir « socialiste » tels qu'ils sont illustrés par Soljénitsine. *Un homme en trop*, dont je ne partage pas tous les énoncés, mais qui questionne si profondément, est passé presque inaperçu tandis que *La cuisinière et le mangeur d'hommes*, fruit d'une réflexion philosophique sans rigueur, est devenu un « best seller »: le commerce du livre répond donc à un mobile autre que celui de la connaissance, même s'ils peuvent, parfois, coïncider.)

Si le livre de Glucksmann constitue un brillant mais facile essai philosophique, *La barbarie à visage humain* de Bernard-Henri Lévy ne peut même pas se prévaloir du premier qualificatif. La thèse centrale de Lévy se résume dans l'affirmation suivante: l'être, en tant qu'être, c'est le pouvoir. Mais il ne démontre pas la validité de son affirmation. Il cite Michel Foucault dont le prestige scientifique lui sert de garant⁴. Et il abuse de sophismes dont voici quelques illustrations.

« Les linguistes disent: la langue est un « système » et une « structure », un réseau d'interdits et de barrages, une manière de *ne pas dire*, un dictionnaire *d'impensables*; la grammaire est une police, la syntaxe un tribunal, l'écriture un fermoir sur une unité fondamentale qu'ânonne sourdement l'apparent bariolage des mots »⁵. Évidemment,

¹ Lecourt, op. cit., pp. 58-59.

² Le culte de l'État.

³ *Un homme en trop*, Seuil, collection Combats, 1976, 254 p.

⁴ Lecourt, op. cit., pp. 71-89.

⁵ Lévy, Bernard-Henri, *La barbarie à visage humain*, Grasset, 1977, pp. 50-51.

les linguistes étudient la langue comme structure et système, mais remarquez le savant dérapage logique qui conduit Lévy de cette vérité linguistique à l'affirmation écrite que *l'écriture est un fermail*. Mais pour qui, sinon pour Lévy, dont les sophismes l'empêchent de penser? Remarquez encore le mode d'articulation de la première phrase, dont l'énoncé est soutenu par des ethnologues compétents, à la seconde qui est le cru de Lévy: « ... cette découverte des ethnologues que rien dans les sociétés primitives ne promet ou n'annonce la forme du pouvoir étatique; que celui-ci n'est nullement repérable, prévisible en ses flancs; que rien ne le produit, ne l'appelle ou ne l'induit. Manière de dire, et c'est là l'énigme, que cet État qui n'a pas d'origine, pas de date, pas de naissance, pas non plus d'Histoire, *n'est pas un fait d'histoire...* »¹. je pourrais citer de nombreux autres sophismes du philosophe Lévy, par exemple sur l'inexistence du réel² ou encore sur la naissance du capital à l'époque de la *République* de Platon³, mais cela m'ennuie trop: faudrait-il retourner à Socrate qui nous a montré il y a tant de siècles comment reconnaître et détruire les illusions sophistes? Et pour ceux intéressés par les « perles » nichées dans le « nouveau » discours, il suffit de lire François Aubral et Xavier Delcourt qui se régalaient de leur exposition dans le pamphlet qu'ils consacrent à la « nouvelle philosophie ».

Si l'être est le pouvoir, la résistance ne devient alors qu'une des manifestations paradoxales du Pouvoir: « Voyez l'État moderne par exemple et son mode de fonctionnement. Il ne reproduit son assiette qu'en suscitant, qu'en reproduisant de la dissidence contre sa linéarité naturelle; en générant de l'altérité contre l'inhibition du simple; en induisant de la multiplicité dans les plages de l'identité. Et il ne s'exerce ensuite qu'en faisant de cette dissidence symboliquement instituée, un simple mode de différence; qu'en coulant cette altérité, qui est sa vie et son énergie, dans le moule de la mort et de l'Un; qu'en convertissant le multiple en un Même retrouvé... »⁴ Lévy tient cependant à la résistance qu'il fonde sur le *Provisoire*, *l'Éthique* et *l'Art*, complètement disjoints du Politique qui est Pouvoir. La résistance devient ainsi un acte politique insignifiant contrairement à Glucksmann qui peut rendre compte des effets politiques de la résistance en ne réduisant pas, comme Lévy, toute division à l'unité, tout conflit à l'harmonie, toute différence à l'identité⁵.

Mais comment expliquer qu'une si minable philosophie ait conquis une telle notoriété? Pourquoi la radio, la T.V. et la presse accordent-elles aux « nouveaux philosophes » une importance si grande dans leurs informations? Évidemment, ils rejoignent un public certain: les étudiants et autres intellectuels qui avaient vécu la grande révolte de la fin des années '60 et qui, ensuite, se sont tournés vers la Chine de la Révolution culturelle pour y trouver leur inspiration. La fête de mai '68 est un lointain souvenir et la Chine n'est pas le mirage qu'ils se construisaient: la révolution culturelle a perdu sa pureté cristalline et la Chine dénude une structure et un mode de fonctionnement qui la rendent similaire aux pays « socialistes » qu'elle qualifie, elle-même, de « capitalistes ». La « nouvelle philosophie » justifie et cherche à fonder les désillusions de la génération intellectuelle de mai '68.

La conjoncture politique française explique aussi l'attention accordée aux « nouveaux philosophes » par les media. L'Union de la Gauche pouvait vaincre aux

¹ *Op. cit.*, p. 78.

² *Op. cit.*, pp. 56-57.

³ *Op. cit.*, pp. 122-129.

⁴ *Op. cit.*, pp. 41-42.

⁵ *Op. cit.*, p. 125.

élections et, ainsi, aurait sans doute pu limiter le pouvoir de la bourgeoisie en faveur des travailleurs. Or la « nouvelle philosophie » - quelles que soient les positions personnelles de leurs penseurs: Lévy appuyait le Parti socialiste - favorisait la droite par ses attaques contre le marxisme, le socialisme, la science et le progrès qui ne seraient que des leurres. Les « nouveaux philosophes » furent donc utilisés par la droite dans cet enjeu électoral. Évidemment, la « nouvelle philosophie » n'était qu'une des armes idéologiques utilisées par la droite contre l'Union de la Gauche, et l'échec de celle-ci ne s'explique pas par les attaques de celle-là, mais dépend bel et bien des appareils des deux partis qui ont fait prévaloir leurs intérêts corporatistes divergents sur celui des travailleurs ¹.

La « nouvelle philosophie » se situe aussi dans une conjoncture internationale où les bourgeoisies impérialistes et, plus particulièrement, l'américaine cherchent à consolider leur hégémonie durement contestée durant les années '60. La guerre du Vietnam avait détruit le mythe de l'invincibilité de l'impérialisme américain et avait fait voir, notamment par les informations télévisées, les atrocités commises au nom de la sauvegarde de la « démocratie » par les U.S.A. La lutte des Noirs américains, puis celles des Amérindiens, des Chicanos et des Porto-Ricains avaient révélé le profond racisme sur lequel repose la civilisation américaine. Le renversement du gouvernement populaire d'Allende démontrait que la bourgeoisie serait toujours prête à sacrifier la « démocratie » pour maintenir sa domination et qu'elle pouvait toujours compter sur l'aide empressée de la C.I.A. et du Pentagone. Le scandale de Watergate étalait le pouvoir de l'exécutif qui contournait la loi et mentait sciemment au peuple électeur. Enfin la crise économique, marquée par la stagflation, démentait l'optimisme de ceux qui affirmaient que les capitalistes, depuis Keynes, avaient trouvé les moyens de juguler les crises du système. Il fallait donc que la bourgeoisie se refasse une image publique plus attrayante. L'élection du producteur de cacahuètes, Carter, et le choix de Brzezinski comme président du Conseil national de Sécurité permirent à l'impérialisme américain de sortir du musée l'arsenal idéologique utilisé durant la guerre froide. Dans cette stratégie internationale, les « nouveaux philosophes » servent, consciemment ou non, d'instruments de lutte pour démobiliser la gauche intellectuelle des pays industrialisés.

Ceci dit, il faut bannir la vieille attitude du militant communiste qui, craignant fournir des munitions idéologiques à son ennemi de classe, nie ou esquivé les questions que pose le développement complexe des pays dits socialistes. Une stratégie révolutionnaire ne peut se fonder sur la méconnaissance de réalités ou sur le refus de reconnaître et d'analyser les phénomènes qui contredisent le caractère socialiste des pays ainsi qualifiés. Et si la « nouvelle philosophie » a obtenu une telle audience, c'est aussi parce qu'elle soulève des questions et étale des problèmes qui ont généralement été évités par les courants marxistes dominants en France et ailleurs.

Qu'est-ce qu'une science? Le marxisme constitue-t-il une science? L'opposition science/idéologie, qui est formalisée dès Engels par la dichotomie socialisme scientifique/ socialisme utopique, est-elle fondée épistémologiquement? Quels sont les effets théoriques d'une telle division sur le développement des connaissances? Quels sont ses effets politiques sur la conception du rapport parti/classes et sur la structure et le mode de fonctionnement mêmes du parti? Comment s'institutionnalisent les rapports pouvoir/ savoir dans les pays « socialistes »? Comment s'articule le travail intellectuel au travail manuel? Comment rendre compte des diverses et contradic-

¹ Althusser, Louis, Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste, Maspero, 1978, 124 p.

toires manifestations du développement des pays « socialistes » ? Quelle est la nature réelle des pays dits socialistes ?

Les intellectuels du P.C.F. n'ont guère apporté de réponses à ces questions. Plusieurs s'accrochèrent au « culte de la personnalité », revenant ainsi à une conception historique pré-marxiste où l'histoire s'explique par l'action des grands individus et non par la lutte de classes. Ils espéraient, sans doute, dans la foulée des réformes khrouchtchéviennes, que le tyran disparu, le socialisme reprendrait un « visage humain ». Elleinstein, plus subtil, cherche dans la conjoncture la cause de la bureaucratisation du socialisme. Car, n'est-ce pas, la France d'aujourd'hui étant différente de la Russie de '17, il serait possible de construire dans la conjoncture française un véritable socialisme. Mais, ce faisant, Elleinstein oublie que les conjonctures prennent une signification historique à travers la lutte de classes, et que le point nodal de l'analyse est bien celle-ci et non celles-là. Althusser, qui a exercé une telle influence sur la gauche intellectuelle des années '60, expliquait les déformations des pays « socialistes » par une déviation idéologique: l'économisme. Reprenant à son compte la scission science marxiste/idéologies, les erreurs du parcours « socialiste » ne pouvaient provenir que de l'effraction de celles-ci dans celle-là. La séparation science/idéologie était redoublée par la scission théorie/pratique, permettant ainsi à Althusser de sauver la science des remous de l'histoire et l'excusant de ne pas questionner le marxisme à la lumière de la pratique suivie par les pays « socialistes ». Bettelheim, lui, troqua Staline pour Mao, s'inspira des études publiées par les jeunes althussériens dans les *Cahiers marxistes-léninistes* et chercha à fonder la dichotomie Chine socialiste/U.R.S.S. capitaliste. Mais même Bettelheim doit maintenant s'interroger, quoique ce soit dans des limites étroites ¹.

Le mouvement troskyste produit une explication et cherche à contenir les contradictions des pays « socialistes » dans une formule conceptuellement monstrueuse: un État prolétarien dominé par la bureaucratie. La bureaucratisation de l'U.R.S.S. s'expliquerait par les conjonctures et par la ligne politique stalinienne du socialisme dans un seul pays. Mais comment peut-on qualifier de prolétarien un État omniprésent sur lequel le prolétariat n'exerce aucun contrôle? Confronté à cette question, comme à d'autres, le discours trotskyste révèle sa fragilité.

Si le marxisme demeure la théorie qui nous permet le mieux de comprendre et d'expliquer le capitalisme, ne doit-on pas alors utiliser les connaissances marxistes pour comprendre et expliquer ce qu'il est advenu du « socialisme » ? Mais cette position implique aussi qu'on puisse, à la lumière des données historiques, questionner le marxisme et le corriger, le développer ou le réviser pour rendre compte de phénomènes que n'avait pas prévus Marx ou n'avait pas compris Lénine. Il me fallait donc au point de départ ébranler la muraille construite par Engels et solidifiée par Lénine, Staline et Althusser entre science et idéologie. Non pas pour choir, comme les nouveaux philosophes, dans le culte du non-savoir, mais pour faire valoir les savoirs relatifs contre eux, qui n'en voient que dans la plèbe, et contre ceux qui imaginent la science enfouie dans certains textes. De cette discussion, je dégageai trois postulats qui orienteront mon analyse: primauté de la matière sur l'esprit; tout phénomène social doit être compris dans son historicité, dans ses contradictions; celles-ci sont structurées par la lutte de classes. Et c'est Robert Linhart qui - dans son magnifique *Lénine, les paysans, Taylor* ², où il analyse à la loupe le taylorisme et les

¹ *Questions sur la Chine après la mort de Mao Tsé-toung*, Maspero, 1978, 153 p.

² *Seuil*, 1976, 172 p.

paysans à la lumière de la lutte de classes - me donne le fil directeur pour appliquer le critère de classes: Qui domine? Sur quoi? Quand? Comment? Pourquoi? Voilà les questions qui nous permettront de cerner les rapports de forces entre classes et, ainsi, de dégager la véritable nature des pays dits socialistes.

Mais, auparavant, j'explorerai les diverses conceptions marxistes du rapport parti/classe, tout en maintenant mon postulat de la détermination en dernière instance de la lutte de classes sur celle des partis. Comment Marx, Lénine, Gramsci... définissent-ils ce rapport? Leurs divergences sont-elles liées à des conceptions différentes du processus de la connaissance? Leurs désaccords ne renvoient-ils pas aux conjonctures particulières dans lesquelles se retrouve, selon la période et le pays, le mouvement ouvrier et paysan? Les variations dans la problématique parti/classe ne sont-elles pas complices de diverses stratégies révolutionnaires? Quelle est la structure et le mode de fonctionnement du parti bolchevique? Le centralisme démocratique, tel que pratiqué par Lénine à la fin de sa vie, ne conduit-il pas à la bureaucratisation du parti? La science, la morale ou la ligne politique peuvent-elles garantir le caractère prolétarien du parti? Sinon, existe-t-il un autre critère que le contrôle du prolétariat sur le parti? Si le prolétariat ne contrôle pas le parti bolchevique, comment peut-il empêcher, une fois la bourgeoisie éliminée, que le parti ne devienne le représentant d'une autre classe?

Dans cette perspective et muni de ces interrogations, je peux alors aborder le développement de la révolution à la lumière des luttes de classes telles qu'elles se manifestent pour le contrôle et la direction des appareils politiques, économiques et idéologiques. C'est ainsi qu'il pourra apparaître clairement, par exemple, que du vivant même de Lénine, les ouvriers et l'ensemble des masses populaires perdent tout pouvoir - si on excepte celui que maintiennent les paysans sur leurs moyens de production - aux mains de spécialistes et bureaucrates qui dirigent les diverses organisations sociales au nom du parti. Lénine, en prônant et justifiant les mesures qui favorisèrent la bureaucratisation, servit de couverture idéologique à l'ascension et à la domination de la «bureaucratie», malgré les quelques insultes qu'il lui crie à la fin de sa vie. Le rôle historique de Staline fut d'organiser et de consolider la domination de la bureaucratie en salariant les paysans et en supprimant toute contestation. Mais la bureaucratie dominait avant la disparition du maître Lénine et, incontestablement, dès l'époque de Cronstadt.

Étudiant les événements historiques, je m'aperçus que je ne pouvais réduire la question nationale à la lutte de classes, que je devais la traiter de façon spécifique. Car si une «bureaucratie» domine à la fin de la vie de Lénine, c'est bien la bureaucratie russe qui en est son centre écrasant et qui décide quels sont les intérêts des nations dominées. Je relis donc Lénine, expose l'évolution de sa problématique sur la question nationale et la compare à la pratique suivie depuis la révolution d'Octobre.

Quelle est donc la nature des pays «socialistes»? je dus alors confronter les données recueillies aux diverses interprétations marxistes, non seulement dominantes, mais aussi à celles que j'avais découvertes au cours de mes recherches. Car ce sont chez les marxistes marginaux, comme à *Socialisme ou Barbarie*, que se logeaient les plus importantes contributions sur cette question, même si elles furent peu connues, vouées à l'indifférence par les intellectuels bourgeois et à l'hostilité des courants marxistes dominants. De cette analyse critique, je dégageai les conclusions suivantes: les pays «socialistes» ne le sont que nominalement; ils représentent un nouveau type de société, fort différent des sociétés capitalistes et inassimilable aux sociétés

antérieures; ils sont dominés par une classe oppressive qui, faute d'un meilleur terme, est qualifiée de « bureaucratique » ; la base de domination de la classe bureaucratique est fondamentalement politique alors qu'elle est économique pour la bourgeoisie.

Dans le dernier chapitre, j'analyse le type de relations économiques qu'entretient la bureaucratie russe avec les nations dominées de l'Union, les pays membres du C.A.E.M., les pays du Tiers Monde et, enfin, avec les pays capitalistes du centre. Puis je pose deux questions: pouvons-nous prévoir l'issue de la lutte entre la bureaucratie et la bourgeoisie? Rizzi et Burnham avaient-ils raison de prédire la victoire inévitable de la bureaucratie sur la bourgeoisie?

Enfin, en conclusion, je résume les grandes luttes qui ont traversé les sociétés bureaucratiques et cherche à cerner le problème central auquel est confrontée toute stratégie révolutionnaire.

1

Question de philosophie

[Retour à la table des matières](#)

Marx n'a jamais conçu le savoir qu'il avait produit comme une science opposée aux idéologies environnantes. Il étudia l'économie classique, qu'il considérait comme une science ¹, et trouva à l'œuvre chez des historiens la notion de lutte de classes qu'il fit sienne pour l'appliquer à l'ensemble des phénomènes sociaux, y compris à l'économie politique de son époque: les limites théoriques des conceptions de Ricardo et consorts, les contradictions conceptuelles que ceux-ci n'arrivaient pas à résoudre dépendaient de la classe bourgeoise dont ils défendaient, consciemment ou non, les intérêts tandis que Marx repensait cette science à la lumière du prolétariat révolutionnaire. Ici se noue son rapport contradictoire avec les socialistes antérieurs: St-Simon, Fourier, Owen et d'autres avaient imaginé une société meilleure d'où auraient été chassées l'exploitation et l'oppression, mais ils avaient été incapables de fonder politiquement ce projet sur une classe qui en aurait été le porteur historique tandis que Marx peut le penser: « Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est: 1. de démontrer que *l'existence des classes* n'est liée qu'à *des phases historiques détermi-*

¹ « Marx à J. Weydemeyer » (5 mars 1852). *Lettres sur « Le Capital »*, Paris, Éd. Sociales, 1964, p. 59.

nées du développement de la Production; 2. que la lutte des classes mène nécessairement à la *dictature du prolétariat*; 3. que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers *l'abolition de toutes les classes* et vers une *société sans classes* »¹.

Les socialistes « utopiques » vivaient à une époque où la lutte du prolétariat manifestait ses premiers balbutiements : ils ne pouvaient donc voir ce qui alors n'existait pas : un prolétariat en lutte. Comment alors fonder leur projet sinon sur la croyance dans le pouvoir de diffusion de la parole ou des expériences modèles par lesquelles ils convaintraient le peuple de construire la société idéale qu'ils avaient imaginée ? Marx, au contraire, vit à une époque où le prolétariat s'est développé et est entré en lutte contre la bourgeoisie en Europe : l'espoir révolutionnaire trouve ainsi son assise historique.

Comme pour toute théorie, des postulats philosophiques structuraient la démarche de Marx : matérialiste, il affirme le primat de l'être sur la pensée, et dialecticien, il pose la primauté du changement sur la permanence. Mais Marx n'a pas développé ces postulats et a encore moins cherché à les lier à une théorie de la connaissance. Le seul critère de vérité qu'il nous donne, et il est de taille, c'est celui de la pratique : « La question de savoir si la pensée humaine peut aboutir à une vérité objective n'est pas une question théorique, mais une question *pratique*. C'est dans la pratique qu'il faut que l'homme prouve la vérité, c'est-à-dire la réalité et la puissance, l'en-deçà de sa pensée. La discussion sur la réalité ou l'irréalité de la pensée, isolée de la pratique, est purement *scolastique* »².

Engels développa une théorie de la connaissance sur laquelle il appuyait le socialisme scientifique de Marx opposé au socialisme utopique des prédécesseurs : les perceptions de nos sens, correctement obtenues et correctement utilisées, sont conformes à la nature objective des objets perçus³. Cette théorie, guère nouvelle, avait déjà été formulée par Aristote. Mais celui-ci, philosophe du pouvoir, croyait connaître le monde dans son immuabilité et son immanence, et St-Thomas d'Aquin - cet intellectuel de ce pouvoir particulier que constitue l'Église catholique, apostolique et romaine - compléta cette déviation en postulant l'existence d'une cause première : Dieu. La matière se trouvait ainsi fondée sur l'Inconnaissable. Pour Engels, au contraire, la matière elle-même est dialectique et la méthode développée par Hegel n'est que le reflet de la dialectique à l'œuvre dans l'histoire et la nature mêmes.

Engels ne concevait cependant pas le socialisme scientifique ou le matérialisme historique comme un savoir absolu, non seulement parce que l'histoire continuerait à se développer et donc, ses « reflets » dans notre pensée, mais aussi parce que la science de Marx n'était que la synthèse dialectique des vérités relatives de son époque.

Lénine, dans *Matérialisme et empiriocriticisme*, reprend les thèses d'Engels qu'il radicalise, quoiqu'en dise Dominique Lecourt qui, dans *Une crise et son enjeu*⁴,

¹ Ibid.

² « Thèses sur Feuerbach » reproduites par Engels dans *Ludwig Feuerbach*, Éd. Sociales, 1966, p. 88.

³ *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Éd. Sociales, 1971, 125 p. et *Ludwig Feuerbach*, *op. cit.*, 91 p.

⁴ Maspero, 1973, 142 p.

cherche à dissocier les deux auteurs en affirmant que la théorie du reflet d'Engels deviendrait chez Lénine un « reflet sans miroir ». Ce faisant, Lecourt expose sa propre problématique en l'attribuant à Lénine: il recouvre ainsi la problématique d'Engels reprise par Lénine et masque les effets idéologiques de cette philosophie sur l'histoire du marxisme.

Lénine, dis-je, radicalise Engels: les représentations humaines peuvent avoir un contenu indépendant du sujet, indépendant de l'homme et de l'humanité; la somme des vérités relatives est qualifiée de vérité absolue. Et cette vérité absolue trouve son lieu dans la théorie de Marx: « Mais comme le critère de la pratique - c'est-à-dire le cours du développement de *tous* les pays capitalistes pendant ces dernières décades - démontre la vérité objective de *toute* la théorie économique et sociale de Marx en général, et non de telle ou telle de ses parties ou de ses formules, etc., il est clair que parler du « dogmatisme » des marxistes, c'est faire une concession impardonnable à l'économie bourgeoise. La seule conclusion à tirer de l'opinion partagée par les marxistes, que la théorie de Marx est une vérité objective, est celle-ci: en suivant *le chemin* tracé par la théorie de Marx, nous nous rapprocherons de plus en plus de la vérité objective (sans toutefois l'épuiser jamais); *quelque autre chemin* que nous suivions, nous ne pourrions arriver qu'au mensonge et à la confusion »¹. Évidemment, Lénine n'a pas fait que poursuivre les chemins de Marx. Il en a tracé de forts différents, comme en font foi *Que faire?* et *La Dictature du prolétariat et le renégat Kautsky*.

Avec Staline, le marxisme devient une orthodoxie. Il jumelle Marx et Lénine et les rend indissociables. Le Lénine qu'il défend repose sur un certain nombre de textes sacrés et reprend le Lénine d'une période, celui de la guerre civile, qu'il dogmatise, en l'expurgeant de tout ce qui contredit ses schématisations². Le léninisme devient ainsi le marxisme de l'époque de l'impérialisme, c'est-à-dire de la dernière phase du capitalisme. Dire que le léninisme constitue *la* science marxiste rendant compte de l'époque historique dans laquelle nous baignons a conduit aux conséquences suivantes: 1) la science du M.P.C. est achevée, c'est la théorie marxiste-léniniste; 2) tout travail qui se présente comme développement du marxisme-léninisme est le masque sous lequel se cache le révisionisme, c'est-à-dire la remise en question des principes fondamentaux du marxisme-léninisme; 3) nous devons donc apprendre à bien appliquer cette science qui se trouve dans les écrits de Marx, Engels et Lénine, écrits dont l'interprétation se trouve chez Staline³.

(Cette conception stalinienne du marxisme prévaut évidemment encore dans l'U.R.S.S. de Brejnev: « *Le léninisme est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, de l'époque de l'écroulement du colonialisme et du triomphe des mouvements de libération nationale, de l'époque de transition de l'humanité du capitalisme au socialisme et de l'édification de la société communiste* »⁴. En Chine, après la mort de Staline, les théoriciens du régime deviennent plus subtils: Mao a développé la méthode marxiste-léniniste en appliquant la théorie du même

¹ *Matérialisme et empiriocriticisme*, Moscou, 1952, pp. 156-157.

² Piotte, Jean-Marc, *Sur Lénine*, Montréal, Éd. Parti pris, 1972, 300 p.

³ « Les bases du léninisme », avril 1924, « La Révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes », décembre 1924, « Du léninisme », janvier 1926, in *Les bases du léninisme*, coll. 10/18, 1969, 318 p.

⁴ *Le communisme scientifique*, Moscou, éd. du Progrès, 1974, p. 74.

nom, qu'il aurait entièrement respectée, à un pays semi-colonial comme la Chine (la stratégie militaire et politique) et aux problèmes de bureaucratisation et de révisionisme (ligne de masses et les contradictions au sein du peuple). C'est pourquoi on dit la « pensée » de Mao Zedong et non pas la théorie maoïste ou de Mao. Mais qu'est-ce que la méthode marxiste-léniniste? Comment se distingue-t-elle de la théorie? Qu'est-ce que la «pensée» par rapport à la théorie? Ces questions ne sont pas abordées par les théoriciens chinois.)

De plus, Staline s'empara du matérialisme dialectique d'Engels, le resserra et, comme la dialectique est dans la nature elle-même, obligea l'ensemble des savants à retrouver, dans leurs recherches spécifiques, la dialectique à l'œuvre. Cette conception du matérialisme historique et du matérialisme dialectique, ce marxisme-léninisme fut la grille imposée dans tous les domaines idéologiques et scientifiques, et entraîna, au moment où Staline était le guide politique et théorique incontesté du mouvement communiste international, une stagnation des recherches marxistes dont on se relève à peine.

La scientificité du marxisme-léninisme serait démontrée par la pratique de la révolution d'Octobre dont la juste interprétation se retrouve évidemment dans les textes de Lénine et de Staline. Le marxisme-léninisme est donc contenu dans les oeuvres de Marx et d'Engels telles qu'interprétées par Lénine; sur Lénine qui serait le marxisme de l'époque de l'impérialisme (voilà pourquoi Marx et Engels sont moins lus que leurs successeurs par les tenants de cette conception: pourquoi lire les premiers si le second développe complètement leur théorie pour notre époque?); sur Staline qui aurait bien compris et appliqué le marxisme-léninisme. Pourquoi lire d'autres auteurs? La science est contenue en théorie, en méthodologie et en analyses concrètes des situations concrètes dans les auteurs ci-haut mentionnés. Les autres auteurs ou sont marxistes (et, question d'économie de temps, les maîtres sont préférés aux disciples) ou anti-marxistes (Luxembourg sur le parti et la révolution d'Octobre, Trotsky sur la dégénérescence bureaucratique, etc.). Certains staliniens admettront que ces auteurs puissent, sur certains points, défendre des positions marxistes-léninistes. Mais pourquoi les lire dans la mesure où leurs écrits véhiculent et des propositions scientifiques, qu'on peut déjà lire dans les classiques, et des positions anti-marxistes?

Le léninisme est le marxisme de l'époque de l'impérialisme, donc un marxiste ne peut être que léniniste. Quelles sont les différences entre le marxisme de l'époque du capitalisme libéral et celui de l'impérialisme? Sur quels points Lénine aurait-il développé Marx? Quels critères nous permettent de discriminer entre le développement d'une science et sa révision? Einstein aurait-il développé ou révisé Newton ?¹ Voilà des questions évidemment non abordées par les staliniens. Il y a d'un côté la science, le marxisme-léninisme, le marxisme et, de l'autre, les idéologies anti-marxistes, anti-scientifiques.

L'opposition entre le *développement* du marxisme-léninisme et sa *révision* repose sur l'opposition science/idéologie. Cette opposition, discutable scientifiquement, a cependant une incontestable utilité politique. L'unité organisationnelle implique une

¹ Einstein a développé une *nouvelle* théorie qui, sans confirmer ou infirmer celle de Newton, restreignait la portée de celle-ci en montrant ses *limites*. Production donc d'une connaissance scientifique qui éclaire du non connu antérieurement et qui, dans ce même mouvement, restreint la portée de ce qu'on croyait connaître auparavant.

certaine homogénéité idéologique des militants. Comment la fonder si ne sont pas précisées un certain nombre de questions et leurs réponses? C'est ainsi que les staliniens sont amenés à définir les *principes essentiels* du marxisme-léninisme comme dans l'Église sont déterminés les *dogmes* de la foi. Chez les staliniens on dira que ces principes constituent la base fondamentale de la *science* marxiste-léniniste tandis que dans l'Église on affirmera que ces dogmes sont la parole de Dieu, ce qui, tant chez les staliniens que chez les croyants, consolidera la foi, c'est-à-dire l'adhésion affective, dans le premier cas, à une théorie « scientifique » et, dans le deuxième, à une religion. Ce rapprochement peut choquer certains, mais c'est celui-là même que Gramsci cherche à penser, comparant l'expérience millénaire de l'Église catholique à la pratique des partis communistes d'Italie et de l'U.R.S.S., afin de mieux expliquer le passé et de mieux orienter l'avenir. Gramsci *pense* donc cette comparaison: il cherche les différences et les ressemblances entre ces deux objets d'étude, ne réduisant pas de façon réactionnaire la théorie marxiste à l'idéologie religieuse, le parti à l'organisation de l'Église.

Mais quels sont les principes du marxisme-léninisme? Leur détermination n'a-t-elle pas varié avec les tournants politiques de la 3e Internationale? Une période de « gauche » de l'Internationale communiste ne conduisait-elle pas à l'augmentation du nombre de principes et à l'extension de leurs implications tandis qu'une période de « droite » n'entraînait-elle pas des effets diamétralement opposés? Dans une période de fascisation du régime capitaliste, l'Internationale n'assouplissait-elle pas son orthodoxie pour élargir ses appuis (politique de « droite ») tandis que dans une période libérale ne la renforçait-elle pas pour préserver l'unité idéologique de ses sections et de ses membres (politique de « gauche ») ? je sais: Lénine distingue la tactique de la stratégie, le programme de la théorie, le compromis de la compromission. Des compromis, oui dit Lénine, mais pas de compromissions, pas de compromis sur les principes. Mais, historiquement, la *détermination* de ces principes et/ou leur *interprétation* ont-elles varié avec les périodes politiques? Si oui, voilà une preuve additionnelle de la détermination plus politique que scientifique des principes essentiels du marxisme-léninisme; si oui, voilà un indice, pour pasticher Althusser, que la surdétermination du scientifique par le politique, niant la spécificité du scientifique, fait aveu du caractère idéologique du politique.

Althusser oeuvra à secouer l'orthodoxie et le dogmatisme staliniens. Et nous lui sommes redevables de nous avoir détournés de la dialectique hégélienne (reconnaissance de l'autonomie des structures et de leur temps propre; histoire comme luttes de contradictions spécifiques) et de nous avoir dégagés de l'économisme prévalant chez Engels et Staline et qui trouve un fondement dans une certaine lecture de Marx permise par les paradoxes par lesquels il cherche à dire le jeu des instances (détermination de l'économie *en dernière instance* seulement).

L'ambition d'Althusser était d'extraire du matérialisme historique, posé comme théorie scientifique de l'histoire, la Théorie qui rendrait compte de l'ensemble des pratiques scientifiques et qu'il faudrait dorénavant distinguer de la philosophie (idéologique). En 1967, durant ses cours sur *Philosophie et philosophie spontanée des savants*¹, Althusser explore un autre terrain qu'il développera par la suite: le rôle de la philosophie est de démarquer les thèses justes, matérialistes, des thèses « injustes », idéalistes, et de tracer une ligne de démarcation entre l'idéologie des idéologies

¹ Maspero, 1974, 153 p.

d'une part et le scientifique des sciences d'autre part. Althusser ne prétend donc plus fonder l'Épistémologie : la philosophie marxiste redevient critique et au service du politique.

Althusser fera son autocritique et qualifiera coquettement de théoricien sa déviation de « jeunesse ». Ce faisant, il masque le caractère idéaliste du théoricisme et voile la problématique idéaliste dont il est toujours captif. D'une part, il s'accroche à son désir de séparer le scientifique de l'idéologie. Pas étonnant alors qu'il maintienne la même explication de ce qu'il est advenu en U.R.S.S. depuis *Pour Marx*: déviation « économiste » de la science marxiste. D'autre part, et surtout, il n'a pas fondamentalement remis en question la coupure qu'il avait instituée entre science et pratique, en affirmant que le matérialisme historique, comme les mathématiques ou la physique contemporaine, fournissait lui-même ses propres critères de scientificité. La théorie marxiste de l'histoire ne pouvait donc être vérifiée par la pratique politique de l'histoire: « C'est parce que la théorie de Marx était « vraie » qu'elle a pu être appliquée avec succès, ce n'est pas parce qu'elle a été appliquée avec succès qu'elle est vraie »¹. Les insuccès staliniens ne peuvent ainsi s'expliquer que par les déviations idéologiques qui ont contaminé la science marxiste.

Dominique Lecourt, qui demeure le plus ingénieux disciple d'Althusser, veut se dégager de cette problématique idéaliste: il admet, en principe, le primat de la pratique sur la théorie et identifie même la couche sociale porteuse du lyssenkisme, les cadres de la production agricole. Mais, comme pour tout idéaliste, c'est l'idéologie qui suscite la différenciation sociale entre « simples » kolkhosiens et des cadres-techniciens, et non celle-ci, celle-là: « Cet ensemble n'est pas le simple fruit de la terreur et de la corruption comme le pense, par exemple, Joravsky: c'est le produit d'une *ligne politique* déterminée qui, pour avoir posé la question paysanne en termes unilatéralement « techniques », a bel et bien eu pour effet de susciter à l'intérieur des campagnes une différenciation sociale de type nouveau entre les « simples » kolkhoziens et les cadres-techniciens dont l'idéologie se cristallisa autour de deux mots d'ordre successifs de Staline: « la technique décide de tout », puis les « cadres décident de tout ». La forme « agricole » de cette idéologie fut le « lyssenkisme »².

Gramsci - qui récuse la conception subjectiviste de la connaissance réduisant la réalité à ce que nous en savons, la conception agnostique qui ânonne « on ne peut rien savoir » et la conception idéaliste qui, pensée dans sa radicalité, nie l'existence même de la matière - nous permet d'ébranler la fausse dichotomie science/ idéologie, même si ses formulations sont entachées d'empirisme et même s'il tend à réduire la science à la méthode expérimentale. La connaissance n'est pas subjective: elle ne dépend pas de chaque individu: la science « applique cet ensemble instrumental (d'instruments matériels et mentaux) pour fixer ce qui, dans les sensations, est nécessaire et ce qui est arbitraire, individuel, transitoire. On établit ce qui est commun à tous les hommes, ce que les hommes peuvent contrôler de la même façon, indépendamment les uns des autres, pourvu qu'ils aient respecté les mêmes conditions techniques de vérification »³. Et Gramsci se situe toujours dans le domaine des sciences de la nature: dans les sciences de l'homme, hormi sans doute pour la linguistique, le problème est encore plus compliqué. Certains diront que celles-là, contrairement à celles-ci, portent sur des méthodes et des techniques précises, portent sur des données facile-

¹ Lire *le Capital*, T. I, Maspero, 1965, p. 75.

² *Lyssenko*, Maspero, 1976, p. 100.

³ Gramsci, Antoine, *Gramsci dans le texte*, Éd. Sociales, 1975, p. 214.

ment identifiables et, enfin, formulent des hypothèses qui sont expérimentables et qui peuvent même contenir des prédictions. D'autres affirmeront que les sciences exactes s'opposent aux sciences imprécises de l'homme par la nature du langage utilisé: les mathématiques. Les explications de cette différence sont variées, mais l'existence de celle-ci me semble indubitable.

Dans les «sciences» humaines et le marxisme, il est difficile de séparer la pensée de l'être, la connaissance du non connu, l'observateur (conditionné par sa civilisation, le mode de production, la religion et la culture de son pays, la conscience de classe, sa famille et sa propre histoire) de l'observé. Or cette connaissance que nous avons de la réalité ne nous oppose pas à cette réalité elle-même, mais à la non-connaissance que nous en avons. Le rapport connaissance / non-encore-connu est historique et se développe comme on peut le voir dans ses effets: « Mais si les vérités scientifiques ne sont elles non plus ni définitives, ni péremptoires, la science, elle aussi, est une catégorie historique, un mouvement en continu développement »¹.

Évidemment, on ne peut sectionner mécaniquement le connu du non connu, la science de l'idéologie, y compris même des sciences et qui permet de s'approprier l'une et de malgré tous les efforts des savants, ne se présente jamais comme une pure notion objective: elle apparaît toujours revêtue d'une idéologie; la science est concrètement l'union du fait objectif et d'une hypothèse ou d'un système d'hypothèses qui dépassent le pur fait objectif. Il est cependant vrai que, dans le domaine scientifique, il est relativement facile de distinguer la notion objective du système d'hypothèses par un processus d'abstraction qui est inscrit dans la méthodologie même des sciences et qui permet de s'approprier l'une et de repousser l'autre »².

Le marxisme n'est pas que science: il est structuré par des valeurs et un espoir. Celui-ci, dans la mesure où il renvoie à un au-delà du présent, ne peut être fondé scientifiquement, à moins que le marxisme soit doté des vertus de l'astrologie. Il peut s'appuyer sur des tendances qu'il *projette* dans l'avenir, mais tout projet implique précisément des *valeurs* qui orientent le choix des tendances à privilégier et, ainsi, l'analyse de la société présente. Marx, qui se méfiait pourtant de toute utopie, espérait, même s'il croyait fonder scientifiquement l'avenir communiste sur le prolétariat et sa dictature. Composé d'espoir, de valeurs et d'analyses scientifiques, le marxisme est devenu, grâce au travail d'une certaine fraction d'intellectuels qu'il faudrait analyser³, l'idéologie révolutionnaire des classes ouvrière et paysanne en lutte contre l'impérialisme, la bourgeoisie et les propriétaires fonciers.

Athusser a donc tort: le marxisme est aussi un idéologie et celle-ci n'est pas que la pré-histoire de la science: le marxisme est aussi espoir et projets, valeurs et, dirait Gramsci, conduite morale. L'idéologie est inhérente à toute pensée politique, et c'est par l'espoir qu'il leur donne et la ligne de conduite politique qu'il trace, que le marxisme-léninisme devient l'arme des classes dominées contre les classes dominantes dans le M.P.C.

¹ Gramsci, op. cit., p. 215.

² Gramsci, op. cit., p. 217.

³ Marx, Lénine et Mao étaient, en terme de classes, des intellectuels petits-bourgeois, même si le dernier provenait de la classe paysanne, moyenne ou riche selon le critère utilisé. Mais évidemment, l'origine de classe peut parfois éclairer, mais n'explique jamais rien. De plus, c'est la liaison de l'ensemble des intellectuels marxistes avec les masses qui peut rendre compte de l'efficacité du marxisme et du rôle qu'y ont joué les grands dirigeants.

Pour signifier le caractère inextricable de la science et de l'idéologie dans le marxisme, j'utiliserai dorénavant le terme de savoir. Pour permettre le développement de ce savoir, donc de ces effets de connaissance, il n'y a qu'une voie: le confronter à la pratique historique. Évidemment, la pratique n'est pas un critère absolu pour discriminer le connu du mal connu dans la mesure où elle est, elle-même, perçue à travers un certain nombre de données qui relèvent de la connaissance. Mais c'est le seul critère à notre disposition, comme l'a bien compris Mao qui, sur ce point, est le fidèle disciple de Marx: il ne réduit pas théorie à la pratique (empirisme) ni celle-ci à celle-là (idéisme) et, en matérialiste conséquent, admet le primat de la pratique sur la théorie: « La philosophie marxiste - le matérialisme dialectique - a deux particularités évidentes. La première, c'est son caractère de classe (...) la seconde, c'est son caractère pratique: elle met l'accent sur le fait que la théorie dépend de la pratique, que la théorie se fonde sur la pratique et, à son tour, sert la pratique (...) Le critère de la vérité ne peut être que la pratique sociale. Le point de vue de la pratique, c'est le point de vue premier, fondamental de la théorie matérialiste-dialectique de la connaissance »¹.

Gramsci nous permet aussi de nous démarquer de la conception, produite par Engels et reprise par Lénine puis Staline, selon laquelle le matérialisme serait la vérité de la nature et de la société. Le sens commun partage cette dernière conception parce qu'il baigne, dit Gramsci, dans le christianisme, alors que la science ne peut jamais sortir de la connaissance pour fonder, philosophiquement, une réalité qui lui est extérieure: « La question la plus importante soulevée par le concept de science est celle-ci: la science peut-elle donner, et de quelle façon, la «certitude» de l'existence objective de la réalité dite extérieure? Pour le sens commun, la question n'existe même pas; mais d'où vient la certitude du sens commun? Essentiellement de la religion (du moins, en Occident, du christianisme) (...) Le sens commun affirme l'objectivité du réel dans la mesure où la réalité, le monde, a été créé par Dieu indépendamment de l'homme (...) Même pour la science, chercher la réalité hors des hommes - cela entendu dans un sens religieux ou métaphysique - ne paraît rien d'autre qu'un paradoxe. Sans l'homme, que signifierait la réalité de l'univers? Toute la science est liée aux besoins, à la vie, à l'activité de l'homme. Sans l'activité de l'homme, créatrice de toutes les valeurs, y compris des valeurs scientifiques, que serait l'« objectivité » ? Un chaos, c'est-à-dire rien, le vide - si cela même peut se dire, car réellement si on imagine que l'homme n'existe pas, on ne peut imaginer l'existence de la langue et de la pensée (...) Pour la philosophie de la praxis, l'être ne peut être disjoint de la pensée, l'homme de la nature, l'activité de la matière, le sujet de l'objet: si on effectue cette séparation, on tombe dans une des nombreuses formes de religion ou dans l'abstraction vide de sens »².

Gramsci nous permet donc de dégager le matérialisme de sa gangue mystique et de poser le primat de la matière sur l'esprit, non pas comme vérité, mais comme postulat, comme affirmation philosophiquement non démontrable, comme hypothèse qui nous permettra d'orienter les analyses. Je retiendrai aussi du marxisme deux énoncés que je poserai aussi comme postulats: tout phénomène social (économique, politique et idéologique) doit être compris dans son historicité, dans ses contradictions; la lutte de classes structure celles-ci. Muni de ces trois postulats, je pourrai alors confronter le léninisme à la pratique de la lutte de classes telle qu'elle s'est

¹ Mao Zedong, « De la pratique » in *Quatre essais philosophiques*, Éd. de Pékin, 1966, pp. 4-5.

² Gramsci, op. cit., pp. 214-216.

développée en U.R.S.S. après la révolution d'Octobre. Mais, auparavant, j'explorerai les diverses conceptions marxistes du rapport parti/classes, tout en retenant mon postulat de la détermination en dernière instance de la lutte de classes sur celle des partis.

2

La dialectique parti/classe

[Retour à la table des matières](#)

Marx et Engels n'ont pas accordé d'attention particulière à la dialectique parti/classe. Leur contribution, sur cette question, est dispersée dans une multitude de textes. Roger Dangeville a voulu mettre fin à cette dispersion en réunissant leurs propos dans un recueil ¹. Mais il les présente comme si Marx et Engels avaient été quasi léninistes, ce qui relève d'une méthodologie de l'histoire des idées plus que douteuse: Maximilien Rubel, malgré des lacunes, formule des remarques plus pertinentes sur le parti du prolétariat ².

Dès le *Manifeste*, Marx et Engels définissent la position qui orientera la 1ère Internationale, l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.). Les communistes ne constituent pas un groupe distinct et opposé aux autres groupes politiques du

¹ Engels et Marx, *Le parti de classe*, 4 volumes, Petite collection Maspero, 1973.

² In *Marx critique du marxisme*, Payot, 1974, 451 p.

mouvement ouvrier: ils se distinguent de ceux-ci en représentant, dans les diverses luttes, les intérêts internationaux et révolutionnaires du prolétariat ¹.

L'A.I.T. regroupe diverses tendances politiques qui acceptent un considérant dont l'essentiel se ramène aux deux propositions suivantes: l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même; la lutte de la classe ouvrière vise objectivement l'abolition de toutes les classes sociales ². L'A.I.T. devient ainsi un centre de coordination des luttes spontanées du mouvement ouvrier et un forum « d'échange d'idées » et de « discussions directes ». Marx et Engels utilisent l'Association pour diffuser leurs connaissances, espérant, par la discussion, qu'un programme théorique commun à tout le mouvement ouvrier soit peu à peu engendré ³.

Les associations de divers types, dont les syndicats, sont invitées à adhérer à l'A.I.T., pourvu qu'elles entérinent le vague préambule de ses statuts. Marx et Engels, qui ont vécu les grandes révoltes populaires ayant secoué les bourgeoisies au XIX^e siècle, n'opposent pas les luttes économiques aux luttes politiques, ni les syndicats au parti: « les syndicats sont indispensables dans la guerre de guérilla du travail et du capital, ils sont encore plus importants comme *force organisée pour supprimer le système du travail salarié et la domination du capital* » ⁴. Et lorsqu'au congrès de La Haye, Marx et Engels affirment la nécessité que le prolétariat s'organise, pour la conquête du pouvoir politique, en parti politique distinct des partis bourgeois, ils ne disent rien de plus qui pourrait fonder la dichotomie léniniste entre luttes économiques et luttes politiques ou, encore, entre syndicats et parti.

La formule de l'auto-émancipation de la classe ouvrière doit être comprise dans sa radicalité et la tâche du parti n'est pas d'imposer un système théorique au mouvement ouvrier: « L'œuvre de l'Association internationale des travailleurs est de généraliser et d'unifier les *mouvements spontanés* de la classe ouvrière, mais non de leur prescrire ou de leur imposer un système doctrinaire quel qu'il soit » ⁵.

La lutte des partisans de Bakounine contre ceux de Marx entraîne la liquidation de la 1^{ère} Internationale. Marx et Engels ont sans doute cette expérience en tête lorsqu'ils s'opposent violemment au projet de fusion entre le Parti de Lassalle et celui d'Eisenach: ce projet comporte un programme dont les principes, contraires à ceux qu'ils défendent, ne pourraient conduire qu'à une nouvelle scission. À un « marchandage sur les principes », ils opposent « un programme d'action » ou « un plan d'organisation en vue d'actions communes ». Cependant les fondateurs du marxisme n'accorderont jamais au programme l'importance que lui attribuera par la suite Lénine: les luttes ouvrières primaient tout programme et il fallait s'assurer que celui-ci ne comporte pas des principes erronés, même s'il fallait pour cela les limiter, pourvu, évidemment, que soit maintenu l'objectif révolutionnaire tel qu'il avait été défini dans le préambule aux statuts de l'A.I.T. : « Tout pas en avant du mouvement réel vaut plus qu'une douzaine de programmes. Si l'on ne pouvait pas, à cause des circonstances présentes, aller plus loin que le programme d'Eisenach, il fallait se contenter tout simplement de conclure un *accord pour l'action* contre l'ennemi com-

¹ *Manifeste du Parti communiste*, Paris, Éd. Sociales, 1966, pp. 53-54.

² *Le parti de classe*, op. cit., T. II, pp. 91-92.

³ *Op. cit.*, pp. 150-151.

⁴ *Op. cit.*, p. 133.

⁵ *Op. cit.*, p. 131.

mun. Mais si l'on élabore un *programme de principes* (qu'il vaut mieux remettre à un moment où une longue activité commune en aura préparé le terrain), c'est pour poser des jalons qui signalent, aux yeux du monde entier, à quel niveau en est le mouvement du parti »¹.

La Critique du programme de Gotha ne marque donc pas un tournant dans la conception du parti. Engels répétera que la classe ouvrière est capable de s'émanciper par ses propres moyens: « l'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même. Nous ne pouvons donc marcher avec des gens qui expriment ouvertement que les ouvriers sont trop incultes pour se libérer eux-mêmes et qu'ils doivent donc être libérés par en haut... »² Et, bien longtemps après la mort de son maître, Engels soulignera que, pour Marx, le parti n'a qu'un rôle pédagogique dans l'autolibération de la classe ouvrière: « Pour la victoire définitive des propositions énoncées dans le *Manifeste*, Marx s'en remettait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, qui devait résulter de l'action et de la discussion communes »³.

Marx constate la tendance des organisations syndicales à se satisfaire d'une lutte pour les réformes, mais il croit que ce n'est qu'une tendance pouvant être combattue idéologiquement. N'a-t-il pas vécu les grandes luttes révolutionnaires qui ont secoué l'Europe et dans lesquelles luttes économiques et luttes politiques étaient indissolublement liées? À l'époque de Kautsky, au contraire, la tendance réformiste s'est consolidée dans de vastes organisations bureaucratiques dont la puissance permet au prolétariat d'obtenir des concessions de la part de la bourgeoisie: les syndicats subordonnent alors de plus en plus la conquête du pouvoir à la négociation, la lutte révolutionnaire aux luttes pour des réformes. De cette constatation, Kautsky affirmera que les luttes économiques ne peuvent, par elles-mêmes, conduire à la conscience socialiste et que celle-ci est le fruit de la science qui, produite par des intellectuels bourgeois, doit être importée de l'extérieur dans la lutte de classe du prolétariat: « Beaucoup de nos critiques révisionnistes imputent à Marx cette affirmation que le développement économique et la lutte de classes, non seulement créent les conditions de la production socialiste, mais engendrent directement la *conscience* (souligné par K.K.) de sa nécessité (...) Par suite, la conscience socialiste serait le résultat nécessaire, direct, de la lutte de classe prolétarienne. Or cela est entièrement faux. Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même degré que la lutte de classe du prolétariat; autant que cette dernière, il procède de la lutte contre la pauvreté et la misère des masses, engendrées par le capitalisme. Mais le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre; ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne et malgré tout son désir le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre; toutes deux surgissent du processus social contemporain. Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les *intellectuels bourgeois* (souligné par K.K.): c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus évolués, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent.

¹ *Op. cit.*, T. III, p. 116.

² *Op. cit.*, T. III, p. 142.

³ Préface de 1890 au *Manifeste du Parti communiste*, *op. cit.*, p. 20.

Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors (*von Aussen Hineingetragenes*) dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément (*urwüchsig*). Aussi le vieux programme de Heinfeld disait-il très justement que la tâche de la social-démocratie est d'introduire dans le prolétariat (littéralement: de remplir le prolétariat) la *conscience* de sa situation et la conscience de sa mission » ¹.

L'opposition entre science marxiste et idéologies, posée par Engels, est donc redoublée chez Kautsky par un rapport pédagogique où le parti, maître de la science, éduque le prolétariat inculte. Lénine reprendra cette position kautskyste, la formalisera et la popularisera, lors de sa lutte contre les « économistes », dans son célèbre *Que faire ?* La théorie révolutionnaire, dit Lénine, est le produit d'intellectuels issus de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie: ce qui est exact. Mais il continue en affirmant que les ouvriers, par eux-mêmes, ne peuvent parvenir qu'à une conscience réformiste et économiste, et non à la conscience révolutionnaire qui est la « conscience de l'opposition irréductible de leurs intérêts avec tout l'ordre politique et social existant » ². La conscience révolutionnaire ne peut donc parvenir aux masses que du dehors, par l'intermédiaire d'intellectuels issus des classes bourgeoise ou petite-bourgeoise: « Les ouvriers, avons-nous dit, *ne pouvaient pas avoir* encore la conscience social-démocrate. Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors. L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. (...) la doctrine théorique de la social-démocratie surgit d'une façon tout à fait indépendante de la croissance spontanée du mouvement ouvrier; elle y fut le résultat naturel, inéluctable du développement de la pensée chez les intellectuels révolutionnaires socialistes » ³.

La lutte économique a un cadre trop étroit pour permettre le développement d'une conscience politique révolutionnaire. Cette lutte collective des ouvriers contre le patronat vise à vendre le plus avantageusement leur force de travail et à améliorer leurs conditions de travail et d'existence: elle ne remet donc pas en question le rapport d'exploitation capital-travail au sein duquel elle s'inscrit. Cette lutte cherche à limiter l'exploitation, non à la supprimer. Cette lutte syndicale a évidemment son pendant au niveau politique, mais ce sera une politique réformiste qui ne pointe pas vers la destruction de l'État bourgeois et la mise sur pied d'un État prolétarien, mais qui recherche seulement à obtenir du gouvernement des avantages immédiats: « La lutte économique « incite à penser » les ouvriers uniquement à l'attitude du gouvernement envers la classe ouvrière; aussi, *quelques efforts que nous fassions* pour « donner à la lutte économique elle-même un caractère politique », *nous ne Pourrons jamais*, dans le cadre de cet objectif, développer la conscience politique des ouvriers (jusqu'au niveau de la conscience politique social-démocrate), car *ce cadre lui-même est trop étroit* (...) La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier *que de l'extérieur*, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons » ⁴.

¹ Kautsky cité par Lénine dans *Que faire?* (1901-1902), Éd. Sociales, 1960, T. V, pp. 390-391. Sauf mentions contraires, toutes les citations de Lénine seront tirées de cette édition.

² *Que faire?*, op. cit., p. 382.

³ Ibid.

⁴ Op. cit., p. 341. « Social-démocrate » signifiait, à l'époque, révolutionnaire.

Si les ouvriers ne peuvent pas, par eux-mêmes, atteindre la conscience révolutionnaire, si leurs luttes syndicales ne peuvent déboucher sur une lutte politique révolutionnaire, alors toute politique fondée sur le culte de la spontanéité des masses conduit nécessairement à une politique réformiste.

Lénine ne niait pas que les luttes spontanées du prolétariat puissent mener à des luttes révolutionnaires. Dès 1901, donc avant *Que faire?*; il affirmait que la révolution éclaterait probablement de façon spontanée: « Nous avons parlé tout le temps d'une préparation systématique, méthodique, mais nous n'avons nullement voulu dire par là que l'autocratie ne pouvait tomber que par suite d'un siège en règle ou d'un assaut organisé. Ce serait raisonner en absurde doctrinaire. Il est fort possible et bien plus probable sur le plan historique, au contraire, qu'elle tombe sous le choc d'une explosion spontanée ou d'une de ses complications politiques imprévues qui menacent constamment de tous côtés »¹. Mais Lénine, dans *Que faire ?*, croyait à tort que ces luttes révolutionnaires ne pouvaient avoir une origine syndicale et qu'elles ne pouvaient déboucher sur une conscience révolutionnaire.

En réfléchissant sur la pratique révolutionnaire de 1905 et 1917, Lénine révisera complètement ses positions.

En 1905 et 1917, la révolution a éclaté en Russie sous forme de grèves de masse: « En 1905, 2 750 000; en 1906, 1 million; en 1907, 750 000. Les trois années de la révolution ont été marquées par un essor du mouvement gréviste du prolétariat, *tel que le monde n'en avait encore jamais vu*. Son déclin, qui commença en 1906 et 1907, s'est définitivement précisé en 1908: 175 000 grévistes »². Quel était le contenu de ces grèves? Économique et politique, indissolublement liés. En 1905, 1 439 grèves économiques pour 1 424 grèves politiques; en 1906, 558 pour 650; en 1907, 200 pour 540. La grève politique repose donc sur une large base économique et, au fur et à mesure que le mouvement révolutionnaire s'épuise, l'écart entre ces deux types de grève tend à s'agrandir. Au contraire, lorsque le mouvement révolutionnaire s'amplifie et atteint le point de rupture, l'écart tend à se rétrécir puis à se renverser au profit des luttes politiques révolutionnaires: « Par exemple, dans le premier trimestre de 1905, la grève économique a sensiblement pris le pas sur la grève politique: la première comptait 604 000 grévistes, la seconde 206 000 seulement. Dans le dernier trimestre de 1905, le rapport s'est inversé: la grève économique comptait 430 000 grévistes, la grève politique 847 000. Cela signifie qu'au début du mouvement, beaucoup d'ouvriers ont placé au premier plan la lutte économique, et qu'à l'époque du plus grand essor, ils ont fait le contraire »³.

Les luttes syndicales sont donc nécessaires car elles permettent l'auto-éducation des ouvriers et transforment les syndicalistes en combattants politiques: « Il s'ensuit on ne peut plus clairement que seule la lutte économique, seule la lutte pour l'amélioration immédiate et directe de leur sort peut secouer les couches les plus arriérées de la masse exploitée, les éduquer véritablement et, à une époque révolutionnaire, en faire en quelques mois une armée de combattants politiques »⁴. Évidemment, le mouvement politique se développera plus vite dans les grandes industries où se

¹ Lénine, « Par où commencer? » (1901), T. V, p. 20.

² Lénine, « L'essor révolutionnaire » (1912), T. XVIII, p. 100.

³ Lénine, « Grève économique et grève politique » (1912), T. XVIII, p. 82.

⁴ Lénine, « Rapport sur la révolution de 1905 » (1917), T. XXIII, p. 265.

retrouve une grande concentration d'ouvriers que dans les petites entreprises artisanales mais, ici et là, c'est la *pratique* même des masses, c'est-à-dire la dialectique qui s'y instaure entre luttes économiques et luttes politiques qui les éduquera. En 1905, comme d'ailleurs en 1917, ce n'est pas la propagande du parti qui a permis aux masses d'accéder à la conscience révolutionnaire, mais leur pratique même. Comment quelques milliers de révolutionnaires auraient-ils pu éduquer, en si peu de temps, un prolétariat qui était dans sa presque totalité illettré? Lénine, lui, ne s'illusionne pas: « Quelques centaines d'organiseurs révolutionnaires, quelques milliers de membres d'organisations locales, une demi-douzaine de feuilles révolutionnaires paraissant tout au plus une fois par mois, publiées pour la plupart à l'étranger et introduites clandestinement en Russie au prix d'incroyables difficultés et de grands sacrifices, voilà ce qu'étaient à la veille du 22 janvier 1905 les partis révolutionnaires de Russie, et avant tout la social-démocratie révolutionnaire »¹.

Dans une période de crise révolutionnaire dont l'activité des masses constitue un des éléments fondamentaux, la lutte économique peut non seulement conduire à une lutte politique révolutionnaire, mais aussi à une conscience politique révolutionnaire. Les masses alors acquièrent, par leur *propre expérience*, une compréhension de la place et des intérêts des différentes classes sociales et une conscience du rapport de forces qui les constitue: « Pendant la révolution, des millions et des dizaines de millions d'hommes apprennent chaque semaine plus qu'en une année de vie ordinaire, somnolente. Car lors d'un brusque tournant dans la vie de tout un peuple, on aperçoit avec une netteté particulière les fins que poursuivent les différentes classes sociales, les forces dont elles disposent et leurs moyens d'action »².

Toute la conception du rapport parti/classe chez Rosa Luxembourgeois repose sur la théorisation d'une période révolutionnaire, celle de 1905 en Russie³. Les luttes économiques et les luttes politiques s'engendrent mutuellement dans la grève de masses qui constitue *le* mode d'action révolutionnaire du prolétariat. La conscience de classe est le fruit de la pratique du prolétariat dans la grève de masse, instrument révolutionnaire dont il s'est spontanément doté: cette conscience ne lui provient donc pas de l'extérieur comme le croient Kautsky et le Lénine du *Que faire?*. Le parti n'a qu'un rôle pédagogique non dirigeant à jouer. Il montre le but et éclaire le chemin, mais il ne dirige pas le prolétariat.

Lorsque Luxembourgeois critique les organisations politiques et syndicales, elle ne pense pas seulement, comme Kautsky, aux syndicats, mais aussi au parti social-démocrate allemand qui est devenu un appareil bureaucraté et puissant qui sacrifie de plus en plus les objectifs révolutionnaires aux concessions politiques qu'il peut arracher à l'État bourgeois. Luxembourgeois reprend donc fidèlement certaines des thèses de Marx et d'Engels qu'elle applique à l'Allemagne du début du XXe siècle. Et si celle-ci, contrairement à l'Europe du XIXe siècle ou à la Russie de 1905, n'est pas traversée par des mouvements populaires révolutionnaires, la faute en incombe, pour Luxembourgeois, au parti social-démocrate qui, hiérarchisé, centralisé et sclérosé, freine la créativité révolutionnaire du prolétariat.

¹ Lénine, *ibid.*, p. 261.

² Lénine, « Les enseignements de la révolution » (1917), T. XXV, p. 247.

³ Luxembourgeois, Rosa, *Grève de masses, parti et syndicats* (1906), Oeuvres, T. I, Petite collection Maspero, 1976, pp. 91-174.

Lénine, lui, en théorisant les expériences de deux types de période – révolutionnaire (1905 et 1917); réformiste ou réactionnaire (avant 1905 et entre les deux révolutions) ou destructrice (après 1917) - débouche sur deux conceptions *différentes du rapport parti/classe*.

L'une, popularisée par le *Que faire?*, où le parti - doté de militants professionnels et muni de la science, d'un programme et d'une tactique - dirige de l'extérieur un prolétariat politiquement myope et inconséquent. L'autre, qu'on trouve logée dans les textes que Lénine consacre aux révolutions de 1905 et 1917, où le prolétariat peut même être en avance sur le parti et créer des structures ou des événements politiques qu'aucun intellectuel n'avait jamais imaginés ¹. Lénine n'a jamais pensé cette contradiction théorique. Dans la préface à la réédition d'une série de textes, dont *Que faire?* ² il situe ce livre dans le contexte de la lutte contre les économistes et explique ainsi l'insistance mise sur les aspects négatifs de la lutte économique et de la spontanéité des masses au détriment de leurs aspects positifs que, dit-il, il avait pourtant toujours reconnus. Mais, dans cette préface, Lénine ne nous dit pas quels sont ces aspects positifs. Lénine nous avertit que dans *Que faire?*, il a *volontairement* accentué ses critiques de l'économisme et du spontanéisme. Il les a exagérées: il ne remet donc pas clairement en question la validité de ses trois thèses (théorie séparée de la conscience de classe; lutte révolutionnaire, de la lutte économique; direction du parti, de la spontanéité des masses). Pourquoi? Peut-être pour des préoccupations basement tactiques: les mencheviks avaient pris comme cible le *Que faire?* et, polémiqueant contre eux, il lui était sans doute difficile d'admettre qu'il avait erré.

Peut-être, aussi, Lénine n'avait-il jamais clairement vu cette contradiction conceptuelle qui se masque, dans *Que faire?*, sous un jeu de mots. Il y fait la même confusion que Kautsky dont il s'inspire: il passe inconsciemment de la théorie révolutionnaire à la conscience révolutionnaire comme si ces deux notions connotaient la même réalité: « Les ouvriers, avons-nous dit, ne pouvaient pas avoir encore la conscience social-démocrate. Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors (...) Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels » ³. Or la conscience et la théorie signifient deux réalités différentes qui ne se recoupent pas nécessairement. Combien d'intellectuels connaissent le marxisme sans avoir aucune conscience révolutionnaire? Et, d'autre part, la classe ouvrière russe, en 1905 et en 1917, n'a-t-elle pas atteint une conscience révolutionnaire sans connaître le marxisme et le léninisme? Pour être cohérent, Lénine aurait dû poser une

¹ Les soviets, dont les bolcheviks se méfiaient, transformés spontanément par les masses en organes d'autogestion et de luttes révolutionnaires; les grèves de masse - constituées par la liaison explosive des luttes économiques et des luttes politiques - qui deviennent l'arme de la révolution: voilà bel et bien deux créations populaires.

² Lénine, « Préface au recueil *En douze ans* » (1907), T. XIII, pp. 95-115.

³ Lénine, *Que faire?* (1901-1902), T.V, p. 382. (Lire aussi, p. 431, le passage de Lénine sur la même question et, pp. 390-391, celui de Kautsky). Dans le passage ici cité et comme dans la plupart de ses textes, Lénine emploie le terme de « soznanie » pour conscience. Mais il utilise aussi quelquefois le mot « soznatel'nost ». Selon le camarade Stanley Ryerson, « soznanie » signifierait plutôt l'aspect objectif de conscience, telle qu'elle peut être étudiée de l'extérieur par un observateur muni, donc, d'une théorie, tandis que « soznatel'nost » indiquerait la conscience subjective, telle que perçue de l'intérieur même de la classe. Quoiqu'il en soit de cette distinction épistémologique, Lénine accorde toujours dans *Que faire?* ? les mêmes attributs à « soznanie » et à « soznatel'nost »: réformiste et économiste. Et c'est sur ce fond obscur qu'il démarque radicalement la théorie révolutionnaire, la science marxiste.

dialectique entre conscience et théorie, entre masses et parti, et affirmer que le pôle dominant peut changer de lieux selon les circonstances.

Staline réduit aux thèses du *Que faire?* toute la pensée léniniste sur le rapport parti-classe et les estampille « science ». Il faut admettre qu'il fut aidé en cela par les dernières années de la vie de Lénine. Trois objectifs avaient guidé la révolution: paix, pain et terre. Pourtant la révolution suivit des chemins plus sinueux que prévus.

Le traité de Brest-Litovsk avait bien mis fin à la guerre contre l'Allemagne, mais au prix de fortes contributions financières et d'annexions importantes de territoires au détriment de la Russie. (Ce traité fut annulé lors de la défaite de l'impérialisme allemand au profit des pays impérialistes membres du pacte de l'Entente.) Et la guerre éclata à l'intérieur même du pays, les anciennes classes dominantes défendant, les armes à la main et avec l'énergie du désespoir, leurs biens et leurs privilèges, aidées en cela par les impérialistes anglais, français et japonais qui s'opposaient farouchement à l'étatisation de leurs capitaux exportés, tout en manifestant rageusement leur dépit du retrait de la Russie de la guerre contre leur ennemi: l'impérialisme allemand.

L'économie fut dévastée. Les cadres économiques et administratifs - c'est-à-dire ceux-là mêmes qui possédaient les connaissances pour faire fonctionner la société – fuyaient la Russie ou sabotaient son organisation. Ils manifestaient ainsi leur rancœur de tomber sous la direction de ces mains noires qu'ils commandaient auparavant de façon altière. Le sabotage passif ou agressif des cadres fut épaulé par la dévastation matérielle qu'entraîna la guerre menée sous l'égide des propriétaires fonciers et des bourgeois. La classe ouvrière fut décimée: les éléments les plus avancés furent nommés à des postes de direction dans les différents appareils d'État, d'autres furent incorporés à l'armée rouge et moururent pour défendre les conquêtes de la révolution et, enfin, plusieurs fuirent la famine en se réfugiant dans les campagnes.

Les paysans obtinrent leurs lopins de terre qu'ils chérissent. Les bolcheviks, en légalisant et en appuyant les occupations de terres, se saisissaient d'une des plus vieilles et plus profondes aspirations de la paysannerie russe. Mais, durant la guerre civile, les bolcheviks durent réquisitionner, de gré ou de force, par persuasion ou par les armes, les produits des terres des paysans riches et moyens afin d'alimenter l'armée rouge et de sustenter la population urbaine. Aussi, à la fin de la guerre civile, les paysans, même chez les pauvres, avaient des sentiments plutôt ambivalents face au lointain gouvernement des villes. Cette ambivalence fut renforcée par le fait qu'ils ne trouvaient sur le marché aucun produit industriel en échange de leurs produits agricoles, l'industrie ayant été dévastée et les liens commerciaux, unissant les villes et les campagnes, détruits. (La Nouvelle Politique Économique, (N.E.P.), par des concessions aux paysans et à la petite bourgeoisie commerciale, chercha à rétablir la liaison entre l'agriculture et l'industrie légère et, donc, à regagner la confiance des ouvriers et des paysans dans la politique du parti).

Le parti bolchevique était donc au pouvoir, mais la paysannerie s'en méfiait et la classe ouvrière avait été disséminée, perdant ainsi son unité et son autonomie. C'est dans cette situation qu'éclate la révolte de Cronstadt menée dans ce lieu même où avait surgi le fer de lance militaire de la révolution. Sur décision du parti bolchevique, la révolte fut écrasée dans le sang par des détachements de l'armée rouge commandés par Trotsky. Le parti dirigeait peut-être pour les masses, mais à la place de celles-ci et contre le *désir* de la majorité populaire: même dans *Que faire?* Lénine n'avait pu imaginer une telle situation. Staline utilisa donc les positions que Lénine

avaient défendues sur le parti durant la guerre civile, les justifia par *Que faire?* et défendit, dans la pratique, un rapport parti-classe où celui-là est le maître absolu du présent et de l'avenir tandis que la seconde est une pâte que le parti doit modeler selon son orientation et par diverses méthodes.

Pourtant, si on étudie l'ensemble de la pensée léniniste et si on y recherche une articulation unificatrice, on doit admettre que Lénine avait une vision plus dialectique du rapport parti-classe que celle contenue dans *Que faire?*: « À chaque étape de l'évolution, à chaque moment, la tactique du prolétariat doit tenir compte de cette dialectique objectivement inévitable de l'histoire de l'humanité: d'une part, en mettant à profit les époques de stagnation politique, c'est-à-dire de développement dit « paisible », avançant à pas de tortue, pour accroître la conscience, la force et la combativité de la classe d'avant-garde; d'autre part, en orientant tout ce travail vers le « but final » de cette classe et en la rendant capable de remplir pratiquement de grandes tâches dans les grandes journées « qui concentrent en elles vingt années »¹. Durant une crise révolutionnaire, le parti devra prendre garde de ne pas être à la remorque des masses, ce qui sera sa tendance naturelle. Durant une période de stabilité relative, il devra résoudre la contradiction de lier ses objectifs révolutionnaires à la pratique réformiste des masses en se prémunissant contre deux dangers: oublier ceux-là au profit de la liaison avec celles-ci ou se couper des masses en fétichisant l'organisation (sectarisme) et en idéalisant la théorie (dogmatisme). Cependant, pour Lénine, l'aspect principal de cette contradiction est le réformisme même si le dogmatisme et le sectarisme ne doivent pas être négligés si on ne veut pas qu'ils deviennent dominants².

Mao oeuvre dans un contexte politique fort différent: les mouvements révolutionnaires qui ont éclaté en Chine ne sont pas le fruit de la classe ouvrière, mais de la paysannerie qui, pour Marx et Lénine, ne pouvait être qu'à la remorque du prolétariat. L'écrasement de l'insurrection ouvrière de Shanghai dans les années '20 convainc Mao qu'il faut, contrairement aux thèses officielles du marxisme-léninisme, chercher le support révolutionnaire dans la masse paysanne qui s'était déjà révoltée, les armes à la main, contre les propriétaires fonciers ou les divers impérialistes qui colonisaient le pays. Mao définit alors une stratégie militaire de conquête du pouvoir politique qui rend inopérante la distinction entre période réformiste et période révolutionnaire: c'est la détermination de l'ennemi principal (l'impérialisme japonais et ses laquais chinois ou les classes dominantes chinoises représentées par Jiang Kaichek) qui scande la guerre révolutionnaire. À chaque étape de la lutte armée, le parti et l'armée doivent se lier aux désirs et aux besoins des masses pour les canaliser vers la guerre contre l'ennemi. Il ne s'agit donc pas comme en Russie d'enfourcher la révolution lorsqu'elle éclate spontanément et d'organiser matériellement et militairement l'insurrection, c'est-à-dire la prise du pouvoir sur la base de cette vague révolutionnaire: en Chine, chaque moment de la lutte armée est une question de vie ou de mort, de révolution.

L'impérieuse nécessité d'obtenir l'appui de la paysannerie - classe oscillant entre la bourgeoisie et le prolétariat selon le marxisme-léninisme - pour résister, puis vaincre les armées ennemies, entraîne Mao à mettre l'accent sur la pratique des masses et, contrairement à Lénine, à critiquer, durant la période révolutionnaire, surtout, non les réformistes, les opportunistes et les empiristes, mais les dogmatiques et les sectaires afin de les convaincre de se lier aux masses populaires.

¹ Lénine, « Karl Marx » (1914), T. XXI, pp. 70-71.

² Lénine, *La maladie infantile du communisme (« Le gauchisme »)* (1920), T. XXXI, pp. 11 -116.

Mao en arrive ainsi à développer une théorie empiriste et populiste de la connaissance où celle-ci provient de la théorisation des idées des masses et est vérifiée par leur pratique: « Dans toute activité pratique de notre Parti, une direction juste doit se fonder sur le principe suivant: partir des masses pour retourner aux masses. Cela signifie qu'il faut recueillir les idées des masses (qui sont dispersées, non systématiques), les concentrer (en idées généralisées et systématisées, après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses les assimilent, y adhèrent fermement et les traduisent en action, et vérifier dans l'action même des masses la justesse de ces idées. Puis, il faut encore une fois concentrer les idées des masses et les leur retransmettre pour qu'elles soient mises résolument en pratique. Et le même processus se poursuivra indéfiniment, ces idées devenant toujours plus justes, plus vivantes et plus riches. Voilà la théorie marxiste de la connaissance »¹. La pratique des masses est donc, pour Mao, déterminante en dernière instance, même si, dans certaines conjonctures spécifiques, la détermination de la ligne idéologique du parti peut devenir la tâche principale: « Lorsqu'on a à accomplir une tâche (peu importe laquelle), et qu'on n'a pas encore fixé une orientation, une méthode, un plan ou une politique, ce qu'il y a de principal, de décisif, c'est de définir une orientation, une méthode, un plan ou une politique. Lorsque la superstructure (politique, culture, etc.) entrave le développement de la base économique, les transformations politiques et culturelles deviennent la chose principale, décisive. Allons-nous à l'encontre du matérialisme en disant cela? Non, car tout en reconnaissant que dans le cours général du développement historique le matériel détermine le spirituel, l'être social détermine la conscience sociale, nous reconnaissons et devons reconnaître l'action en retour du spirituel sur le matériel, de la conscience sociale sur l'être social, de la superstructure sur la base économique »².

Évidemment, la reconnaissance de la thèse de Mao (détermination en dernière instance de la pratique des masses sur la théorie et la pratique du parti) ne signifie pas que la pratique du parti y fut conforme. Il faut juger la ligne idéologique à la lumière de la pratique politique effectivement suivie par le parti et celle-ci à travers la lutte de classes qui a scandé l'évolution de la Chine.

Gramsci arrive à des positions sur le rapport parti-classe similaires à celles de Mao, même s'il emprunte des voies différentes. Gramsci écrit dans les prisons de Mussolini. Comment une classe ouvrière, qui avait montré une telle combativité, notamment à Turin en 1920, avait-elle pu être mâtée puis ensorcelée si facilement par le mouvement fasciste? Comment ses organisations syndicales et politiques, si puissantes qu'elles faisaient trembler l'État bourgeois, ont-elles pu être si rapidement démantelées? La force qui a écrasé le mouvement ouvrier n'était pas venue, comme le craignaient socialistes et communistes, de l'État bourgeois, mais des pores mêmes de la société civile où est né et s'est développé le mouvement fasciste, avec la neutralité plus ou moins bienveillante des appareils d'État. Cette défaite du mouvement ouvrier permit au mouvement fasciste de remplacer l'ancienne équipe dirigeante, qui avait démontré sa faiblesse lors du mouvement des conseils d'usine, à la tête de l'État bourgeois.

Si le mouvement fasciste a pu remporter une victoire si fulgurante, malgré la combativité syndicale que craignaient les patrons et malgré la puissance des organisa-

¹ Mao, « À propos des méthodes de direction », Éd. de Pékin, T. III, p. 123.

² Mao, *De la contradiction*, in *Quatre essais philosophiques*, Éd. de Pékin, pp. 65-66.

tions ouvrières qui faisaient trembler l'État bourgeois, c'est que la bourgeoisie avait réussi à maintenir son hégémonie sur l'ensemble des masses populaires, paysannes et « collets blancs ». Dans les pays capitalistes industrialisés, l'État repose sur des structures économiques, politiques et idéologiques fort complexes qui assurent à la bourgeoisie l'adhésion de la majorité populaire. Gramsci conçoit alors une stratégie révolutionnaire où la société est perçue métaphoriquement comme un complexe de tranchés que le mouvement ouvrier doit conquérir, peu à peu, contre la bourgeoisie, dans une guerre de mouvement. La constitution d'un « bloc historique » contre la bourgeoisie devient, pour Gramsci, la condition *sine qua non* de la conquête du pouvoir d'État dans les pays industrialisés. C'est dans cette optique qu'il étudie avec soin les diverses couches d'intellectuels par lesquelles la bourgeoisie réalise son hégémonie sur les masses populaires: voilà le maillon qu'il faut travailler car la constitution d'un « bloc historique » implique qu'une fraction importante de ces intellectuels change de camp. Le parti, comme appareil idéologique, ne peut, seul, contrecarrer la puissance des appareils idéologiques contrôlés par la bourgeoisie: il doit donc les investir, et lui disputer l'appui des intellectuels dans la formation et le développement du « bloc historique ». Gramsci oppose cette stratégie révolutionnaire à la guerre de mouvement suivie en Russie en 1917 où la conquête du pouvoir d'État, même si elle s'est fondée sur la lutte du prolétariat, ne s'appuyait pas sur la constitution préalable d'un « bloc historique ». En Russie, le pouvoir de la classe dominante reposait surtout sur la coercition, sur l'État dans le sens strict du terme, et non pas, comme dans les pays industrialisés, sur de vastes et complexes appareils idéologiques: il était donc possible de s'attaquer directement à l'État et de s'emparer du pouvoir pour chercher, après coup, à obtenir l'appui des masses paysannes.

Cette réflexion stratégique oriente les positions de Gramsci sur le rapport parti/classe qui sera pensé en terme de liaison intellectuels/travail leurs manuels. Gramsci avoue, comme Marx, la nécessité d'intellectuels, de dirigeants, d'une organisation pour tout mouvement social: « ... une masse humaine ne se « distingue » pas et ne devient pas indépendante « d'elle-même », sans s'organiser (au sens large), et il n'y a pas d'organisation sans intellectuels, c'est-à-dire sans organisateurs et sans dirigeants, sans que l'aspect théorique du groupe théorie-pratique se distingue concrètement dans une couche de personnes « spécialisées » dans l'élaboration intellectuelle »¹. Mais ce parti ne se constitue pas au-dessus des masses qu'il dirigerait comme un état-major, son armée. Il est le fruit objectif de la lutte de classes: il se construit dans et par rapport à cette lutte. Il ne surgit pas spontanément comme les champignons à l'automne. Il est le résultat d'un double travail: le mouvement spontané des masses et l'agir conscient et volontaire d'intellectuels: « Le processus de développement est lié à une dialectique intellectuels-masse; la couche des intellectuels se développe quantitativement et Qualitativement, mais tout bond vers une nouvelle « ampleur » et une nouvelle complexité de la couche des intellectuels, est lié à un mouvement analogue de la masse des simples, Qui s'élève vers des niveaux supérieurs de culture et élargit en même temps le cercle de son influence, par des pointes individuelles ou même des groupes plus ou moins importants, en direction de la couche des intellectuels spécialisés »².

La direction du parti doit alors se fonder sur les éléments spontanément révolutionnaires des masses et les développer, de la même façon Que le savoir des intellectuels, pour devenir un véritable savoir, doit se lier au sentir populaire, en dégager et

¹ Gramsci, Antonio, *Gramsci dans le texte*, Éditions sociales, 1975, p. 150.

² Ibid.

expliciter les éléments conscients qu'il renferme, puis les théoriser: « Si le rapport entre intellectuels et peuple-nation, entre dirigeants et dirigés - entre gouvernants et gouvernés - est défini par une adhésion organique dans laquelle le sentiment-passion devient compréhension par conséquent savoir (non pas mécaniquement, mais d'une manière vivante), on a alors, et seulement à cette condition, un rapport qui est de représentation... »¹.

Mais, quelles que soient les divergences de ces auteurs sur le rapport parti/classe, tous s'entendent sur la nécessaire activité des masses pour réaliser la révolution. D'ailleurs, comment un parti pourrait-il, sans au moins l'appui des opprimés, venir à bout d'un État qui repose sur une armée, une police et un corps de fonctionnaires? Durant la révolution d'Octobre, le parti obtient l'appui de la majorité du prolétariat et la neutralité des paysans. Lénine n'est pas blanquiste: l'insurrection ne peut être organisée que sur la base d'un vaste mouvement révolutionnaire. L'histoire a démontré la justesse de cette position: toutes les révolutions « socialistes » ont reposé - lorsqu'elles ne furent pas exportées par l'armée de l'U.R.S.S. - sur l'activité révolutionnaire des masses. Mais, contrairement à ce que pensait Marx et à l'opposé de ce que croyait Lénine et avait révélé l'expérience révolutionnaire russe, à Cuba et en Chine, la révolution a été portée, non surtout par la classe ouvrière, mais par la paysannerie. Certains scolastiques marxistes-léninistes diront que la classe paysanne a été la force principale de la révolution chinoise tandis que la classe ouvrière en fut la classe dirigeante, mais ils demeurent impuissants à expliquer ce sur quoi a reposé cette prétendue direction sinon sur une métonymie: la direction du parti muni de la *théorie du prolétariat*, le marxisme-léninisme.

La composition sociale de ces partis peut varier (paysanne, ouvrière ou autre), mais l'origine de classe de sa direction demeure toujours identique: petite-bourgeoise. Le type d'organisation peut différer: le foco à Cuba n'a rien à voir, comme l'a si justement démontré Régis Debray, avec le parti du type de *Que faire?*. L'idéologie qui cimente ces organisations révolutionnaires peut elle-même varier: à Cuba, avant la révolution, ce n'est pas la théorie marxiste-léniniste qui structure les focos, mais une idéologie démocratique, nationaliste et populiste. C'est seulement après la conquête du pouvoir d'État que les dirigeants révolutionnaires ont dû se doter des instruments forgés dans les pays qui avaient supprimé la propriété capitaliste: théorie marxiste-léniniste, parti communiste et système social, économique et politique à parti unique. Tirant les conséquences radicales de leur idéologie nationaliste populiste et se heurtant à l'opposition de l'impérialisme américain, les dirigeants cubains s'étaient retournés vers l'U.R.S.S. et adoptèrent peu à peu, à quelques variantes près, le modèle qu'elle proposait².

L'appui armé des masses paysannes ou ouvrières est nécessaire à toute révolution socialiste: le parti ne peut mener à terme la révolution s'il ne s'appuie sur les masses, sur leurs besoins et leurs pratiques. Mais comment peut-on s'assurer qu'après la conquête du pouvoir d'État le parti continuera d'être le représentant des masses? Ne pourrait-il pas devenir, par des mécanismes qu'il faut analyser, le porte-parole d'une

¹ Gramsci dans le texte, *op. cit.*, p. 302.

² Lévésque, Jacques, *L'U.R.S.S. et la révolution urbaine (1959-1975)*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques de Paris et P.U.M., 1976, 220 p.

autre classe que celle des ouvriers ou paysans? Des marxistes diront que le garant de cette liaison avec les masses se niche dans la nature même du parti. Nous devons questionner cette prétention.

3

De haut en bas

[Retour à la table des matières](#)

Dans *Que faire? (1901-1902)* et dans *Un pas en avant, deux pas en arrière (1904)*, Lénine définit sa conception du parti: constitué de révolutionnaires professionnels, il est hiérarchisé, repose sur la centralisation absolue des tâches divisées et partagées, fonctionne de haut en bas et est d'une homogénéité cristalline.

La division des tâches impose un échange, une coordination, voire une planification. Cette nécessaire unité entre division et regroupement sert de caution technique aux pouvoirs illimités du centre dirigeant dans la mesure où pour Lénine, et ses successeurs, ce regroupement ne peut prendre que la forme d'une centralisation absolue au sommet. L'efficacité organisationnelle implique, dit Lénine, que le centre dirigeant divise les tâches, les hiérarchise par ordre d'importance, les répartisse entre les membres et en contrôle l'exécution: « En un mot, la spécialisation implique nécessairement la centralisation; elle l'exige absolument »¹.

Le pouvoir du centre dirigeant devient absolu: il est le gardien fidèle de la théorie et l'unique interprète des décisions des congrès dont il se charge d'ailleurs de la préparation (date, ordre du jour, documents de travail, propositions à discuter, etc.); il

¹ Lénine, *Que faire? (1901-1902)*, T. V, p. 482.

décide, selon les conjonctures, du mode d'application du programme, de la stratégie et des tactiques; il peut exclure définitivement d'un organisme du parti ou du parti lui-même tout membre; il peut coopter qui que ce soit à l'un ou l'autre des comités; il détermine l'orientation des comités locaux et leur fixe des tâches dont il contrôle l'exécution. Ce n'est pas la base du parti qui doit contrôler le sommet, mais l'inverse : « Le bureaucratisme *versus* démocratisme, c'est bien le centralisme *versus* autonomisme ; c'est le principe d'organisation de la social-démocratie révolutionnaire par rapport au principe d'organisation des opportunistes de la social-démocratie. Ce dernier tend à s'élever de la base au sommet, et c'est pourquoi il défend partout où il est possible, et autant qu'il est possible, l'autonomisme, le « démocratisme » qui va (chez ceux qui font du zèle à l'excès) jusqu'à l'anarchisme. Le premier tend à émaner du sommet, préconisant l'extension des droits et des pleins pouvoirs de l'organisme central par rapport à la partie ¹.

Cependant, peu après *Que faire ?*, Lénine abandonne *définitivement* l'idée que le parti ne doit être constitué que de révolutionnaires professionnels, et, cela, pour deux raisons. Lénine se méfie de plus en plus des intellectuels qui sont, par nature, des individualistes et des anarchistes: « Nul n'osera nier que ce qui caractérise, d'une façon générale, *les intellectuels en tant que couche particulière* dans les sociétés capitalistes contemporaines, *c'est justement l'individualisme* et l'inaptitude à la discipline et à l'organisation (voir, par exemple, les articles connus de Kautsky sur les intellectuels). C'est ce qui, entre autres, distingue désavantageusement cette couche sociale d'avec le prolétariat; c'est aussi ce qui explique partiellement la veulerie et l'instabilité de la gent intellectuelle, dont le prolétariat a si souvent à se ressentir. Et cette particularité des intellectuels est intimement liée aux conditions habituelles de leur vie, de leur gagne-pain, qui se rapprochent sous bien des rapports des conditions d'existence de la petite bourgeoisie (travail individuel ou en très petites collectivités, etc.) » ². L'ouvrier, au contraire, a appris la discipline dans l'usine capitaliste, dont il faut radicalement distinguer l'aspect exploitation de l'aspect éducateur: « C'est le marxisme, idéologie du prolétariat éduqué par le capitalisme, qui a enseigné et enseigne aux intellectuels inconstants la différence entre le côté exploiteur de la fabrique (discipline basée sur la crainte de mourir de faim) et son côté organisateur (discipline basée sur le travail en commun résultant d'une technique hautement développée). La discipline et l'organisation, que l'intellectuel bourgeois a tant de peine à acquérir, sont assimilées très aisément par le prolétariat, grâce justement à cette « école » de la fabrique » ³. Or les révolutionnaires professionnels proviennent dans leur majorité des milieux intellectuels bourgeois ou petits-bourgeois. Il faut donc élargir le parti, l'ouvrir aux ouvriers qui ne pourront y consacrer que leur temps libre afin d'y diluer ses éléments intellectuels: voilà la position défendue par Lénine dès le 3e congrès du Parti ⁴. Il lui arrivera même par la suite d'utiliser l'expression parti de masse qu'il n'opposera pas à parti d'avant-garde.

Une deuxième raison milite en faveur de l'abandon de l'idée que le parti ne doit être constitué que de révolutionnaires professionnels. Durant l'essor révolutionnaire de 1905, le parti double ses effectifs chaque mois, mais il ne s'est pas suffisamment

¹ Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière* (1904), T. VII, p. 415.

² Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière* (1904), T. VII, pp. 280-281.

³ Ibid., p. 410. Marx n'a jamais louangé l'organisation disciplinaire de l'usine capitaliste. Au contraire, lorsqu'il en parle, c'est pour la critiquer.

⁴ Lénine, « 3e Congrès du P.O.S.D.R. » (1905) T. VIII, p. 411. Voir aussi « La crise du menchevisme » (1906), T. XI, p. 372.

élargi pour pouvoir concrètement diriger le mouvement révolutionnaire des masses. Évidemment, dans une période clandestine, les effectifs du parti sont plus réduits (les éléments instables recrutés durant la vague révolutionnaire quittent l'organisation) et celui-ci, pour des raisons de sécurité, est très exigeant dans le recrutement de nouveaux membres. Mais, même alors, le parti doit être majoritairement constitué d'ouvriers qui ne peuvent y consacrer que leur temps libre.

Lénine remet aussi en question l'hyper-centralisation contenue dans *Que faire?* Peu après la parution de ce pamphlet, il prônera de nécessaires dérogations aux principes de centralisme et de discipline: «Je dirai avant tout qu'à mon avis, l'auteur de l'article a mille fois raison lorsqu'il insiste sur la nécessité de sauvegarder l'unité du Parti et d'éviter de nouvelles scissions, notamment par suite de désaccords qu'on ne saurait regarder comme importants (...) Excommunier ou exclure du Parti non seulement les anciens économistes, mais encore les groupuscules de social-démocrates atteints d'une « certaine inconséquence », serait sans conteste déraisonnable (...) il est indispensable, selon nous, de tout faire - même certaines dérogations aux beaux schémas du centralisme et à la subordination absolue à la discipline - pour accorder à ces groupuscules la faculté de s'exprimer... »¹. À cette époque, le parti allemand et son théoricien de gauche, Kautsky, semblent pour Lénine des modèles à imiter. Or ce parti regroupe différentes tendances du mouvement ouvrier, y compris la tendance carrément réformiste. Les mencheviks, eux, bien que se situant à la droite des bolcheviks, acceptent toujours la perspective révolutionnaire des marxistes: ils se situent donc beaucoup plus près de l'aile gauche de la social-démocratie internationale que de son aile droite représentée, en Allemagne, par Bernstein. Lénine est donc porté à attribuer la scission du parti à sa jeunesse et au caractère arriéré de la Russie. Il défend les nécessaires accrocs au centralisme afin de réunifier au sein du parti les deux factions, bolchevique et menchevique. Mais ce ne sont que des *dérogations* à des principes jugés essentiels. Aussi, la réunification ne s'accomplissant pas, Lénine pourra, un an plus tard, vanter les mérites du centralisme et dénigrer le « démocratisme »².

Peu après la publication d'*Un pas en avant, deux pas en arrière*, Lénine remet encore en question le centralisme: l'effervescence révolutionnaire touche les grandes masses populaires. L'urgence de la situation commande donc la réunification des deux factions afin de pouvoir canaliser et orienter le mouvement révolutionnaire. Le parti doit donc se fonder sur la reconnaissance des droits des minorités: « Toute l'expérience de la lutte qui a suivi le congrès a fait apparaître la nécessité de cette réforme. Il faut que les statuts du Parti garantissent les droits de toute minorité (...) Parmi les conditions qu'exige un semblable revirement, nous rangeons les suivantes: octroi à la minorité d'un (ou plusieurs) groupe littéraire, avec droit de représentation aux congrès; garanties formelles les plus larges quant aux publications consacrées à la critique de l'activité des organismes centraux du Parti. Reconnaissance formelle du droit, pour les comités, de recevoir (du service général d'expédition du Parti) les publications du Parti qu'ils désirent. Détermination précise des limites du droit, pour le Comité central, d'influer sur la composition des comités »³.

Cette reconnaissance des tendances ira jusqu'à l'acceptation des fractions au sein du parti, même si la fraction bolchevique doit reposer sur une unité de pensée: « Chez

¹ « Lettre à la rédaction de l'Iskra » (1903), T. VII, pp. 114-115.

² Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*.

³ Lénine, « Au parti » (1904), T. VII, pp. 479-480.

nous, le bolchevisme est représenté par la *fraction* bolchevique du parti. Mais une fraction n'est pas un parti. À l'intérieur du parti, on peut trouver toute une gamme d'opinions diverses dont les extrêmes peuvent être tout à fait contradictoires. C'est ainsi, par exemple, que dans le parti allemand nous voyons côte à côte l'aile nettement révolutionnaire de Kautsky et l'aile archi-révisionniste de Bernstein. Mais dans une fraction, les choses sont différentes. Une fraction est un groupe fondé sur *l'unité de pensée*, dont l'objectif premier est d'influencer le parti dans une direction bien déterminée et de faire adopter ses principes, sous leur forme la plus pure, par le parti. Pour cela, une *unité de pensée* véritable est indispensable »¹.

En 1912, avec la consommation définitive de la scission entre bolcheviks et mencheviks, Lénine amorce un retour vers ses positions antérieures sur le centralisme. La 6e Conférence du P.O.S.D.R., en transformant la faction léniniste en parti, modifie les statuts du parti dans le sens d'une plus grande centralisation. Le principe de cooptation est ré-inscrit dans les statuts. (D'ailleurs, dès 1908, à la 5e Conférence générale du Parti, la cooptation est proposée pour des motifs liés au caractère clandestin de la lutte). L'autonomie du comité local est limitée, même au niveau de la détermination des normes de représentation aux Congrès, dont la responsabilité incombe désormais au comité central.

La révolution de '17 insuffle des courants démocratiques dans le parti hiérarchisé et centralisé: l'enthousiasme et l'initiative révolutionnaires contrebalancent l'esprit de discipline, des tendances diverses et contradictoires se manifestent et même des divisions publiques déchirent les dirigeants bolcheviques. Mais Lénine ne remet pas en question sa conception centralisatrice du parti.

Et c'est de son vivant, en 1921, que l'existence des factions est formellement interdite au sein du parti bolchevique. Tous les autres partis ont été mis hors-la-loi. Les différentes insatisfactions des masses, voire leurs opinions divergentes, ne peuvent s'exprimer qu'au sein du parti: le danger de scission est donc grave, d'autant plus qu'il existe au sein du Parti une tendance, « l'Opposition ouvrière », qui lutte pour la démocratisation de l'État. Le Xe congrès du parti, qui se tient au moment du soulèvement des soldats de Cronstadt, adopte la résolution de Lénine: « Aussi, le congrès déclare dissous et ordonne de dissoudre immédiatement tous les groupes sans exception qui se sont constitués sur tel ou tel programme (groupes de « l'Opposition ouvrière », du « Centralisme démocratique », etc.). La non-exécution de cette décision du congrès doit entraîner sans faute l'exclusion immédiate du Parti. Afin de faire régner une discipline stricte à l'intérieur du Parti et dans toute l'activité des Soviets, et afin d'obtenir le maximum d'unité en éliminant toute action fractionnelle, le congrès donne plein pouvoir au Comité central pour appliquer, au cas où la discipline serait violée et l'action fractionnelle reprise ou engagée, toutes les sanctions du Parti jusque et y compris l'exclusion... »². Les membres peuvent critiquer le parti au sein de ses publications, mais les critiques doivent être concrètes, portées sur les applications des décisions du congrès ou du comité central et non sur les décisions elles-mêmes ou sur les principes. Lénine accepte également que des membres de l'Opposition *ouvrière* soient admis au Comité central, mais il fait adopter par le Congrès une résolution secrète qui donne le droit au Comité central d'exclure des membres de son sein par un vote des deux tiers. Lénine « espère » ne pas devoir appliquer cette mesure « exceptionnelle », « extrême ». Cette résolution ne sera pas publiée pour ne pas donner de

¹ Lénine, « Conférence de la rédaction élargie du *Prolétari* » (1909), T. XV, pp. 460-461.

² Lénine, « Xe Congrès du P.C. (b) R ». (1921), T. XXXII, p. 255.

l'eau au moulin de ceux, nombreux, qui critiquent la « mentalité dictatoriale » des bolcheviks.

Dans *La maladie infantile du communisme* (« le gauchisme »), Lénine défend la conception « oligarchique » du parti: « Un comité central de 19 membres, élu au congrès, dirige le parti qui réunit des congrès annuels (au dernier congrès, la représentation était de 1 délégué par 1 000 membres); le travail courant est confié, à Moscou, à des collègues encore plus restreints appelée « Orgbureau » (Bureau d'organisation) et « Politbureau » (Bureau politique), qui sont élus en assemblée plénière du Comité central, à raison de 5 membres pris dans son sein pour chaque bureau. Il en résulte donc la plus authentique "oligarchie" »¹. Et la 131 condition d'adhésion à la 3e Internationale insiste sur le centralisme: « Les partis adhérents à l'Internationale Communiste doivent être organisés selon le principe du *centralisme* (souligné par Lénine) démocratique. Dans la période actuelle de guerre civile exacerbée, un parti communiste ne saurait faire son devoir que s'il est organisé de la manière la plus centralisée, s'il y règne une discipline de fer confinant à la discipline militaire, et si son organisme central est puissant, nanti de pouvoirs étendus et jouissant d'une autorité morale et de la confiance unanime de ses membres »².

Lénine revient donc à la fin de sa vie à la conception du parti centralisé et hiérarchisé qu'il défendait dans *Que faire?* et *Un pas en avant, deux pas en arrière*. C'est aussi de son vivant que le parti bolchevique de l'U.R.S.S. se bureaucratise, par la formation et l'extension d'une large couche de cadres permanents dont la tâche est d'organiser les centaines de milliers de nouveaux membres selon la ligne politique de la mince couche de dirigeants. La bureaucratization, la hiérarchisation, l'interdiction des tendances et le culte voué à la discipline entraînent un climat de crainte où les membres du parti, qui n'avaient pas le privilège d'être du comité central, n'osaient contredire les directives de leurs dirigeants: « C'est un fait qui est connu de chaque membre du parti. Les membres du parti qui sont mécontents de telle ou telle décision du CC ou même d'un comité provincial, qui ont tel doute à l'esprit, qui notent en privé telle erreur, ou telle irrégularité ou tel désordre, ont peur d'en parler aux réunions du parti, et ont même peur d'en parler dans une conversation, sauf si celui auquel ils s'adressent est tout à fait sûr du point de vue de la « discrétion »; la libre discussion dans le parti a pratiquement disparu, l'opinion publique au sein du parti est étouffée... »³.

Dans ce qui fut nommé son « testament », Lénine critique Staline dont il n'est pas sûr qu'il puisse utiliser avec assez de circonspection les pouvoirs illimités concentrés entre ses mains comme secrétaire général⁴. Mais Staline se maintint au poste et s'en servit dans sa lutte victorieuse contre le brillant théoricien, mais scolastique Boukharine, et contre Trotsky, trop porté, dit Lénine, par son « engouement exagéré pour le côté purement administratif des choses »⁵.

¹ Lénine, *La maladie infantile du communisme* (« le gauchisme ») (1920), T. XXXI, p. 42.

² Lénine, « Les conditions d'admission à l'Internationale communiste » (1920), T. XXXI, p. 214.

³ « Plate-forme des 46 », qui étaient membres du C.C., adressée au Bureau Politique en octobre 1923. Citée par Bettelheim, Charles, *Les luttes de classes en U.R.S.S., T. II* (1923-1930), Maspero / Seuil, 1977, p. 337.

⁴ Ces propos de Lénine servent de caution théorique à ceux qui, comme Khrouchtchev et consorts, expliquent les « erreurs » du régime par le « culte de la personnalité ».

⁵ « Lettre au Congrès » (note du 24 décembre), T. XXXVI, p. 607.

Le régime stalinien poussa la centralisation et la bureaucratisation à ses conséquences ultimes: l'oligarchie du parti fut dominée par « l'égocrate »¹ qui se servit, non seulement de l'appareil bureaucratique mais aussi de l'appareil policier - comme le révèlent les grandes purges du milieu des années '30 - pour briser cette « oligarchie » et se soumettre le parti².

Les velléités démocratiques de Lénine (discussions dans les diverses instances du parti, respect de ses statuts dont celui sur la convocation des congrès, travail collégial au sein des instances dirigeantes, subordination de l'appareil bureaucratique à l'« Orgbureau » et au « Politbureau » et domination du parti sur l'appareil policier) furent abandonnées dans le régime stalinien. Même les congrès du parti, convoqués selon les bons vœux de « l'égocrate », devinrent des lieux où une seule parole pouvait se dire et se répéter: celle de Staline et de ses lieutenants.

Des différences subsistent donc entre la pratique du parti sous le règne de Lénine et celle qui se structure dans le régime stalinien, mais elles ne sauraient masquer une semblable problématique formulée dans *Que faire?* et *Un pas en avant, deux pas en arrière ou, plus* fondamentalement encore, dissimuler la hiérarchisation militaire et la bureaucratisation du parti intervenues du vivant même de Lénine.

Même Mao et Gramsci, qui défendirent une conception du rapport parti/classe distincte de celle du *Que faire ?*, reprirent sensiblement la position de ce texte sur le « centralisme démocratique ».

Mao, comme Lénine, fonde la nécessité du centralisme sur la nécessaire division des tâches³ et subordonne la démocratie au centralisme: « Ils ne comprennent pas ce qu'est le centralisme démocratique, pratiqué par le Parti; ils ne savent pas que ce dernier n'a pas seulement besoin de démocratie, mais aussi, et surtout, de centralisme »⁴. Et conformément à la pratique stalinienne, la direction du Parti Communiste Chinois démontrera une belle désinvolture face aux statuts du Parti, dont celui de la convocation des congrès.

Pour Gramsci, le parti est structuré par trois éléments: centre dirigeant, cadres intermédiaires et simples militants. Le centre dirigeant se révèle, pour lui, l'élément déterminant: il est « l'élément principal de cohésion qui centralise sur le plan national, qui rend efficace et puissant un ensemble de forces qui, abandonnées à elles-mêmes, seraient zéro ou guère plus; cet élément est doué d'une puissante force de cohésion, qui centralise et discipline et également, - sans doute même à cause de cela, - invente (si on entend « inventer » dans une certaine direction, en suivant certaines lignes de force, certaines perspectives, voire certaines prémisses): il est vrai aussi que tout seul, cet élément ne formerait pas le parti, toutefois, il le formerait davantage que le premier élément considéré. On parle de capitaines sans armée, mais en réalité, il est plus facile de former une armée que de former des capitaines »⁵.

Les simples militants deviennent libres dans la mesure où ils assimilent les connaissances des dirigeants. La nécessité devient alors liberté qui est discipline

¹ Le terme « égocrate » est de Soljénitsine.

² Lazitch, Bronko, *Le Rapport Khrouchtchev et son histoire*, Seuil, 1976, p. 74 et ss.

³ Mao, « À propos des méthodes de direction », Éd. de Pékin, *Oeuvres*, T. III, pp. 121-127.

⁴ Mao, « Pour un style de travail correct dans le parti », T. III, p. 40.

⁵ Gramsci, Antonio, *Gramsci dans le texte*, Éd. Sociales, 1975, p. 458.

librement consentie: « La fonction hégémonique ou de direction politique des partis peut être évaluée par leur propre vie interne (...) Dans la vie des partis, la nécessité est déjà devenue liberté. De ce fait naît la très grande valeur politique (c'est-à-dire de direction politique) de la discipline interne d'un parti, et donc la valeur d'une telle discipline comme critère pour évaluer les capacités d'expansion des divers partis »¹. La discipline se révèle ainsi le garant, non seulement de l'efficacité du parti, mais aussi de la liberté de ses propres membres!

Gramsci avoue le danger de bureaucratisation qui proviendrait des cadres intermédiaires employés à plein temps par le parti: « Quand on analyse ces développements des partis, il faut distinguer: le groupe social; la masse du parti; la bureaucratie et l'état-major du parti. La bureaucratie est la force routinière et conservatrice la plus dangereuse; si elle finit par constituer un corps solidaire et à part, et qui se sent indépendant de la masse, le parti finit par devenir anachronique, et dans les moments de crise aiguë, il arrive à être vidé de son contenu social et reste comme construit dans le vide »². Les cadres intermédiaires, perdant leur fonction de liaison entre les masses et le centre dirigeant, peuvent même à la longue pervertir celui-ci. La bureaucratisation ne pourrait originer, selon Gramsci, du centre dirigeant qui est nécessairement constitué des intellectuels les plus conscients et les mieux formés. C'est précisément ce centre qui doit veiller à ce que les cadres intermédiaires transmettent fidèlement leurs directives et en contrôlent l'exécution.

Le « centralisme démocratique » a démontré historiquement son efficacité dans la lutte contre la bourgeoisie. Dans une période clandestine, le parti doit fonctionner de façon militaire: hiérarchisé, centralisé et de haut en bas, sinon la police bourgeoise aura vite fait de démanteler l'organisation en arrêtant et en emprisonnant ses membres. Et si la prise du pouvoir implique nécessairement la lutte armée - les classes dominantes ne se laisseront pas dépouiller sans réagir, en utilisant tous les moyens à leur disposition - pourquoi ne pas s'y préparer en habituant tous les membres du parti à la discipline et à l'obéissance? La bourgeoisie ne se pliera pas aisément au nouveau pouvoir d'État: elle cherchera sa revanche, par le sabotage économique et par la lutte idéologique, politique, voire militaire. Même au pouvoir le parti devra donc être homogène, unifié et discipliné, donc centralisé.

Mais - et Lénine l'avouait - ce « centralisme démocratique » entraîne une délégation de pouvoirs (des congrès au comité central et de celui-ci au bureau politique) où la base est toujours subordonnée au sommet: il engendre nécessairement une « oligarchie ». Dans le régime stalinien, le processus de centralisation franchira sa dernière étape: du bureau politique au secrétaire général, de « l'oligarchie » à « l'égocratie ».

Les léninistes avoueront cependant le danger que le parti se bureaucratise et utiliseront diverses méthodes pour le combattre. L'une d'elles est l'épuration du parti: des commissions locales, sous la direction d'une commission centrale, convoquent les membres du parti à venir critiquer les éléments du parti politiquement ou moralement douteux: ceux qui ne passent pas la rampe seront exclus. Lénine désirait que les masses participent à ces campagnes d'épuration, mais dans la pratique, elles y furent de plus en plus absentes. De plus ces campagnes visaient un groupe de bureaucrates le plus souvent identifiés idéologiquement comme, par exemple, les anciens mencheviks. Enfin, dès avril 1919, la Tchèque commença à participer aux activités des

¹ Gramsci, *Passato e presente*, Éd. Einaudi, 1964, pp. 68-69.

² *Gramsci dans le texte*, op. cit., pp. 506-507.

commissions de contrôle du parti. Staline développa le caractère centralisé, hiérarchique et bureaucratique des campagnes d'épuration et de contrôle, et les subordonna à l'appareil policier: les opposants à la ligne politique du secrétaire général étaient tout simplement enfermés dans des camps de concentration.

Mao développa une autre méthode de lutte contre la bureaucratie. Suite au « grand bond en avant », Mao perd le leadership aux mains de Liu Shaoqui. Par la révolution culturelle, il lance à l'assaut du comité central les masses étudiantes. L'attaque vise tous ceux qui, dans l'appareil du parti ou ceux de l'État, défendent la tendance de son adversaire. Mais Mao n'aurait pu lancer un tel mouvement s'il n'avait obtenu l'appui de l'armée, dirigée par Lin Biao, qui joua d'abord un rôle permissif, puis stabilisateur et, finalement, répressif. La tendance de Liu Shaoqui -temporairement, nous le voyons clairement maintenant - démantelée, le parti se reconstruisit sur les mêmes bases qu'aparavant: centralisé, hiérarchisé et bureaucraté.

Les léninistes justifieront le fonctionnement oligarchique du parti dans la mesure où l'essentiel est qu'il représente les intérêts objectifs du prolétariat. Mais comment s'assurer que le parti demeure fidèle aux intérêts du prolétariat? Mao trouve cette assurance dans la rigueur scientifique et morale dont doivent être dotée les dirigeants. Les dirigeants du parti doivent être des hommes de science qui ne peuvent être qu'honnêtes: « J'estime qu'il nous faut travailler avec honnêteté (...) Qui peut-on qualifier d'honnête? Marx, Engels, Lénine et Staline sont honnêtes; les hommes de science sont honnêtes. Qui est malhonnête? Trotsky, Boukharine, Tchen Tou-sieou et Tchang Kouo-tao sont des gens d'une grande malhonnêteté... »¹. Mao ajouterait aujourd'hui les noms de Liu Shaoqui et de Lin Biao à cette liste de brigands intellectuels, ce qui montre que l'homme de science peut facilement et rapidement devenir un idéologue bourgeois, le camarade révolutionnaire, un sale renégat.

Si la rigueur scientifique est garante de la rigueur morale, celle-ci cautionne aussi celle-là. Est-ce l'idéologie ou les valeurs bourgeoises qui a ou ont conduit d'ex-camarades dans le borbier du révisionisme ? Face à ce dilemme, Mao insiste aussi sur la morale du dirigeant: « Le choix des membres d'un tel groupe dirigeant doit avoir pour critère les quatre conditions qu'a formulées Dimitrov en parlant de la politique des cadres: dévouement le plus profond, liaison avec les masses, capacité de s'orienter par soi-même dans toutes les situations, esprit de discipline »².

Évidemment, dans une telle conception, les exhortations à la morale et la lutte pour la ligne juste prendront une importance considérable et seront posées comme le reflet, au sein du parti, de la lutte qui oppose le prolétariat et la bourgeoisie.

Cette position aura des effets sur la pratique du parti car il faudra continuellement l'expurger de l'idéologie bourgeoise et de ceux qui n'auto-critiquent pas assez profondément leur ligne idéologique «bourgeoise». Mao nuancera son affirmation que toute lutte idéologique est le reflet des luttes de classes et, surtout, de l'affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat: « L'opposition et la lutte entre conceptions différentes apparaissent constamment au sein du Parti; c'est le reflet, dans le Parti, des contradictions de classe et des contradictions entre le nouveau et l'ancien existant dans la société. S'il n'y avait pas, dans le Parti, de contradictions et de luttes idéolo-

¹ Mao, « Pour un style de travail correct dans le parti », T. III, p. 41.

² Mao, « À propos des méthodes de direction », T. III, p. 123.

giques pour résoudre les contradictions, la vie du Parti prendrait fin »¹. Mais qui décidera la différence entre ancien et nouveau, entre bourgeois et prolétarien, sinon des dirigeants lorsque ce n'est pas un dirigeant?

Les positions de Mao sur la « lutte de lignes » influenceront Bettelheim dans ses études sur le parti communiste en U.R.S.S. et en Chine: « Le parti bolchevik est l'avant-garde du prolétariat soviétique du fait de sa base de classe, de son idéologie et de sa ligne politique. Ces derniers éléments sont essentiels. La théorie et la pratique enseignent en effet que *l'enracinement d'un parti dans la classe ouvrière ne suffit pas à déterminer son caractère prolétarien* »². Toutes les analyses de Bettelheim seront marquées par un subtil déplacement par lequel la lutte de classes est, en définitive, expliquée par la lutte de lignes au sein du parti, et cette lutte, jugée à travers la ligne juste, celle de Bettelheim, dont la paternité est attribuée à un Lénine maoïsé.

L'importance accordée par Mao à la lutte idéologique au sein du parti implique un sous-entendu idéaliste qu'il faut nommer: l'agir des membres d'un parti pourrait être fondamentalement déterminé par la science et la morale.

Pour nous, il n'y a pas de science qui pourrait cautionner le caractère révolutionnaire d'une décision politique: la portée du savoir marxiste ne peut être jugée qu'après coup, à la lumière de la pratique effectivement suivie. La morale officielle doit elle-même être perçue à la lumière de l'agir réel des membres du parti et celui-ci, expliqué par les places et les fonctions objectives qu'ils occupent dans le parti et la société. Et si la science et la morale ne peuvent garantir le caractère prolétarien du parti, seul le contrôle effectif du prolétariat sur celui-ci pourrait nous en donner la certitude.

L'activité et les décisions du parti seront donc analysées à travers la structure et le mode de fonctionnement de la société dans laquelle il est inséré, à travers la lutte de classes qui structure cette société. Il nous apparaîtra alors que la bureaucratisation du parti bolchevique était engluée dans un processus beaucoup plus large et que les décisions du parti, comme les déclarations de l'acteur principal dans une pièce de théâtre, ne faisaient que ponctuer une mise en scène qu'il ne contrôlait plus.

¹ Mao, *De la contradiction*, in *Quatre essais philosophiques*, op. cit., p. 37.

² Bettelheim, Charles, *Les luttes de classes en U.R.S.S.*, T. II, p. 309.

4

Nature et structure de l'État

[Retour à la table des matières](#)

Lénine, en s'inspirant de l'expérience de la Commune de Paris telle qu'interprétée par Marx, définit clairement sa conception de l'État socialiste dans *L'État et la Révolution*, livre écrit immédiatement avant la révolution d'Octobre.

L'État socialiste se différencie fondamentalement de l'État bourgeois par son *contenu* de classe: la dictature du prolétariat se substitue à celle de la bourgeoisie. Mais Lénine est ici aux prises avec une première contradiction: le prolétariat est nettement une classe minoritaire en Russie tandis que pour Marx la révolution socialiste ne pourrait réellement se réaliser que dans une société hautement industrialisée où le prolétariat aurait constitué la classe majoritaire.

Cette contradiction se manifeste chez Lénine par l'utilisation simultanée, qu'il maintiendra jusqu'à la fin de sa vie, d'une double dénomination du contenu de classe de l'État soviétique: dictature du prolétariat (formule plus fréquente dans les périodes de lutte contre la paysannerie) ou dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre (expression utilisée surtout dans les périodes de concessions). Que plus d'une classe

puisse dominer l'État au sein d'un bloc au pouvoir est possible: Marx lui-même définit la bourgeoisie et l'aristocratie foncière comme composant la dictature de certains États. Lénine peut donc substituer au prolétariat majoritaire de Marx la *majorité* du prolétariat et de la paysannerie pauvre russes. Une élection représentative du peuple russe est donc non seulement possible, mais nécessaire. Voilà la position que défendait Lénine un mois avant la révolution d'octobre: « Un représentant égal toujours et partout pour un nombre *égal* d'électeurs, tel est l'abc de la démocratie. Tout autre procédé est une *fraude* (...) On ne peut pas tolérer de *fraude* en matière de démocratie quand on se dit « démocrates ». Nous ne serions pas des démocrates, nous serions des gens sans principes si nous tolérions cela! »¹ Évidemment, alors, chez Lénine, la « majorité » masque un problème de classes réel: le socialisme est l'objectif naturel du prolétariat majoritaire de Marx tandis que chez Lénine la majorité renferme une classe, la paysannerie qui, même pauvre, n'a pas moins son existence de classe structurée par la propriété privée.

Mais la majorité paysanne n'appuie pas les bolcheviks, mais les socialistes révolutionnaires. Cette division entre paysannerie et prolétariat se manifeste clairement lors de la convocation du IIe Congrès des soviets en Octobre 1917: les soviets paysans se prononcent contre la convocation et boycottent le congrès tandis que les soviets des villes (ouvriers et soldats) le soutiennent et s'y rendent. Aussi le congrès des soviets qui appuie l'insurrection victorieuse du parti bolchevique en Octobre 1917 est-il essentiellement constitué d'ouvriers et de soldats: les paysans attendent les élections à la Constituante qui se tiendront en janvier suivant. Ils maintiennent alors leur confiance aux socialistes révolutionnaires, même si le congrès des soviets avait adopté un décret accordant la terre aux paysans, mesure que les bolcheviks avaient soutirée du programme des socialistes révolutionnaires. L'élection à la constituante donne le résultat suivant: socialistes révolutionnaires (58%), bolcheviks (25%), cadets et autres (13%), mencheviks (4%). La portée de ce suffrage populaire est d'autant plus claire que « 35% des électeurs des 54 conscriptions consultées, de tendance bourgeoise ou modérée, tout comme beaucoup de candidats de ces conscriptions »², s'abstiennent de participer aux élections. Jusqu'à la connaissance de ces résultats, Lénine et le parti bolchevique avaient toujours appuyé la convocation de la Constituante, à l'élection de laquelle ils avaient d'ailleurs participé et où devaient être ratifiés tous les décrets et lois adoptés par le congrès des soviets ou le conseil des commissaires du peuple. Mais les élus de la Constituante furent sommés de se disperser par des représentants du parti bolchevique. Lénine justifie cette décision en alléguant que les élections se sont effectuées à partir d'une liste établie *antérieurement* à la révolution et qui ne tient pas compte de la division intervenue parmi les socialistes révolutionnaires, son aile gauche siégeant maintenant, comme parti minoritaire, au gouvernement des soviets. Cet argument est fragile: de nouvelles élections à la Constituante auraient pu être décrétées sur la base d'une nouvelle liste. La démagogie de Lénine masque un choix plus crucial auquel était acculé le parti bolchevique: ou la Constituante dominée par la paysannerie dirigée par les socialistes révolutionnaires ou les soviets dominés par le prolétariat dirigé par le parti bolchevique. Lénine et le parti bolchevique choisissent la révolution d'Octobre, et la paysannerie majoritaire est désormais subordonnée au prolétariat minoritaire. C'est ainsi que, dans la constitution soviétique, plus tard adoptée, le vote d'un ouvrier vaut plus que celui d'un paysan: « La voix de plusieurs

¹ Lénine, « Des atteintes au principe démocratique dans les organisations de masse » (septembre 1917), T. XXV, p. 332.

² Radjavi, Kazens, *La dictature du prolétariat et le dépérissement de l'État de Marx à Lénine*, Anthropos, 1975, p. 286.

paysans compte autant que celle d'un seul ouvrier. Est-ce cela qui est injuste? Non, c'est juste pour une époque où il faut renverser le capital. Je sais où vous prenez vos conceptions de la justice. Elles vous viennent de l'époque capitaliste passée (...) Pour nous la justice est subordonnée aux intérêts du renversement du capital »¹. Dorénavant, le qualificatif « bourgeois » sera accolé au substantif « démocratie »: les intérêts du prolétariat, dont le parti est fiduciaire, doivent prévaloir sur toute autre considération².

Mais Lénine ne désespère pas de conquérir l'adhésion de la paysannerie. Il lui semble alors impossible d'imposer, par la contrainte, le socialisme aux paysans: il faut les éduquer en leur montrant leurs intérêts à long terme qui coïncident avec ceux du prolétariat: « Tout socialiste conscient dira qu'on ne peut imposer le socialisme aux paysans par la contrainte, qu'il faut compter uniquement sur la force de l'exemple et sur l'assimilation par la masse paysanne des enseignements de la vie pratique »³. Le parti bolchevique est alors secondé au gouvernement par les socialistes révolutionnaires de gauche, posés, par Lénine, comme représentants des paysans moyens: l'alliance de la paysannerie avec le prolétariat, sous la direction de celui-ci, est donc possible.

Mais la signature du traité de Brest-Litovsk et, quelques mois plus tard, la mise en application du « communisme de guerre » entraînent la rupture totale et la lutte ouverte entre socialistes révolutionnaires de gauche et le pouvoir bolchevique. Il faut approvisionner les villes affamées et nourrir les soldats de l'armée rouge qui défendent la révolution contre les troupes de l'ancienne classe dominante: le décret qui crée les « comités de paysans pauvres » a pour objectif immédiat d'obtenir un soutien, dans les campagnes, à la politique de confiscation du blé que pratiquent les détachements de l'armée rouge à l'égard des koulacs. Cet objectif spécifique est redoublé d'un autre plus ambitieux: développer la grande agriculture⁴. Les paysans pauvres furent peu enthousiastes et les « comités » qui devaient les organiser furent un an plus tard dissous⁵.

La guerre civile saisit la paysannerie entre des tenailles: d'une part, les armées blanches, représentant la bourgeoisie et les propriétaires fonciers, qui voulaient reprendre aux paysans les terres qu'ils avaient arrachées; d'autre part, l'armée rouge, représentant le prolétariat des villes, qui réquisitionnait la production, non seulement des koulacs, mais aussi des paysans moyens. Entre deux maux, la paysannerie choisit le moindre: elle se rangea du côté des bolcheviks contre les armées blanches. Mais que la lutte entre les forces bolcheviques et la paysannerie fut vive est indiquée dans les textes de Lénine lui-même. Dans le passage au socialisme, l'ennemi principal n'est plus la bourgeoisie, mais la petite-bourgeoisie agricole, commerciale et industrielle: « Dans le passage du capitalisme au socialisme, ils ne doivent pas oublier que notre ennemi principal, c'est la petite-bourgeoisie avec ses habitudes, ses coutumes, sa situation économique »⁶. En Russie, la majorité de la population est paysanne et S'oppose à toute intervention de l'État, intervention évidemment nécessaire pour

¹ Lénine, « 1er Congrès de l'enseignement extra-scolaire de Russie » (mai 1919), T. XXIX, p. 373.

² Rosa Luxemburg n'a pas loupé la signification historique de ce choix: « La révolution russe », *Oeuvres*, T. II, petite collection maspero, pp. 55-90.

³ « Troisième Congrès des Soviets » (janvier 1918), T. XXVI, p. 482.

⁴ Carr, Edward Hallet, *La révolution bolchevique*, Éd. de Minuit, 1974, T. II, p. 161 et ss.

⁵ Linhart, Robert, *Lénine, les paysans*, Taylor, Seuil, 1976, p. 33 et ss.

⁶ « Séance du Comité exécutif central de Russie » (avril 1918), T. XXVII, p. 304.

instaurer le socialisme: « Il est évident que, dans un pays de petits paysans, c'est l'élément petit-bourgeois qui domine et ne peut pas manquer de dominer; la majorité, l'immense majorité des agriculteurs, sont de petits producteurs (...) La petite-bourgeoisie s'oppose à toute intervention de la part de l'État, à tout inventaire, à tout contrôle, qu'il émane d'un capitalisme d'État ou d'un socialisme d'État »¹. Le prolétariat détient seul le pouvoir d'État: il doit l'exercer sur toutes les classes et réprimer même la paysannerie si elle se range objectivement du côté de la bourgeoisie: « Le prolétariat prend le pouvoir, devient la classe *dominante*, brise le parlementarisme bourgeois et la démocratie bourgeoise, écrase la bourgeoisie, écrase toutes les tentatives de toutes les autres classes pour revenir au capitalisme... »². Dans une telle perspective, et encore plus ans une conjoncture où la guerre civile déchire le pays, il ne faut pas, contrairement à ce que Lénine affirmait dans *l'État et la Révolution*, armer le peuple: « On nous parle ensuite d'armer tout le peuple, rabâchant ainsi le mot d'ordre éculé de la démocratie bourgeoise, alors que la lutte de classe la plus décisive bouillonne au sein de ce peuple »³.

Aussi, à la fin de la guerre civile, la majorité paysanne manifeste de l'indifférence voire de l'hostilité face au pouvoir bolchevique. La Nouvelle politique économique (N.E.P.) a précisément comme objectif de remettre sur pied l'économie complètement dévastée par la guerre en renouant les rapports ville/campagne. Des avantages économiques sont alors concédés aux paysans en vue de les stimuler matériellement à produire du blé, base de la nourriture principale des ouvriers (le pain) et principal article d'exportation, le blé exporté permettant ainsi d'obtenir les devises nécessaires à l'importation de machines. Des concessions économiques sont octroyées à la petite entreprise, surtout rurale et artisanale, qui produira les biens de consommation pour l'obtention desquels la paysannerie vendra ses produits. D'autres concessions sont enfin accordées aux commerçants pour les inciter à rétablir la circulation des marchandises.

Lénine, Linhart l'explique bien, était à la fois partisan de la persuasion et de la coercition face à la paysannerie. L'utilisation de l'une ou l'autre de ces mesures et leur pondération relevaient d'une appréciation du rapport de forces dans telle ou telle conjoncture. L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie n'est pas le « bloc historique » de Gramsci⁴: elle signifie que Lénine favorise une stratégie hégémonique par rapport à une politique de répression lorsque la situation la permet. Cette subordination étroite de la paysannerie au prolétariat pouvait se justifier d'une certaine lecture de Marx et d'Engels: la paysannerie, classe petite-bourgeoise, oscille entre la bourgeoisie et le prolétariat tandis que celui-ci est porteur du communisme: les intérêts de la paysannerie sont donc à long terme conformes à ceux du prolétariat, même si, dans le court terme, des politiques peuvent la léser.

Robert Linhart ajoute que l'attitude bolchevique trouvait sa base émotive dans la vieille haine anti-populaire ressentie par la petite-bourgeoisie intellectuelle envers les classes paysannes et même, pour les non-socialistes, envers le prolétariat inculte, les socialistes russes ayant fondamentalement une attitude plus ou moins ambivalente. Enfin, la lutte qu'avait dû mener, pour se constituer, le courant marxiste contre le

¹ « Sur l'infantilisme de gauche et les idées petites-bourgeoises » (mai 1918), T. XXVII, p. 351.

² « Les tâches de la IIIe Internationale » (juillet 1919), T. XXIX, p. 517.

³ « Le VIIIe Congrès des Soviets de Russie » (décembre 1920), T. XXXI, p. 542.

⁴ Dans *La pensée politique de Gramsci*, j'avais commis cette confusion que dissipa, par la suite, Hugo Portelli: *Gramsci et le bloc historique*, Paris, P.U.F., 1972.

courant populiste, ne l'avait pas non plus aidé à se questionner sur ses propres préjugés.

La conception de l'alliance de classes chez Lénine signifie donc, en réalité, que la paysannerie n'a pas de pouvoir. La dictature du prolétariat renvoie ainsi en creux à une domination politique sur la paysannerie. Mais qu'en est-il de cette dictature? Comment Lénine la définit-elle? Pouvons-nous retrouver sa marque au sein des rapports de production et dans les appareils d'État?

Dans *L'État et la Révolution*, Lénine distingue les fonctionnaires, dont les tâches se réduiraient à l'utilisation des quatre règles d'arithmétique, des spécialistes qui, eux, possèdent des connaissances dont ne peut s'emparer du jour au lendemain le prolétariat. Ces spécialistes, utiles et nécessaires, travailleront toutefois sous contrôle ouvrier: « Il ne faut pas confondre la question du contrôle et de l'enregistrement avec celle du personnel possédant une formation scientifique, qui comprend les ingénieurs, les agronomes, etc.: ces messieurs, qui travaillent aujourd'hui sous les ordres des capitalistes, travailleront encore mieux demain sous les ordres des ouvriers armés »¹. Les spécialistes, dont les fonctions impliquent la connaissance d'opérations complexes, exerceront donc - ce qui n'est pas le cas des fonctionnaires - une certaine autorité dont les limites seront fixées par les conditions mêmes de la production: «Prenez une usine, un chemin de fer, un navire en haute mer, dit Engels; n'est-il pas évident que, sans une certaine subordination, donc sans une certaine autorité ou un certain pouvoir, il est impossible de faire fonctionner aucun de ces établissements techniques compliqués, fondés sur l'emploi des machines et la collaboration méthodique de nombreuses personnes ? »². Cependant les spécialistes, tout comme les fonctionnaires, recevront un salaire d'ouvrier et seront soumis à la direction du prolétariat qui exercera le contrôle sur la production: « il faut que les ouvriers et les paysans comprennent nettement la différence entre le conseil nécessaire de l'homme instruit et le contrôle nécessaire exercé par le « simple » ouvrier et le « simple » paysan sur *l'incurie*, si fréquente parmi les gens « instruits » (...) On ne saurait se passer des conseils, des indications des hommes instruits (...) Mais les conseils et les indications, c'est une chose, l'organisation *pratique* du recensement et du contrôle en est une autre »³.

La lutte de classes s'était fortement développée dans les usines depuis la révolution de Février. Aux ouvriers qui luttait, organisés en comités d'usine, pour un horaire de travail réduit et des salaires plus élevés, les capitalistes répondaient généralement par le « lock out » auquel les ouvriers opposaient souvent l'occupation. Le mot d'ordre de « contrôle ouvrier », défendu par le parti bolchevique, cherchait à canaliser ce mouvement: les ouvriers devaient aussi contrôler la gérance des capitalistes et de leurs représentants si ceux-ci demeuraient sur place. Ce mot d'ordre est maintenu lors de la révolution d'Octobre, conformément aux thèses de *L'État et la Révolution*: les ouvriers doivent répartir, maintenir et développer la production, éviter les pertes, les gaspillages et les sabotages, en contrôlant la gérance des capitalistes et de leurs spécialistes.

Mais deux organismes ouvriers se disputent l'adhésion des ouvriers sur le lieu de travail: les comités d'usine et les syndicats. Dès le début de novembre, Lénine

¹ *L'État et la Révolution* (août-septembre 1917), T. XXV, p. 511.

² *Ibid.*, p. 472.

³ « Comment organiser l'émulation » (décembre 1917), T. XXVI, pp. 431-432.

propose un projet au commissariat du travail par lequel est reconnu le contrôle ouvrier, mais aussi, la prédominance du syndicat qui peut abroger une décision prise par le comité d'usine¹. Le décret du 15 novembre, adopté par le conseil des commissaires du peuple, définit une position de compromis: le contrôle ouvrier est souverain et organisé selon une structure pyramidale, mais il est chapeauté par un conseil pan-russe dans lequel les délégués des comités d'usine ne constituent que 5 des 26 représentants. En décembre, le conseil des commissaires du peuple crée la conférence économique suprême donc l'objectif est d'organiser l'ensemble des activités économiques: toutes les organisations économiques, y compris le conseil pan-russe du contrôle ouvrier, doivent lui être subordonnées. Le dernier pas est franchi lors du Congrès panrusse des syndicats en 1918: les bolcheviks majoritaires, avec l'appui des mencheviks et des socialistes révolutionnaires, votent une résolution par laquelle les comités d'usine deviennent des comités locaux des syndicats². Une autre résolution stipule que les syndicats doivent exercer les tâches de contrôle ouvrier et sont appelés à se transformer en organes de l'État socialiste³.

La situation économique est catastrophique. Les usines ferment, les unes après les autres, pour des causes multiples et diverses : pénurie des matières premières nécessaires à la production, perte des débouchés pour la production, machines défectueuses, manque de pièces de rechange... Évidemment les cadres des usines soumis au contrôle ouvrier, et dont les émoluments viennent d'être drastiquement réduits au niveau du salaire ouvrier, fuient les usines ou, s'ils restent sur place, sabotent, activement ou passivement, les efforts pour relancer la production.

Lénine, qui se plaint dès janvier de la « monstrueuse inactivité des ouvriers »⁴, espère sans doute que les syndicats, mieux structurés sur le plan national, sauront mieux, que les comités d'usine, exercer le contrôle et le recensement sur la production. Or ce contrôle fonctionne peu ou pas, notamment dans les chemins de fer, moyen de communication essentiel pour renouer l'échange de produits entre lieux de production. C'est dans cette situation de chaos économique que le conseil des commissaires du peuple, en mars 1918, accorde à une de ses commissions les « pouvoirs dictatoriaux » nécessaires à la réorganisation des chemins de fer. C'est dans cette conjoncture que Lénine se met à insister sur le paiement du salaire aux pièces, la discipline du travail et le pouvoir des dirigeants d'entreprises assignés à leur poste par l'État⁵.

Les « communistes de gauche », qui s'étaient organisés en tendance contre la signature du traité de paix de Brest-Litovsk, changent de cible et s'en prennent maintenant au retour à la discipline « capitaliste » du travail et à la dictature individuelle dans les usines. Lénine leur répondra dans « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets »: *pour vaincre la famine, il faut remettre en marche l'économie*; or les comités d'usine et les syndicats ont été incapables de jouer ce rôle; il faut donc que le parti bolchevique fasse appel aux spécialistes bourgeois. Lénine appuie alors deux

¹ Simon, Didier-L., « Lénine et le contrôle ouvrier », *Autogestion*, no 4 (décembre 1967), pp. 65-109.

² Brinton, Maurice, « Les bolcheviks et le contrôle ouvrier ». (1917-1921), *Autogestion*, n° 24-25 (septembre-décembre 1973): pp. 19-198.

³ Carr, op. cit., p. 115.

⁴ « Conférence du Présidium du Soviet de Pétrograd avec les représentants des organes du ravitaillement » (janvier 1918), T. XXVI, p. 530.

⁵ Linhart, Robert, op. cit., p. 117 et ss.

mesures (reconnaissance des coopératives bourgeoises et octroi de salaires plus élevés aux spécialistes) qui marquent, selon ses propres paroles, un pas en arrière par rapport aux principes démocratiques défendus dans *L'État et la Révolution*.

L'octroi de salaires élevés est la manière bourgeoise et non socialiste d'utiliser les spécialistes: « ... les meilleurs organisateurs et les plus grands spécialistes peuvent être utilisés par l'État soit à l'ancienne manière, à la manière bourgeoise (c'est-à-dire moyennant des salaires élevés), soit à la manière nouvelle, prolétarienne (c'est-à-dire en créant des conditions de recensement et de contrôle exercés d'en bas par le peuple entier, conditions qui auraient pour conséquence inéluctable, automatique, de nous soumettre et d'attirer à nous les spécialistes) »¹. Or les ouvriers n'ayant pu exercer un véritable contrôle sur la production, force est de recourir au vieux procédé bourgeois des hauts salaires, procédé qui marque un pas en arrière dans la mesure où il favorise le développement de rapports sociaux bourgeois: « Il est évident que cette mesure est un compromis, un certain abandon des principes de la Commune de Paris et de tout pouvoir prolétarien, lesquels exigent que les traitements soient ramenés au niveau du salaire d'un ouvrier moyen, et que l'arrivisme soit combattu par des actes et non par des paroles. Plus encore. Il est évident que cette mesure n'est pas simplement un arrêt, - dans un certain domaine et dans une certaine mesure - de l'offensive contre le capital (car le capital, ce n'est pas une somme d'argent, ce sont des rapports sociaux déterminés); c'est encore *un pas en arrière* fait par notre pouvoir d'État socialiste... »² Mais Lénine est pour le moins confus sur les modalités de ce développement car il met *tout* l'accent sur l'attribution de salaires élevés (sphère de la distribution) par rapport à l'autorité absolue maintenant gratifiée aux spécialistes sur les ouvriers dans l'usine (rapport d'appropriation). Pour Lénine, il n'y a *aucune* opposition de principe entre la dictature d'un individu et la démocratie socialiste car la dictature du prolétariat, réalisée par le truchement d'individus, a comme objectif - contradictoire avouons-le - de susciter l'activité des masses. « Aussi *n'existe-t-il* absolument aucune contradiction de principe entre la démocratie soviétique (*c'est-à-dire* socialiste) et le recours au pouvoir dictatorial personnel. La différence entre la dictature du prolétariat et celle de la bourgeoisie, c'est que la première dirige ses coups contre la minorité d'exploiteurs dans l'intérêt de la majorité d'exploités et ensuite que la première est réalisée, et *ce par le truchement d'individus*, non seulement par les masses laborieuses et exploitées, mais encore par des organisations conçues justement de façon à stimuler ces masses, à les hausser jusqu'à une oeuvre créatrice historique... »³ Quoi que proclame Lénine, il est évident qu'il vient de réviser les positions qu'il défendait dans *L'État et la Révolution*. Le prolétariat, au sein des soviets, devait alors exercer directement sa dictature sans l'intermédiaire de «dictatures individuelles» - nous y reviendrons - et la « certaine autorité » des spécialistes devait être subordonnée au contrôle ouvrier. Maintenant, dans les usines, le pouvoir repose aux mains des spécialistes auxquels les ouvriers doivent obéissance: « Cette soumission rappellera plutôt la direction délicate d'un chef d'orchestre, si ceux qui participent au travail commun sont parfaitement conscients et disciplinés. Elle peut revêtir des formes tranchées, dictatoriales, si la parfaite discipline et la conscience font défaut. Mais, de toute façon, *la soumission sans réserve* à une volonté unique est absolument indis-

¹ « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets » (mars-avril 1918), T. XXVII, p. 257.

² Ibid.

³ Ibid., p. 278.

pensable pour le succès d'un travail organisé sur le modèle de la grande industrie mécanique ¹.

Cette dénégation de la remise en question de principes de *L'État et la Révolution* et la réduction des rapports sociaux au rapport de distribution masquaient une transformation radicale de la stratégie du parti bolchevique: *afin de rétablir le fonctionnement de la machine économique, le parti s'allie aux cadres et spécialistes de l'ancien régime.*

Lénine ne laissera cependant pas tomber la nécessité d'éduquer les masses à l'exercice du contrôle. Les « meetings » peuvent d'ailleurs être un des lieux où les ouvriers s'éduquent politiquement et apprennent à s'organiser eux-mêmes. Il faut apprendre, dit Lénine, à combiner la discipline, tâche actuellement prioritaire, à la démocratie des « meetings » : « Il nous faut apprendre à conjuguer l'esprit démocratique des masses laborieuses, tel qu'il se manifeste dans les meetings, impétueux, débordant, pareil à une crue printanière, avec une discipline *de fer* pendant le travail, avec la *soumission absolue* pendant le travail à la volonté d'un seul, du dirigeant soviétique » ².

Vaincre les armées blanches et la famine: tel est l'objectif qui structure les décisions du parti bolchevique. Trotsky, nommé à la tête du commissariat au transport en avril 1920, devient un partisan intransigeant de la militarisation des syndicats et du travail. Lénine semble l'appuyer dans sa démarche, mais il s'en démarque en novembre de la même année et défend, en décembre, une position conciliatrice entre l'étatisation des syndicats (Trotsky) et le contrôle des syndicats sur l'économie (Tomsky, dirigeant syndical et principal porte-parole de « l'opposition ouvrière »).

Tout en affirmant que les syndicats, regroupant la totalité des ouvriers d'industrie, sont une organisation de la classe dirigeante, soit le prolétariat, Lénine soutient que celui-ci ne peut exercer directement la dictature, y compris au niveau économique, et doit la confier au parti. « Mais il est impossible d'exercer la dictature du prolétariat par l'intermédiaire de l'organisation qui le groupe tout entier. Car ce n'est pas seulement chez nous, l'un des pays capitalistes les plus arriérés, mais aussi dans tous les autres pays capitalistes, que le prolétariat est encore si morcelé, humilié, corrompu çà et là (précisément par l'impérialisme dans certains pays), que l'organisation qui le groupe tout entier est incapable d'exercer sa dictature. Seule le peut l'avant-garde qui a absorbé l'énergie révolutionnaire de la classe » ³. Il dira bien aussi que, de façon générale, l'hégémonie appartient au prolétariat, mais elle s'exercera par l'intermédiaire du parti qui a seul les moyens de sa réalisation.

Contre Trotsky, il déclare que les syndicats, ayant aussi comme fonction de lutter contre la bureaucratisation de l'État, ne peuvent devenir un simple rouage de celui-ci. Les syndicats exerceront donc une contradictoire fonction. D'une part, écoles de formation, ils défendent auprès des ouvriers la politique du parti et les éduquent selon la ligne de celui-ci. D'autre part, centres de résistance, au côté du parti, ils contrecarrent la bureaucratisation de l'État. Mais, admettons-le, la position « intermédiaire » de Lénine se situe bien plus dans l'éclairage de Trotsky que de Tomsky: les syndicats se voyaient confier moins de pouvoirs de contestation que ceux - si faibles soient-ils -

¹ Ibid., p. 279.

² Ibid., pp. 281-282.

³ « Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky » (décembre 1920), T. XXXII, p. 13.

que les ouvriers avaient réussi à arracher dans les pays capitalistes. Les dirigeants syndicaux eux-mêmes étaient de plus en plus nommés par le parti, que cette nomination soit effectuée après ou sans consultation ¹. De toutes façons, n'est-ce pas, les syndicats, devant instruire les ouvriers selon la ligne du parti, leur expliqueraient les raisons politiques de cet accroc à la démocratie (pas en arrière qui sera compensé par leur progressive éducation) et leur justifieraient le choix de la personne.

Les syndicats, qui avaient appuyé le parti bolchevique pour dépouiller les comités d'usine de leur pouvoir, perdaient tout contrôle sur les divers appareils économiques. Un faible pouvoir de contestation leur était réservé dans un rôle dont la tâche fondamentale consistait à aider les spécialistes bourgeois et les dirigeants bolcheviques à relancer la production et à discipliner la force de travail.

La « discipline de travail » proposée est celle qui prévaut sous le capitalisme. D'ailleurs, dès la période du *Que faire ?*, Lénine distinguait une fonction technique (rationalisation du procès de travail industriel) et une fonction d'exploitation dans l'organisation disciplinaire de l'usine capitaliste: « C'est le marxisme, idéologie du prolétariat éduqué par le capitalisme, qui a enseigné et enseigne aux intellectuels inconstants la différence entre le côté exploiteur de la fabrique (discipline basée sur la crainte de mourir de faim) et son côté organisateur (discipline basée sur le travail en commun résultant d'une technique hautement développée). La discipline et l'organisation, que l'intellectuel bourgeois a tant de peine à acquérir, sont assimilées très aisément par le prolétariat, grâce justement à cette « école » de la fabrique » ². Trotsky prit alors un malin plaisir ³ à contredire Lénine en citant Marx qui avait expliqué les causes et les effets de cette discipline et de cette organisation: « Les puissances intellectuelles de la production se développent d'un seul côté parce qu'elles disparaissent sur tous les autres. Ce que les ouvriers parcellaires perdent se concentre en face d'eux dans le capital. La division manufacturière leur oppose les puissances intellectuelles de la production comme la propriété d'autrui et comme pouvoir qui les domine. Cette scission commence à poindre dans la coopération simple, où le capitaliste représente vis-à-vis du travailleur isolé l'unité et la volonté du travailleur collectif; elle se développe dans la manufacture, qui mutile le travailleur au point de le réduire à une parcelle de lui-même; elle s'achève enfin dans la grande industrie, qui fait de la science une force productive indépendante du travail et l'enrôle au service du capital » ⁴.

Lénine, lui, attribue deux fonctions opposées au taylorisme afin de tenter d'en extraire le « noyau rationnel ». L'introduction du taylorisme dans les usines a ainsi comme objectif premier l'accroissement de la productivité et le développement des forces productives, (La vision du monde du grand cinéaste Vertov permet à Robert Linhart ⁵ d'illustrer de façon originale et vivante la conception du travail soviétique). Car le développement de celles-ci, chez Lénine, est la condition *sine qua non* pour

¹ Ce procédé, déjà appliqué aux dirigeants d'entreprise, sera étendu à tous les appareils, y compris aux soviets.

² *Un pas en avant, deux pas en arrière* (1904), T. VII, p. 4 10.

³ Voir, entre autres, *Nos tâches politiques*, Éd. Pierre Belfond, pp. 138-141 et p. 155 et ss. On distingue quatre périodes dans la pensée de Trotsky: avant la révolution, pendant la révolution, dans l'opposition et, enfin, en exil.

⁴ *Le Capital*, Livre premier, tome II, Éd. Sociales, p. 50. Tout le paragraphe V du chapitre XIV de ce livre (« Le caractère capitaliste de la manufacture », pp. 49-57) est consacré à ce sujet.

⁵ *Lénine, les paysans*, Taylor, Seuil, 1976.

atteindre le communisme: disparition des classes sociales, de la division ville/campagne, de la séparation travail manuel/travail intellectuel et de l'État ¹. Ce qu'on peut ainsi appeler « l'économisme » de Lénine est cependant limité par une série d'objectifs politiques immédiats qui structurent, eux aussi, l'intervention du taylorisme en Russie.

Il faut réduire la journée de travail: Lénine reprend ainsi une des revendications fondamentales de la classe ouvrière. Mais cet objectif, qui serait réalisé grâce au développement de la productivité entraîné par l'application du taylorisme, donnerait aussi aux masses ouvrières le temps nécessaire pour qu'elles puissent théoriquement apprendre à assumer la gestion de l'entreprise, de la planification et de l'État. Or nous avons vu précédemment que les comités d'usine puis les syndicats ont perdu tout contrôle sur les rouages économiques aux mains de spécialistes bourgeois et de dirigeants bolcheviques, et nous analyserons bientôt ce qui se produit dans les appareils d'État proprement dits.

Contrairement à ce que croyait Lénine, le travail manuel taylorisé et le travail intellectuel, hors du quotidien, pour gérer l'économie et l'État ne peuvent se conjuguer à l'échelle sociale, car le taylorisme conduit à l'épuisement physique, intellectuel et émotif de l'ouvrier. Cela Marx l'avait bien vu: la manufacture «estropie le travailleur, elle fait de lui quelque chose de monstrueux en activant le développement factice de sa dextérité de détail, en sacrifiant tout un monde de dispositions et d'instincts producteurs, de même que, dans les États de Plata, on immole un taureau pour sa peau et son suif (...) Un certain rabougrissement de corps et d'esprit est inséparable de la division du travail dans la société » ². La classe ouvrière ne souffre pas d'un dédoublement de la personnalité qui pourrait l'entraîner successivement à contrôler l'économie et à être un rouage des machines dont elle assure le fonctionnement continu par des gestes simples, mécaniques et indéfiniment répétables.

Robert Linhart décrit très bien, dans *L'établi* ³ les effets du taylorisme: enchaînement de l'ouvrier aux opérations et aux cadences des machines; asservissement qui l'isole et l'empêche de communiquer avec ses camarades; assimilation de son énergie qui le laisse, à sa sortie de l'usine, dans un état d'accablement.

Le taylorisme a pénétré d'autant plus facilement en Russie que la composition de la classe ouvrière le favorisait. En Amérique comme en Europe, la lutte contre le taylorisme a été à la fois *défense du savoir ouvrier et de l'autonomie ouvrière et réflexe corporatiste de défense de la fraction* la plus favorisée de la classe ouvrière (représentée en Amérique du Nord par l'A.F.L.) contre l'émergence d'un prolétariat sans qualification, sans «capital» technique (représenté par la C.I.O.). En Russie, il n'y avait pas, pour diverses raisons historiques, une fraction ouvrière forte reposant sur l'apprentissage des métiers. Il n'y a donc pas eu d'expropriation du savoir ouvrier. L'industrialisation impérialiste de la Russie par les capitaux européens créa, avec de grandes usines, un prolétariat non qualifié qui, dès le début, commence à subir l'application du taylorisme et du fordisme. Dans une situation où le niveau de productivité

¹ Marx défendait la même position, mais, pour lui, le socialisme ne pouvait se réaliser que dans les sociétés capitalistes les plus industrialisées.

² Marx, *Le Capital*, Livre premier, tome II, Éd. Sociales, pp. 49 et 52.

³ Minuit, 1978, 179 p. Sur l'organisation du travail en système capitaliste, organisation qui a influencé les pays dits socialistes depuis Lénine, lire l'excellent ouvrage de Harry Braverman, *Travail et Capitalisme monopoliste*, Éd. Maspero, 1976, 361 p.

est faible et compte tenu du caractère non qualifié du prolétariat, Lénine ne voit que le taylorisme: il est le moyen de créer la base économique de l'appropriation collective désirée.

On peut trouver chez Marx *deux conceptions du travail*: l'une où il s'agit de réduire le travail manuel, par nature abrutissant, et par conséquent d'œuvrer à l'instauration du communisme qui assurera à tout homme la possibilité de combiner le travail intellectuel et le travail manuel; l'autre, de jeunesse diraient les althussériens, où il s'agit de rendre « créateur » le travail manuel. Lénine optera pour la première conception de Marx et l'application du taylorisme a comme contradictoire objectif de réduire ce travail nécessairement abrutissant.

Mais le taylorisme n'entraîne pas seulement l'asservissement de l'ouvrier: son fonctionnement implique que se développe une couche d'intellectuels dont la tâche est d'encadrer, d'organiser, de contrôler et d'orienter le travail ouvrier. Et Robert Linhart a tout à fait raison d'affirmer que le taylorisme introduit la bureaucratisation au sein même du procès de travail par « la multiplication des fonctions de contrôle et d'enregistrement du moindre geste, la naissance de tâches multiples pour des comptables, des employés, des chronométrateurs, etc. »¹. L'appel aux spécialistes bourgeois et l'application du taylorisme, la subordination des comités d'usine et des syndicats aux dirigeants d'usine et aux Commissions économiques, constituent donc des décisions liées qui scellent la nouvelle alliance entre le parti bolchevique et les spécialistes bourgeois. Mais cette alliance est-elle dominée par la dictature du prolétariat? Lénine le croit qui, dans « Les tâches immédiates du pouvoir des soviets », déclare: « Plus nous devons nous affirmer résolument aujourd'hui pour un pouvoir fort et sans merci, pour la dictature personnelle dans *telles branches du travail*, dans tel exercice de fonctions de *pure exécution*, et plus doivent être variées les formes et les moyens de contrôle par en bas, afin de paralyser la moindre déformation possible du pouvoir des Soviets, afin d'extirper encore et toujours l'ivraie du bureaucratisme »².

Lénine définit clairement ce qu'il entend par dictature du prolétariat dans *L'État et la Révolution*. L'État bourgeois se caractérise par la création d'une armée, d'une police et d'une bureaucratie détachées du peuple, dont la fonction est d'exercer au profit de la bourgeoisie une domination sur le prolétariat et la paysannerie pauvre. Les bureaucrates sont donc, de par leur fonction, des « personnages privilégiés, coupés des masses et placés *au-dessus* d'elles. Là est *l'essence* du bureaucratisme »³. L'État bourgeois est évidemment aussi caractérisé par la domination indirecte, mais d'autant plus sûre, du capital sur l'État. Cette domination s'exerce par la corruption directe des fonctionnaires et, surtout, par la domination des cartels financiers et industriels sur le gouvernement.

La destruction de la bourgeoisie implique la destruction de ses appareils d'État, non seulement parce qu'à l'époque de l'impérialisme elle utilisera tous les moyens pour s'opposer à l'affranchissement du prolétariat (caractère nécessairement non pacifique de la révolution), mais aussi parce que ces appareils sont la matérialisation même de l'oppression: « Si l'État est né du fait que les contradictions de classes sont

¹ Lénine, *les paysans*, Taylor, op. cit., p. 114.

² Lénine, T. XXVII, p. 285.

³ Lénine, *L'État et la Révolution (1917)*, T. XXV, p. 526. Et Lénine affirme, contre Kautsky, que s'il existe des bureaucrates syndicaux et politiques sous le capitalisme, c'est qu'ils sont influencés par celui-ci, et que cela disparaîtra naturellement sous la dictature du prolétariat.

inconciliables, s'il est un pouvoir placé *au-dessus* de la société et qui «devient *de plus en plus étranger*», il est clair que l'affranchissement de la classe opprimée est impossible, non seulement sans une révolution violente, *mais aussi sans la suppression* de l'appareil du pouvoir d'État qui a été créé par la classe dominante et dans lequel est matérialisé ce caractère "étranger" »¹.

L'État prolétarien se distingue donc de l'État bourgeois, non seulement par son *contenu* de classe, mais aussi par sa *structure*: « Si nous nous organisons et menons intelligemment notre propagande, les prolétaires, mais aussi les neuf dixièmes de la paysannerie seront contre le rétablissement de la police, contre le corps des fonctionnaires inamovibles et privilégiés, contre l'armée séparée du peuple. Or, c'est en cela uniquement que consiste le nouveau type d'État »².

Sous la dictature du prolétariat, l'armée et la police seront donc remplacées par le peuple en armes, c'est-à-dire par la milice dont l'objectif sera de combattre la bourgeoisie et d'éduquer les grandes masses à la gérance des affaires publiques. La milice et la police seront donc des organes exécutifs des Soviets, instances décisionnelles et législatives. Lénine fonde stratégiquement cette possibilité sur un calcul arithmétique: la bourgeoisie ne pouvait dominer le peuple sans une machine très compliquée, mais les immenses masses populaires peuvent d'elles-mêmes, sans appareil spécial, mater la bourgeoisie, celle-ci ne constituant qu'une infime minorité de la population.

Lénine estime aussi, contre Kautsky, que le capitalisme, en développant la grande production, réduit les fonctions administratives à de simples opérations d'enregistrement et de contrôle, accessibles à toute personne pourvue d'une instruction primaire et connaissant les quatre règles d'arithmétique. Il est donc possible de supprimer tout caractère privilégié et hiérarchique attaché à ces fonctions: les méthodes de commandement propres aux fonctionnaires publics doivent commencer à être remplacées par le simple exercice d'enregistrement et de contrôle; les fonctionnaires doivent être élus et révocables en tout temps; leurs traitements doivent être ramenés au niveau du salaire moyen d'un ouvrier. Ces mesures permettront de supprimer graduellement tout fonctionnarisme: « Ces premières mesures, fondées sur la grande production, conduisent d'elles-mêmes à l'« extinction » graduelle de tout fonctionnarisme, à l'établissement graduel d'un ordre - sans guillemets et ne ressemblant point à l'esclavage salarié - où les fonctions de plus en plus simplifiées de surveillance et de comptabilité seront remplies par tout le monde à tour de rôle »³

De plus, les soviets locaux jouiront d'une autonomie administrative dégagée de toute surveillance ou tutelle exercée d'en haut. Cette autonomie n'est pas incompatible avec un État centralisé et unitaire: Lénine se moquera de Bernstein qui « se représente le centralisme comme une chose qui ne peut être imposée et maintenue que d'en haut, par la bureaucratie et le militarisme »⁴. Lénine au contraire prônera le centra-

¹ Ibid., p. 420. Lénine est ici fidèle à Marx: ces appareils d'État ont toujours caractérisé les États antérieurs au socialisme où une classe dominante opprime et exploite les classes dominées, le prolétariat étant la première classe apte à engendrer, comme le démontrerait la Commune de Paris, un État sans appareil d'État proprement dit.

² « Les tâches du prolétariat dans notre révolution » (mai 1917), T. XXIV, p. 62.

³ *L'État et la Révolution*, op. cit., p. 461.

⁴ Ibid., p. 465.

lisme librement consenti, la libre union et la fusion volontaire des soviets locaux en soviet central.

Enfin, les soviets enlèveront aux capitalistes les moyens d'information, soit, à l'époque, les imprimeries et les stocks de papier, pour les répartir équitablement entre eux, les grands partis, les partis moyens et, enfin, les groupes de citoyens comprenant un nombre déterminé de citoyens ¹.

Lénine avoue donc que l'État socialiste comporte beaucoup d'aspects de la démocratie primitive: « En régime socialiste, bien des aspects de la démocratie « primitive » revivront nécessairement, car, pour la première fois dans l'histoire des sociétés civilisées, la *masse* de la population se haussera à une participation *autonome*, non seulement aux votes et aux élections, *mais encore à l'administration journalière*. En régime socialiste, *tout le monde* gouvernera à tour de rôle et s'habitue vite à ce que personne ne gouverne » ². Et c'est cette démocratie primitive, c'est-à-dire la structure même de ce nouvel État qui rend possible son extinction: « Or, du moment que c'est la majorité du peuple qui mate *elle-même* ses oppresseurs, *il n'est plus besoin* d'un « pouvoir spécial » de répression! C'est en ce sens que l'État *commence à s'éteindre*. Au lieu d'institutions spéciales d'une minorité privilégiée (fonctionnaires privilégiés, chefs de l'armée permanente) la majorité elle-même peut s'acquitter directement de ces tâches; et plus les fonctions du pouvoir d'État sont exercées par l'ensemble du peuple, moins ce pouvoir devient nécessaire » ³.

L'existence du nouvel État fut éphémère: peu après la révolution, les anciens appareils commencèrent à se reconstituer.

Un des premiers décrets du nouveau pouvoir abolit la peine capitale, malgré l'opposition de Lénine: une révolution ne se fait pas sans fusiller, aurait-il vraisemblablement dit à Trotsky ⁴. Mais il fallait un instrument pour dénicher et désarmer les tenants de l'Ancien régime qui sabotaient la production économique. Aussi, en décembre 1917, le gouvernement décrète l'organisation d'une police politique secrète, la Tchéka. Cette décision ne contredit pas les principes de *L'État et la Révolution*: la police y est subordonnée aux soviets locaux dont elle devient l'une des instances exécutives. Mais l'extension rapide de la guerre civile, à partir de l'été 1918, exige une police plus centralisée et plus autonome: en août 1918, l'autorité centrale de la Tchéka ordonne à ses commissions locales de récuser toute autorité des soviets et,

¹ Lénine, « Comment assurer le succès de l'Assemblée constituante » (septembre 1917), T. XXV, p. 412.

² *L'État et la Révolution*, op. cit., p. 527. Pourtant Lénine, dans *Que faire?*, qualifiait d'absurde cette conception de la démocratie: « L'ouvrage des époux Webb sur les trades-unions anglaises conçoit un curieux chapitre sur la « démocratie primitive ». Les auteurs y racontent que les ouvriers anglais, dans la première période d'existence de leurs unions, considéraient comme une condition nécessaire de la démocratie la participation de tous les membres à tous les détails de la gestion des syndicats: non seulement toutes les questions étaient résolues par le vote de tous les membres, mais les fonctions mêmes étaient exercées par tous les membres à tour de rôle. Il fallut une longue expérience historique pour que les ouvriers comprissent l'absurdité d'une telle conception de la démocratie et la nécessité d'institutions représentatives d'une part, et de fonctionnaires professionnels de l'autre. » (T. V, p. 493). Sans doute Lénine n'avait pas encore lu les textes que Marx consacre à la Commune de Paris.

³ *L'État et la Révolution*, op. cit., p. 454.

⁴ Liebman, Marcel, *Le léninisme sous Lénine*, Seuil, 1973, T. II, p. 160.

même, de les encadrer¹. Les ennuis du pouvoir bolchevique se multiplient et pullulent: ils se manifestent partout, même dans les syndicats et les soviets sous forme d'anarchistes, de mencheviks, de socialistes révolutionnaires, de nationalistes... La Tchéka aura pour fonction objective de liquider policièrement toutes formes d'opposition au pouvoir bolchevique. L'orientation formulée par Lénine en avril 1919 sert de critère de discrimination entre les ennemis et les amis: « Quiconque n'est pas avec nous est contre nous »². Mais les prisons sont trop petites pour contenir le flot des ennemis. Aussi, des « camps de travaux forcés » sont établis pour recevoir les prisonniers. Cependant, le travail de ceux-ci est soumis au tarif syndical et l'horaire du travail, aux mêmes stipulations qui s'appliquent aux ouvriers non emprisonnés. Des « camps de concentration », aux châtiments plus durs, sont au même moment institués pour ceux rendus coupables d'activités contre-révolutionnaires au cours de la guerre civile, et qui ne furent pas fusillés³. Mais le parti s'est considérablement développé: les militants disciplinés d'avant la révolution de Février ne constituent plus, en mars 1919, que 8% du membership du parti, même s'ils continuent d'en contrôler la structure, tandis que ceux qui y ont adhéré avant Octobre ne regroupent plus que 20% des membres de l'organisation⁴. Des éléments douteux, par exemple d'anciens mencheviks, se sont donc infiltrés dans le parti et, parmi eux, se trouvent des ennemis que la Tchéka pourrait permettre d'identifier: à partir d'avril 1919, la Tchéka, puis la GPU, participera à l'activité des commissions de contrôle du parti et, de plus en plus, une de ses tâches consistera à rechercher les « membres dissidents »⁵.

Du vivant même de Lénine, le prolétariat perd donc tout contrôle sur l'appareil policier auquel il est dorénavant soumis. Le prolétariat se voit aussi soutiré tout contrôle sur l'armée. Lors de sa fondation, l'armée rouge ne constitue pas un appareil d'État proprement dit: elle recrute des volontaires, et les chefs militaires de tous niveaux sont élus et contrôlés par les conseils de soldats. Les membres du parti, qui sont introduits dans chaque unité militaire, doivent constituer l'armature morale et politique de cette nouvelle armée. Mais à l'invasion allemande succéda la lutte militaire des anciennes classes possédantes appuyées par les pays impérialistes membres du pacte de l'Entente. Et comment les détachements armés du prolétariat - plus ou moins bien équipés, coordonnés et préparés - pouvaient-ils vaincre des armées disciplinées et efficaces ?⁶ Sous la direction de Trotsky, l'armée fut réorganisée, la centralisation, la hiérarchisation et la discipline traditionnelles, ré-instaurées. Mais comment fonder une armée moderne sans les cadres qui ont l'expertise voulue? Et où trouver ces cadres sinon parmi ceux qui exerçaient la même fonction sous le

¹ Ibid., p. 32.

² « Session plénière du Conseil central des syndicats de Russie » (avril 1919), T. XXIX, p. 297. Cette ligne politique et policière est claire. Dans le même texte Lénine affirme: « En ce qui concerne les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, la ligne du Parti, dans la situation actuelle, est la suivante: la prison pour ceux qui aident Koltchak, consciemment ou non. Nous ne tolérons pas qu'il y ait dans notre république de travailleurs, des hommes qui ne nous aident pas de façon efficace à combattre Koltchak ».

³ Carr, op. cit., p. 221. Évidemment, ces camps de « travaux forcés » et de « concentration » n'ont jamais pris, même durant les périodes les plus sanglantes de la guerre civile, l'extension qu'ils prendront sous le régime stalinien.

⁴ Bettelheim, Charles, *Les luttes de classes en U.R.S.S. (1917-1923)*, T. I, Seuil/Maspero, 1974, p. 284.

⁵ Bettelheim, op. cit., pp. 256-257.

⁶ La Commune de Paris ne fit pas cette démonstration: l'armée ennemie reconstitua et regroupa ces forces à quelques dizaines de kilomètres de Paris et attendit le moment propice pour écraser l'insurrection sous ses talons de fer.

tsarisme? Ils seront donc recrutés et obtiendront les privilèges matériels de leurs fonctions. Ces cadres, dont l'allégeance politique est plutôt douteuse, seront contrôlés par les commissaires, le couple spécialiste/politique devant disparaître avec la progressive formation de « compétences rouges ». Mais cette armée, même si elle fut conçue comme un compromis provisoire, devint une réalité permanente. Et les grades, qui furent plus tard réintroduits, ne firent que symboliser un rapport social déjà structuré.

Le fonctionnarisme est lui aussi ré-instauré. La « monstrueuse inactivité des masses » sera suppléée par un corps de fonctionnaires auxquels on attribuera peu à peu autorité et privilèges matériels. Lénine explique ainsi ce nécessaire accroc aux principes de la Commune de Paris: la majorité de la population russe est paysanne et elle oscille, conformément à ses intérêts de classe, entre la bourgeoisie et le prolétariat. De plus, même la majorité du prolétariat est illettrée et ne sait appliquer les quatre règles d'arithmétique, minimum de connaissances requises, selon Lénine, pour pouvoir gérer les affaires publiques. La bureaucratie exercera donc le contrôle et l'enregistrement à la place des masses analphabètes. Lénine insiste aussi sur l'idéologie bourgeoise qui contamine la paysannerie et qui influence le prolétariat, les rendant inaptes à gérer l'État.

Évidemment, les soviets ne contrôlent plus que symboliquement les appareils d'État. La liquidation durant la guerre civile de tout parti et de tout journal d'opposition rend impossible l'expression de courants autres que celui des bolcheviks. Et la sanglante répression de l'insurrection de Cronstadt en 1921 démontre que, y compris après la fin de la guerre civile, les bolcheviks ne veulent pas perdre ce monopole, ce qui aurait alors signifié la perte du pouvoir ¹. Même les dirigeants des soviets sont maintenant nommés par le parti, les masses n'ayant qu'une fonction de « rubber stamping » ². Les institutions soviétiques perdent ainsi tout pouvoir gouvernemental et ne jouent plus qu'un rôle d'apparat, les décisions se prenant au niveau des instances du parti ³.

La constitution d'une bureaucratie - d'origine bourgeoise (les spécialistes) ou d'origine ouvrière (les bolcheviks) - au-dessus des masses fut évidemment favorisée par la dispersion de la vieille classe ouvrière russe: l'armée rouge recruta des membres dans le prolétariat dont une partie non négligeable mourut pour la défense de la révolution; les éléments les plus avancés de la classe ouvrière furent incorporés aux appareils d'État en vue de les contrôler; enfin, le chômage et la famine chassèrent des villes vers les campagnes bon nombre de familles ouvrières en quête de nourriture. Mais ce n'est pas la dispersion de la classe ouvrière aguerrie qui a produit la bureaucratie, c'est son incapacité à maîtriser la production qui entraîne le parti bolchevique à s'allier aux spécialistes bourgeois et à appointer ses membres à des postes dont Lénine, lui-même, reconnaissait le caractère bureaucratique dans *L'État et la Révolution*.

Aussi, ce n'est pas étonnant que les problèmes posés en termes de majorité et de minorité relèvent, dorénavant pour Lénine, d'une problématique bourgeoise. Il avait

¹ Avrigh, Paul, *La tragédie de Cronstadt* (1921), Seuil, 1975, 250 p.

² On affirmait quand même le caractère prolétarien des soviets par la *composition* sociale de leurs dirigeants: la majorité de ceux-ci, comme la majorité des membres du parti, étaient ouvriers ou *d'origine* ouvrière (nouveaux membres de l'appareil d'État).

³ Bettelheim, Charles, *Les luttes de classes en URSS, T. I*, pp. 94 et 225.

eu tort de croire dans *L'État et la Révolution* que la grande masse d'exploités pouvait vaincre par elle-même la poignée d'exploiteurs. Ceux-ci possèdent une instruction poussée, des habitudes d'organisation et d'administration, une grande expérience de l'art militaire, en plus de jouir d'aides et d'appuis internationaux puissants, la révolution ayant été limitée à un seul pays, tandis que la majorité des exploités, « même dans les républiques bourgeoises les plus avancées et les plus démocratiques, reste accablée, inculte, ignorante, craintive, divisée »¹.

Le tournant théorique, qui avait débuté avec « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets », se cristallise cinq ou six mois plus tard dans *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*. Les questions portant sur la démocratie ou sur les structures de l'État constituent, maintenant, une marque de l'influence de l'idéologie bourgeoise, voire du « juridisme » bourgeois. Lénine évite toutes ces questions, y compris celle qui demande comment le prolétariat peut exercer la dictature s'il ne domine pas les appareils d'État. (Cette conception de l'État fut codifiée et consacrée par Staline sous le qualificatif de marxiste-léniniste et, sauf quelques exceptions dont Rosa Luxembourgeois, influença tous les courants marxistes, y compris celui de Trotsky pour lequel un vague « contrôle ouvrier » pourrait suppléer à la bureaucratisation de cet État toujours ouvrier)².

La dictature du parti devient la métonymie de celle du prolétariat. Lénine justifie la dictature du parti parce qu'il serait le seul authentique représentant du prolétariat: « Lorsqu'on nous reproche la dictature d'un seul parti et qu'on propose, comme vous l'avez entendu, un front unique socialiste, nous disons: « Dictature d'un seul parti, oui! Telle est notre position, et nous ne pouvons quitter ce terrain, parce que c'est le parti qui, au cours de dizaines d'années, a conquis la place d'avant-garde de l'ensemble du prolétariat industriel des fabriques et des usines... »³. Et lors du XI^e Congrès du parti, il identifiera complètement la dictature du prolétariat à celle du parti: « Le capitalisme d'État est un capitalisme que nous saurons limiter, dont nous saurons fixer les bornes, ce capitalisme d'État est rattaché à l'État, mais l'État, ce sont les ouvriers, c'est la partie avancée des ouvriers, c'est l'avant-garde, c'est nous »⁴. Bettelheim a donc tort d'opposer, à Lénine, Zinoviev qui ne fait que le paraphraser lorsqu'il affirme: « ... L'État, ce sont les travailleurs, c'est la fraction la plus progressiste des travailleurs, c'est l'avant-garde, c'est nous! »⁵.

Lénine évidemment reconnut la bureaucratisation de l'État. Dès janvier 1920, le pouvoir bolchevique met sur pied l'« Inspection ouvrière et paysanne » qui a pour fonction de « faire participer successivement toute la masse des travailleurs, hommes

¹ Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (octobre-novembre 1918), T. XXVIII, p. 262.

² François Charnier est un bon élève trotskyste: « L'État est donc avant tout défini par sa *fonction* et non par sa *forme* et sa *structure*. Sa *fonction* se détermine par son attitude vis-à-vis des rapports de propriété et, partant, des rapports de production. C'est cela qui fait d'un État, soit un État capitaliste, soit un État ouvrier (...) Que l'État soit démocratique ou non, dans sa forme, c'est là également un élément accessoire ». *URSS et Pays de l'Est, socialisme ou capitalisme*, Maspero, 1970, p. 54.

³ « Discours prononcé au 1^{er} Congrès des travailleurs de l'enseignement et de la culture socialiste de Russie » (juillet 1919), T. XXIX, p. 540.

⁴ « Xe Congrès du P.C. (b) R. » (mars-avril 1922), T. XXXIII, p. 283.

⁵ Zinoviev cité par Bettelheim, *Les luttes de classes en URSS*, T. II, p. 515.

et surtout femmes »¹ à la lutte contre le bureaucratisme, en les initiant à la gestion de l'État. Lénine n'avait donc pas perdu espoir de « détruire totalement l'ancien appareil d'État »², objectif qu'il affirmera encore dix mois plus tard. Mais, durant la guerre civile, la priorité étant de conserver le pouvoir, cette bureaucratisation fut nommée, sans être vraiment combattue. Bien au contraire: les mesures prises durant la guerre favorisèrent son développement.

Si l'insurrection de Cronstadt entraîna un renforcement du pouvoir d'État en supprimant définitivement toute opposition, y compris au sein du parti, elle fut aussi l'occasion de l'adoption d'une mesure dont l'un des objectifs consistait à combattre la bureaucratisation. La racine économique de la bureaucratie reposait sur « l'isolement, l'éparpillement des petits producteurs, leur misère, leur inculture, l'absence de routes, l'analphabétisme, l'absence d'échanges entre l'agriculture et l'industrie, le manque de liaison, d'action réciproque entre elles »³. Il fallait donc non seulement alphabétiser les masses populaires par l'extension de l'enseignement élémentaire, mais il fallait aussi, par la N.E.P., renouer les échanges entre la ville et la campagne. La bureaucratie avait été reconstituée pour pallier le chaos économique: le développement de la production agricole et industrielle favoriserait donc indirectement la lutte contre celle-là en la rendant inutile.

Mais la N.E.P. fut une mesure insuffisante pour contrer la bureaucratisation et l'« Inspection ouvrière et paysanne », dont Lénine admit l'échec en 1923, ne fut guère plus efficace: « Le Commissariat du peuple de l'Inspection ouvrière et paysanne ne jouit pas à l'heure actuelle d'une ombre de prestige. Tout le monde sait qu'il n'est point d'institutions plus mal organisées que celles relevant de notre Inspection ouvrière et paysanne, et que dans les conditions actuelles, on ne peut rien exiger de ce Commissariat »⁴. Pour contrer cette bureaucratisation, Lénine exhorte encore les masses à l'initiative et propose une série de mesures bureaucratiques: réduction du nombre d'employés de l'« Inspection » à 300 ou 400 individus, triés sur le volet par leurs qualifications et auxquels on attribuera des appointements élevés; fusion de l'appareil d'État (« Inspection ouvrière et paysanne ») avec l'appareil du parti (« Commission centrale de contrôle »); accroissement du nombre de membres de la Commission centrale de contrôle; étude et imitation de la bureaucratie des sociétés capitalistes les plus développées.

Ces mesures bureaucratiques ne purent évidemment freiner la bureaucratisation de cet État que Lénine décrivait impitoyablement quelques mois plus tôt: « Nous appelons nôtre un appareil qui, de fait, nous est encore foncièrement étranger et représente un salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes, qu'il nous était impossible de transformer en cinq ans faute d'avoir l'aide des autres pays et alors que prédominaient les « préoccupations » militaires et la lutte contre la famine »⁵.

¹ « Remarques et addition concernant les projets de *Règlements sur l'Inspection ouvrière et paysanne* » (janvier 1920), T. XXX, p. 310.

² « Notre situation extérieure et intérieure et les tâches du Parti » (novembre 1920), T. XXXI, pp. 423-443.

³ Lénine, « L'impôt en nature » (avril 1921), T. XXXII, p. 374. Il faut cependant avouer que dans le même texte Lénine affirme que la bureaucratisation n'a pas touché l'armée et les tribunaux, mais seulement les services...

⁴ Lénine, « Mieux vaut moins, mais mieux » (mars 1923), T. XXXIII, p. 504.

⁵ « La question des nationalités ou de l'« autonomie » (30 décembre 1922), T. XXXVI, p. 619.

Lénine, à la fin de sa vie et dans des éclairs de lucidité, perçoit donc la bureaucratie dominante. Mais il est incapable d'en comprendre véritablement les causes, comme cela se manifeste, entre autres, par les mesures bureaucratiques qu'il propose pour lutter contre la bureaucratisation. Ce sont des objectifs stratégiques (lutte contre les armées blanches et contre la famine) et un constat (incapacité des masses à assurer le contrôle et le recensement) qui l'entraînent à faire appel aux spécialistes bourgeois. Mais Lénine se montre incapable de reconnaître et de dire la nouvelle alliance qui se forge entre le parti bolchevique et les spécialistes de l'ancien régime. Sans doute sa fonction l'empêchait-elle de reconnaître le changement stratégique effectué et sa signification historique. Peut-être sa méconnaissance relevait-elle en partie de la conception qu'il véhiculait du savoir gestionnaire bourgeois, comme science neutre eu égard aux rapports sociaux, et dont pourrait s'approprier le prolétariat par l'alphabétisation et l'instruction.

Que Lénine soit incapable de voir la bureaucratie dans toute sa dimension se révèle dans ses attaques contre celle-ci, qui ne visent que les spécialistes bourgeois et ignorent les nouveaux cadres provenant du parti bolchevique. Dès octobre 1919, près de 70% des membres du parti exercent des fonctions de direction et d'encadrement dans les différents appareils d'État, les usines, les syndicats et le parti¹. Lénine se méfie de la qualité des membres du parti dont plus de 80% y ont adhéré après la victoire d'Octobre, et les campagnes d'épuration, menées de haut en bas, avec ou sans l'aide de la police politique, ont comme objectif d'en chasser les parvenus, les arrivistes et les éléments politiquement douteux (ex-mencheviks et anciens membres de diverses organisations politiques de gauche). Mais il espère toujours que le parti bolchevique, qui a écrasé toute opposition politique, maintienne ou retrouve son contrôle sur les spécialistes bourgeois. Aux membres bolcheviques, qui exercent des fonctions de direction dans l'un ou l'autre appareil, Lénine leur reproche avec insistance, non pas qu'ils sont bureaucrates, mais leur incompetence: ils doivent apprendre auprès des spécialistes bourgeois les diverses technologies, dont celle de la gestion.

Cette myopie de Lénine, historiquement compréhensible, repose aussi sur un type d'analyse où l'origine de classe des individus d'un groupe social prédomine, dans ses effets, sur la place et la fonction objectives (être de classe) que ce groupe occupe, effectivement, dans la société. Cette importance accordée à l'origine de classe entraîne une double déviation idéologique dont les conséquences sont cumulatives: les dirigeants bolcheviques accordent leur confiance aux leurs qui œuvrent dans les appareils d'État, parce qu'ils seraient surtout d'origine ouvrière, et se méfient de cette nouvelle classe ouvrière, d'origine souvent paysanne, qui a remplacé la vieille classe ouvrière russe dans les usines. Il n'est donc pas étonnant que, lorsque Lénine critique la bureaucratisation de l'État, il fasse, dans « L'impôt en nature », explicitement exception de l'armée et des tribunaux: ceux-ci, efficaces et constitués surtout d'anciens ouvriers, ne seraient pas bureaucratiques.

Mais la bureaucratie, constituée de cadres bourgeois et de bureaucrates rouges, domine incontestablement le prolétariat et la paysannerie à la mort de Lénine et le parti bolchevique, au nom de la dictature du prolétariat, du socialisme à construire ou du communisme à venir, n'a fait que ponctuer l'émergence et la prise de pouvoir de cette bureaucratie. Les écrits de Lénine, qui illustrent la lutte implacable menée contre les anciennes classes dominantes qui n'acceptaient pas leur défaite, ne laissent entrevoir qu'en évanescents pointillés l'autre lutte de classes qui se déroulait entre la

¹ Bettelheim, op. cit., T. I, p. 285.

bureaucratie et les masses populaires (ouvrière et paysanne) qui refusaient cette nouvelle domination: la lutte victorieuse du prolétariat contre les anciennes classes dominantes avait fait place nette pour qu'une nouvelle force historique marque de sa domination une société: la bureaucratie.

Mais la domination de cette bureaucratie était récente et fragile: ce pays est toujours encerclé par les bourgeoisies ennemies; la bureaucratie n'est pas homogène; sa domination sur le prolétariat et la paysannerie ne repose pas sur un consensus populaire, mais sur un rapport de forces organisationnelles, policières et militaires.

Le régime stalinien a eu historiquement comme fonction de consolider cette domination. La lutte de classes porta d'abord contre la paysannerie qui fut dépouillée de ses terres grâce à l'armée. Puis, en 1932, le passeport intérieur est établi empêchant les paysans de fuir le travail agricole, désormais salarié, vers les villes. L'oppression et l'exploitation de la classe ouvrière s'aggravèrent. Dès la fin des années '20, et contrairement au régime léniniste, les grévistes sont assimilés aux saboteurs et, en 1938, le livret de travail - qui avait été introduit temporairement durant la guerre civile, en 1919 - est imposé à tous les ouvriers et devient le principal moyen d'information pour le contrôle bureaucratique et policier de la main-d'œuvre. Les plans quinquennaux, qui reposaient sur le travail obligatoire, entraînent la réduction du niveau de vie des paysans et des ouvriers, et permettent ainsi le développement rapide de la puissance économique et militaire de la nouvelle bureaucratie. Lorsque la bourgeoisie allemande envahit l'U.R.S.S., la bureaucratie a suffisamment accumulé d'instruments militaires et économiques sur le dos des masses populaires pour pouvoir, avec l'appui majoritaire de celles-ci, vaincre les armées fascistes, briser l'encerclement capitaliste, renverser le pouvoir des bourgeoisies environnantes et y installer des bureaucraties à son modèle et à son image.

Mais il fallait unifier cette bureaucratie, divisée entre spécialistes de l'ancien régime et cadres bolcheviques. Le régime stalinien, par les moyens que l'on sait et dont les effets sont impitoyablement décrits par Soljénitsine, force tous les bureaucrates à devenir, si je peux m'exprimer ainsi, des « compétences rouges », leur impose l'orthodoxie marxiste-léniniste et, par le contrôle exercé sur les appareils idéologiques et par la répression de tout possible opposant, réussit à obtenir l'adhésion de la majorité à l'idéologie politique marxiste-léniniste. Que l'appareil policier ait joué un rôle déterminant pour consolider l'ordre nouveau, que la répression toucha non seulement des ouvriers, des paysans et des intellectuels, mais aussi des bureaucrates, Claude Lefort en donne la raison: « La terreur qu'il (le stalinisme) exerce sur les couches dominantes n'est pas un trait accidentel: elle est inscrite dans le développement d'une nouvelle classe, dont le mode de domination n'est plus garanti par l'appropriation privée, qui est contrainte d'accepter ses privilèges par le truchement d'un *appareil collectif d'appropriation* et dont la dispersion, à l'origine, ne peut être surmontée que par la violence »¹.

Mais j'ai, jusqu'ici, laissé en suspens une force sociale importante, les nations dominées représentées par les mouvements de libération nationale, qui, elles aussi, ont lutté contre la domination de la bureaucratie. Aussi, avant d'étudier la nature de classe que recouvre le terme « bureaucratie », je m'arrêterai sur la « question natio-

¹ *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Genève, Droz, 1971, p. 147.

nale », j'analyserai le développement de la réflexion léniniste sur cette question, puis la confronterai à la pratique suivie sous Lénine puis dans le régime stalinien.

5

Les nations dominées

[Retour à la table des matières](#)

Lénine s'interroge sur la question nationale dès 1902: « Y a-t-il des ouvriers d'autres nationalités ou races? Travail mené parmi eux? Est-il organisé ou occasionnel ? En quelle langue? Attitude envers les groupes social-démocrates travaillant dans le voisinage en d'autres langues? Une analyse exacte et détaillée de ces rapports est souhaitable. Y a-t-il des désaccords? À propos de la question de principe sur un programme nationaliste? À propos de la tactique? De l'organisation? Relations de collaboration à établir? Possibilité d'un seul organe du parti? La fédération est-elle souhaitable, et de quel type? »¹

La préparation du deuxième congrès du parti ouvrier social-démocrate russe (P.O.S.D.R.), en fait le véritable congrès de fondation du parti, encadre les réflexions de Lénine. La majorité de la population de l'empire tsariste est constituée de nations minoritaires dominées par la nation dont il est originaire. Et la plupart des éléments sociaux-démocrates de la minorité juive sont regroupés, dans un parti, le Bund, qui

¹ « La question des rapports des comités et groupes du P.O.S.D.R. au Congrès du Parti » (1902-1903), T. VI, p. 302.

demande l'autonomie au sein du P.O.S.D.R. Le congrès doit donc adopter un programme qui tienne compte des effets politiques qu'entraîne la domination de nations et qui réponde aux bundistes.

Lénine puise ses réponses dans la tradition de la IIe Internationale et, plus particulièrement, chez Kautsky. Le IVe Congrès de l'Internationale, en 1896, avait adopté une résolution qui reconnaissait aux nations dominées le droit à l'autodétermination. Que signifiait précisément ce droit? Personne ne s'en souciait. La proposition adoptée sous l'instigation de Kautsky en était une de compromis entre la S.K.P. (social-démocratie du royaume de Pologne, devenue en 1900, S.D.K.P.i.L.) et le P.P.S. (Parti socialiste polonais). La première organisation, dont Rosa Luxembourg était une figure de proue, condamnait les aspirations de libération de la nation polonaise au nom de la lutte de classe du prolétariat. Et la Pologne étant divisée et dominée par trois États (russe, allemand et autrichien), le prolétariat polonais devait combattre tout nationalisme qui affaiblissait sa solidarité avec le prolétariat des trois nations dominantes. Au contraire, le Parti socialiste polonais demandait au Congrès d'adopter une résolution qui affirmait que l'« indépendance politique de la Pologne est une exigence politique indispensable à l'ensemble du mouvement ouvrier international et au prolétariat polonais »¹. Lénine reprend donc la position centriste de Kautsky sans se formaliser, lui aussi, du caractère indéterminé de ce droit à l'autodétermination.

Le parti du prolétariat a le « devoir négatif » de s'opposer « à toute tentative d'influer de l'extérieur *par la violence ou par l'injustice* sur la libre détermination du peuple », mais, pour sa part, il doit œuvrer non pas à l'autodétermination des peuples ou des nations, mais à celui du prolétariat dans chaque nationalité². La reconnaissance du droit à l'autodétermination n'est donc qu'un des moyens visant un objectif: la lutte de classe du prolétariat.

Marx avait défendu le principe du centralisme contre les fédéralistes Proudhon et Bakounine. Lénine le reprend à son compte et l'applique à l'État et au parti. Tous deux doivent être centralisés, indépendamment des divisions nationales qui minent la solidarité du prolétariat des diverses nationalités de l'empire russe.

En 1913, Lénine doit préciser la signification du « droit » à l'autodétermination: le programme trop flou du parti sur la question nationale s'avère une digue insatisfaisante contre les percées des idéologies « nationalistes » parmi les sociaux-démocrates des nations dominées par le régime tsariste. L'oppression de celui-ci s'est aggravée: des rébellions nationales éclatent ici et là: les positions sur la question nationale que Bauer défend dans le large courant social-démocrate s'avèrent alléchantes pour ces intellectuels petits-bourgeois qui défendent des objectifs révolutionnaires et qui ont vécu l'oppression de leur nation. D'autre part, parmi les sociaux-démocrates russes, plusieurs sont influencés par Rosa Luxembourg qui rejette le droit à l'autodétermination, jugeant que cette formule floue ne peut qu'alimenter les courants nationalistes bourgeois polonais. Contre les disciples de Luxembourg, Lénine reprend et précise la formule de Kautsky: le droit à l'autodétermination signifie le droit à la séparation politique.

¹ Rosa Luxembourg in *Les marxistes et la question nationale* (1848-1914) de Georges Haupt, Michael Lowy et Claudie Weill, Maspero, 1974, p. 160.

² Lénine, « À propos du manifeste de *l'Union des social-démocrates arméniens* » (1903), T. VI, p. 335.

Lénine distingue maintenant deux tendances historiques au sein du capitalisme, lesquelles diffèrent du point de vue de la question nationale. La première marque le passage du féodalisme au capitalisme, époque où surgissent les mouvements nationaux: la victoire complète de la bourgeoisie exige la conquête d'un marché intérieur par le rassemblement au sein d'un même État de populations qui seront soumises à des lois identiques et à une seule langue. La formation d'un État national, d'un État qui se subordonne des populations de territoires contigus et qui les soumet à une même langue, est la tendance historique normale de la bourgeoisie: la formation d'États bourgeois multi-nationaux devient donc exceptionnelle. La seconde époque scande la lutte des États capitalistes pour la conquête de nouveaux marchés et le développement de l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie : elle débouche sur le socialisme par la victoire de celui-là. Ces deux époques tendent à l'assimilation des nationalités, la première, par la formation d'États nationaux qui répond à la concentration du capital et la seconde, par la destruction tendancielle des barrières nationales sous la pression de l'internationalisation du capital. Lénine juge progressiste cette tendance historique du capitalisme: l'assimilation des nations constitue «l'un des plus importants facteurs de transformation du capitalisme en socialisme » ¹. Le prolétariat doit donc se réjouir de toute assimilation de nations, sauf celle qui repose sur la contrainte étatique. Évidemment, celle-ci a toujours été une composante dominante de celle-là, Lénine ne saurait l'ignorer. La position qu'il soutient renvoie à une conception économiste: le développement économique du capitalisme et du socialisme conduit à la concentration des moyens de production et les nations minoritaires, par intérêts économiques, s'assimileront graduellement pour former dans la parousie communiste un peuple homogène de producteurs: la répression ne sera donc pas nécessaire sous le socialisme.

Le programme du parti tient compte de ces deux tendances historiques. D'une part, il défend l'égalité des nations et des langues, s'oppose à tout privilège, quel qu'il soit, accordé à une nation et reconnaît le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. D'autre part, au nom de l'internationalisme, il lutte contre la contamination du prolétariat par les idéologies nationalistes qui sont, pour Lénine, nécessairement bourgeoises ².

Rosa Luxembourg a donc tort de négliger la première époque historique que n'ont pas encore vraiment franchie la plupart des pays non-occidentaux, dont ceux de l'empire tsariste. La reconnaissance du droit à l'autodétermination est un des droits démocratiques que le parti doit défendre. Reconnaître un droit, dit Lénine, ne consiste pas nécessairement à désirer son application. Le parti reconnaît le droit au divorce: il n'aspire pas à la dislocation des liens familiaux. Au contraire, le droit à l'autodétermination renforcera l'union des nations libres comme le droit au divorce affermira, sur des bases démocratiques, l'unité familiale ³.

¹ Lénine, « Notes critiques sur la question nationale » (1913), T. XX, p. 21. (Cette interprétation économiste de la question nationale est d'ailleurs conforme à celle de Marx et de Kautsky.)

² Ce programme repose, selon Georges Haupt, sur une conception juridique et éthique du problème national: « D'où la perpétuation d'une approche éthico-libérale de la question nationale, d'une conception de la solidarité internationale qui présuppose l'égalité abstraite des droits nationaux, de la conviction que le programme de la démocratie résoudra automatiquement cette question subalterne », in *Les marxistes et la question nationale*, op. cit., pp. 28-29.

³ Lénine identifie continuellement la nation à la femme et, conformément à Marx pour qui la classe détermine tout autre catégorie historique, subordonne les luttes de libération de celles-là à la lutte du prolétariat. Évidemment dans une perspective stratégique, Clausewitz, que Lénine avait lu, aurait adhéré à une telle réduction.

Le déclenchement de la première grande guerre amène de nouveau Lénine à approfondir et à développer sa position sur la question nationale. Car, à son étonnement, la majorité des partis de la IIe Internationale, qui avaient combattu les mouvements nationalistes « bourgeois » des nations dominées au nom de l'internationalisme, appuient maintenant leurs bourgeoisies respectives dans la guerre, souvent au nom du « droit à l'autodétermination ». Lénine doit donc répondre à de nouvelles exigences: expliquer le caractère de l'actuelle guerre en analysant le développement économique atteint par le mode de production capitaliste: rendre compte de la contamination de la majorité des partis ouvriers par le nationalisme; fonder une nouvelle stratégie révolutionnaire qui permette de réunir une majorité populaire contre les bourgeoisies dominantes et leurs alliés réformistes dans la classe ouvrière.

Le capitalisme, à l'époque de l'impérialisme, fusionne les capitaux industriels et les capitaux bancaires en capitaux financiers¹, et est traversé par la lutte que se mènent ceux-ci pour l'exportation de leurs capitaux surabondants. Les bourgeoisies des pays industrialisés, par l'intermédiaire de leur État respectif, utilisent leurs organismes diplomatiques ou, comme dans la présente guerre, leurs armées, pour élargir les territoires où ils peuvent exporter plus facilement leurs capitaux par des « liens privilégiés » qui leur subordonnent, par exemple, les colonies ou semi-colonies. La sur-exploitation de la majorité des nations du globe par les bourgeoisies des nations industrialisées leur permet d'utiliser ce sur-profit pour corrompre la couche supérieure de leurs classes ouvrières : « La base économique de l'opportunisme est la même que celle du social-chauvinisme: les intérêts d'une mince couche d'ouvriers privilégiés et de la petite-bourgeoisie, qui défendent leur situation privilégiée, leur « droit » aux miettes des profits réalisés dans le pillage des autres nations par « leur » bourgeoisie nationale, grâce aux avantages attachés à sa situation de grande puissance, etc. »² Le prolétariat des pays capitalistes est donc objectivement divisé en une minorité privilégiée et réformiste, et une majorité potentiellement révolutionnaire. Révolutionnaire en puissance seulement, car la majorité ouvrière actuelle des pays occidentaux est sous l'influence des partis réformistes, partis de cette minorité ouvrière privilégiée qui propage au sein de la classe ouvrière des positions nationalistes et réformistes, des positions bourgeoises³. Il faut donc que les révolutionnaires se distinguent organiquement des partis ouvriers réformistes: la nécessité d'une IIIe Internationale est ainsi posée dès 1915 même si, pour Lénine, il peut s'avérer tactiquement utile d'œuvrer au sein de la IIe Internationale afin d'en dégager une opposition révolutionnaire⁴.

Mais pour lutter contre la bourgeoisie impérialiste et ses alliés réformistes, très influents dans la classe ouvrière des pays occidentaux, il faut que les éléments

¹ Le caractère universel ou actuel de cette fusion est critiqué par de nombreux analystes marxistes dont Georges Niosi : *Le contrôle financier du capitalisme canadien*, Montréal, P.Ū.Q., 1978, pp. 5-73.

² Lénine, « Le socialisme et la guerre » (1915), T. XXI, p. 321.

³ On sait que Lénine et ses successeurs n'ont jamais défini clairement cette minorité. L'aristocratie ouvrière, qui se présente comme un concept clé de l'analyse internationaliste de Lénine, est en réalité une notion floue et indéterminée, une notion sans effets de connaissance.

⁴ « Le proche avenir montrera si les conditions sont déjà mûres pour constituer une nouvelle Internationale marxiste. Si oui, notre Parti adhérera avec joie à cette IIIe Internationale, épurée de l'opportunisme et du chauvinisme. Sinon, cela voudra dire que cette épuration exige encore une évolution plus ou moins longue. Dans ce cas, notre Parti formera l'opposition extrême au sein de l'ancienne Internationale, jusqu'à se constituer dans les différents pays la base d'une association ouvrière internationale se situant sur le terrain du marxisme révolutionnaire. » Op. cit., p. 342.

révolutionnaires appuient les luttes des nations dominées contre l'impérialisme. Lénine défend le même principe qu'auparavant : reconnaissance du « droit à l'auto-détermination » pour favoriser la lutte du prolétariat et la fusion des nations. Mais l'application en diffère: avant la guerre, Lénine ne voyait la question nationale qu'à travers le prisme de l'empire tsariste tandis que, maintenant, il la situe dans une perspective internationale, dans le cadre de l'impérialisme: « D'où le changement concret quand à l'*application* des mêmes principes socialistes: à l'époque, on était avant tout « contre le tsarisme » (et contre certains mouvements de petites nations, que celui-ci utilisait dans un sens antidémocratique) et pour les grandes nations révolutionnaires des peuples d'Occident. *Aujourd'hui*, on est contre le front désormais uni des puissances impérialistes, de la bourgeoisie impérialiste, des social-impérialistes, et pour l'utilisation au profit de la révolution socialiste de tous les mouvements nationaux dirigés contre l'impérialisme »¹. Lénine n'appuie donc pas tous les mouvements nationalistes des colonies ou semi-colonies, mais seulement ceux qui luttent révolutionnairement contre l'impérialisme et affaiblissent ainsi les bourgeoisies occidentales, les rendant alors plus vulnérables aux attaques du prolétariat: « Si nous ne voulons pas trahir le socialisme, nous *devons* soutenir toute insurrection contre notre ennemi principal, la bourgeoisie des grands États, à condition toutefois que ce ne soit pas une insurrection de la classe réactionnaire »².

C'est dans le cadre de l'analyse de l'impérialisme que Lénine reprendra la distinction de Marx entre nations dominantes et nations dominées et insistera, contre Rosa Luxemburg, sur ses effets différentiels sur la classe ouvrière: « 1. *Économiquement*, la différence est que des parties de la classe ouvrière des pays oppresseurs profitent de miettes du *surprofit* que réalisent les bourgeois des nations oppressives en écorchant deux fois plutôt qu'une les ouvriers des nations opprimées (...) C'est un fait. Les ouvriers de la nation oppressive sont *jusqu'à un certain point* les complices de leur bourgeoisie dans la spoliation par celle-ci des ouvriers (et de la masse de la population) de la nation opprimée. 2. *Politiquement*, la différence est que les ouvriers des nations oppressives occupent une situation *privilégiée* dans toute une série de domaines de la vie politique par rapport aux ouvriers de la nation opprimée. 3. *Idéologiquement ou spirituellement*, la différence est que les ouvriers des nations oppressives sont toujours éduqués par l'école et par la vie dans le mépris ou le dédain des ouvriers des nations opprimées (...) Ainsi dans la réalité objective, il y a une différence *sur toute la ligne*, c'est-à-dire que le « dualisme » s'affirme dans le monde objectif, indépendant de la volonté et de la conscience des individus »³.

Lénine cherchera à tenir compte de ce dualisme en préconisant l'appui à tous les mouvements de libération nationale qui luttent révolutionnairement contre l'une ou l'autre des bourgeoisies impérialistes. Il appuiera l'insurrection de la nation irlandaise même si, depuis Marx, elle avait réalisé sa réforme bourgeoise agraire. Car, pour Lénine, le critère pour déterminer si les partis ouvriers révolutionnaires doivent appuyer concrètement la lutte révolutionnaire d'un mouvement national est strictement politique: si elle aide ou pas la lutte internationale du prolétariat. Lénine se moque alors de Karl Radek qui condamnait l'insurrection irlandaise pour des raisons

¹ « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (1916), T. XXII, pp. 368-369.

² Op. cit., p. 357.

³ « Une caricature du marxisme et à propos de l'*Économisme impérialiste* » (1916), T. XXIII, pp. 59-60.

économiques (révolution bourgeoise achevée dans l'agriculture) et de Rosa Luxembour qui affirmait que l'impérialisme rendait illusoire la reconnaissance du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes ». Ce droit, rétorque Lénine, est réalisable sous l'impérialisme car la formation d'États nationaux dans les colonies ou semi-colonies ne peut fondamentalement entraver la domination mondiale du capital financier. Et l'éventuelle réalisation de ce droit dépend de l'évolution de la conjoncture internationale marquée par la lutte de classes et par les luttes de libération nationale. Ce droit, comme tout droit démocratique, n'est réalisable sous l'impérialisme que dans des conditions exceptionnelles et de manière tronquée. Mais ceci n'enlève pas l'obligation de lutter pour une démocratisation complète de l'État et de mobiliser, sous ce slogan, les grandes masses populaires.

Lénine critique violemment le nationalisme chauvin de la plupart des partis de la IIe Internationale qui appuient, au nom du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », leur propre bourgeoisie dans cette guerre de rapine. Peu importe qui tire le premier coup de canon: la cause fondamentale de la présente guerre est la lutte des différentes bourgeoisies impérialistes pour le contrôle et l'exploitation des colonies. Aussi les marxistes révolutionnaires, dans chaque pays, doivent-ils lutter contre leur propre bourgeoisie, même si cette agitation affaiblit la puissance militaire de leur gouvernement respectif. Toutes les difficultés rencontrées par les bourgeoisies, y compris celles qu'entraînent ces luttes de libération des nations sous un joug colonial ou semi-colonial, doivent être exploitées en vue de la révolution prolétarienne. Les marxistes sont en principe contre toute guerre, toute violence et toute oppression. Mais ce principe ne pourra être réalisé que sous le communisme, objectif ultime de la révolution socialiste. Et pour réaliser celle-ci, la morale révolutionnaire des marxistes doit reposer, selon Lénine, sur la conception stratégique suivante: tous les moyens, qui permettent d'abattre la bourgeoisie et de construire un État prolétarien, doivent être employés.

Jusqu'à la guerre, Lénine n'avait envisagé la question nationale qu'en fonction de deux types de pays: ceux où la révolution bourgeoise est achevée (Europe occidentale) et ceux où elle ne s'est pas intégralement réalisée (empire tsariste). Il tient maintenant compte d'un troisième type de pays: les colonies et semi-colonies, c'est-à-dire des formations sociales qui, souvent, n'étaient même pas féodales et que le capitalisme pénètre de l'extérieur. Dans le cas de celles-ci, la reconnaissance du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » prend l'expression politique concrète de la revendication pour la libération immédiate, sans rachat et sans condition, des colonies.

Lénine ne modifie donc pas ses principes et sa méthode d'analyse de la question nationale: la guerre l'entraîne à élargir son analyse et à modifier sa stratégie pour tenir compte des effets de l'impérialisme sur la classe ouvrière occidentale et sur les nations colonisées. En ce qui concerne l'empire tsariste, le mot d'ordre léniniste ne change d'ailleurs pas: unir le prolétariat des différentes nationalités par un parti centralisé; lutter contre tout ce qui peut le diviser (le chauvinisme grand-russe et les diverses idéologies nationalistes); combattre le fédéralisme au nom de la centralisation de l'État. Il faut abattre le tsarisme: tous les efforts doivent converger, par l'intermédiaire du parti, vers cet objectif. Aussi, les social-démocrates russes doivent défendre, contre le nationalisme de leur nation dominante, le « droit à la séparation » et les social-démocrates des nations dominées de l'empire tsariste doivent lutter, contre le nationalisme de leur nation, en faveur de l'union avec le prolétariat russe: « Les gens qui n'ont pas approfondi cette question trouvent « contradictoire » que les

social-démocrates des nations qui en oppriment d'autres insistent sur la « liberté de *séparation* », et les social-démocrates des nations opprimées, sur la « liberté *d'union* ». Mais un peu de réflexion montre que, pour parvenir à l'internationalisme et à la fusion des nations en partant de la situation *actuelle*, il n'y a pas et il ne peut y avoir *d'autre* voie »¹.

La chute du régime tsariste en février 1917 suscite une flambée de mouvements nationalistes. Les revendications sont diverses: autonomie interne; autonomie nationale culturelle territoriale ou extraterritoriale; fédération avec les autres nations de l'ex-empire tsariste, dont la russe; indépendance politique avec ou sans association économique². Les nations dominées, prenant le vent de libération qui souffle, exigent de nouveaux rapports fondés sur l'égalité avec la nation russe. Les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, qui ont accepté d'entrer dans le gouvernement avec les libéraux, temporisent et tergiversent: attendons la convocation de l'assemblée constituante qui règlera démocratiquement ces problèmes! Sur cette question comme sur la réforme agraire, les bolcheviks appuient tous les mouvements qui empêchent la bourgeoisie de consolider son tout nouveau pouvoir d'État. La reconnaissance du « droit à la séparation » et leur soutien aux luttes nationales contre le gouvernement provisoire permettent ainsi aux bolcheviks d'obtenir des appuis parmi les mouvements nationalistes.

La révolution d'Octobre porte au pouvoir le parti bolchevik qui doit, maintenant, réaliser les promesses de son programme, dont le « droit à la séparation » était la pièce maîtresse sur la question nationale.

Dès juillet 1917, le gouvernement finnois, le *Seim*, contrôlé alors par diverses tendances socialistes, proclame l'indépendance de la Finlande. Le gouvernement provisoire s'oppose énergiquement à cette initiative unilatérale. Seuls les bolcheviks, au nom du « droit à l'autodétermination », appuient le peuple finnois. En septembre, une coalition de partis représentant la bourgeoisie et les propriétaires fonciers obtient, dans un climat de terreur exercé contre les sociaux-démocrates, la majorité aux élections finnoises. Après la révolution d'Octobre, au début de décembre, les bolcheviks reconnaissent l'indépendance totale de la Finlande, même si Staline juge contradictoire que ce pays dominé par la bourgeoisie reçoive l'indépendance de la Russie socialiste. Deux mois plus tard, la gauche de la social-démocratie finnoise, appuyée par des détachements de l'armée rouge, tente de reconquérir le pouvoir. Mais la bourgeoisie finnoise, secondée par des bataillons de l'armée allemande, noie dans le sang cette insurrection³.

L'indépendance de la Pologne, occupée alors par les armées allemandes, est reconnue par le jeune gouvernement soviétique. Mais elle est partiellement remise en question en 1920. En mai, l'armée polonaise envahit l'Ukraine: les troupes rouges la repoussent hors des frontières et, malgré l'avis défavorable de Trotsky, se lancent à l'assaut du territoire polonais. Lénine appuie cette politique, espérant que l'avance de l'armée rouge susciterait l'insurrection et la conquête du pouvoir par les ouvriers polonais, créant ainsi un point de jonction entre la Russie socialiste et l'effervescence

¹ « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (1916), T. XXII, p. 374.

² Ferro, Marc, *La révolution de 1917*, T. II, Aubier- Montaigne, 1976, p. 154.

³ Ferro, Marc, *op. cit.*, pp. 171-177.

insurrectionnelle en Allemagne. Mais les ouvriers polonais se soulèvent contre l'armée rouge, décelant derrière celle-ci la séculaire domination de la nation russe ¹.

Le choix entre un État centralisé et la séparation politique aurait conduit la majorité des nations dominées à recourir au second. C'est pourquoi Lénine, qui avait compris la force des mouvements nationalistes régénérés par la révolution de Février, reprit aux socialistes révolutionnaires leur mot d'ordre: la fédération ². En janvier 1918, le II^e congrès des soviets adopte une déclaration par laquelle il fonde la République soviétique de Russie sur « la libre union des nations libres, en tant que fédération de Républiques soviétiques nationales ³. Ce fédéralisme n'était pas clairement défini et traversa diverses étapes, dont les traités bilatéraux, avant de prendre une forme constitutionnelle en 1923. La fédération était un compromis entre les aspirations nationales des minorités de la Russie et la volonté d'unir tout le prolétariat contre l'encerclement économique, politique et militaire des pays capitalistes et pour relancer le développement de l'économie écrasé par les bouleversements de la révolution. L'objectif demeurait le même: la fédération était une « forme transitoire vers l'unité totale des travailleurs des différentes nations » ⁴.

Lénine avait espéré que la fédération aurait détourné les autres nations de l'exemple finnois ou polonais. Mais des nations fortes, comme l'Ukraine et la Georgie, exigent l'indépendance politique. La Russie est isolée et encerclée, et la révolution allemande, qu'aurait dû déclencher la révolution d'Octobre, tarde à voir le jour: que faire dans une telle conjoncture?

La Rada, le gouvernement provisoire de l'Ukraine, qui est sous la coupe d'éléments anti-socialistes, commande aux Ukrainiens de quitter l'armée rouge et de réintégrer le pays en vue de constituer une armée nationale. Or l'armée rouge est organisée de façon centralisée, et accepter sa division selon le principe des nationalités conduirait à son démantèlement. Pourtant, l'unité militaire est requise pour contrer l'armée allemande - la paix de Brest-Litovsk n'est pas encore signée - et pour contrecarrer les attaques des gardes blancs de Kalédine. En outre, la Rada s'oppose à l'effort militaire de l'armée rouge en lui interdisant de traverser son territoire pour aller combattre l'armée blanche qui avance dans le sud de la Russie - tout en permettant aux formations cosaques d'aller rejoindre l'armée de Kalédine - et en désarmant les unités soviétiques sur son sol. Les bolcheviks lancent, en décembre 1917, un ultimatum à la Rada, exigeant qu'elle cesse d'entraver la lutte de l'armée rouge. En janvier, face aux tergiversations de la Rada, l'armée rouge encercle Kiev et occupe l'Ukraine. Le droit à la séparation, toujours formellement reconnu, est donc pratiquement subordonné à la défense de la révolution d'Octobre.

¹ Il faudra attendre la II^e grande guerre et Staline pour que l'exportation de la révolution s'avère victorieuse.

² Dès 1916, Lénine avait prévu la possibilité de ce compromis de principe: « Reconnaître le droit à l'autodétermination n'équivaut pas à reconnaître le principe de la fédération. On peut être un adversaire résolu de ce principe et être partisan du centralisme démocratique, mais préférer la fédération à l'inégalité nationale, comme la seule voie menant au centralisme démocratique intégral. » « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (1916), T. XXII, p. 159.

³ Lénine, « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité » (1918), T. XXVI, p. 445.

⁴ Lénine, « Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale » (1920), T. XXXI, p. 148.

L'indépendante Georgie est gouvernée par une majorité, non pas bourgeoise ou réactionnaire, mais menchevique. Les sociaux-démocrates géorgiens ont dirigé une profonde réforme agraire (toutes les terres au-dessus de quarante acres furent confisquées) et ont nationalisé les principales industries (près de 90% des ouvriers travaillent dans des entreprises contrôlées par l'État ou les coopératives). En mai 1920, alors que l'armée polonaise envahit l'Ukraine, les bolcheviks s'assurent la neutralité de la Georgie menchevique en reconnaissant son indépendance politique. Dans le traité alors signé, la Georgie, en contrepartie, promet dans une clause secrète de légaliser le parti bolchevique. Mais la Georgie présente d'énormes intérêts économiques pour la Russie: elle est une grande productrice de pétrole et ses ports ouvrent sur la mer noire. Après de nombreuses hésitations, Lénine, en février 1921, entérine l'invasion de la Georgie par l'armée rouge: une Georgie indépendante et menchevique ne pouvait subsister à côté de la Russie bolchevique ¹.

Dès janvier 1918, au IIIe Congrès des Soviets, Staline précise, reprenant une formule antérieure de Lénine, que l'autodétermination de la nation signifie celle du prolétariat. Lénine ne le contredira pas alors, mais attendra le VIF Congrès du Parti, en mars 1919, pour combattre cette position, en réaffirmant le droit général de la nation à l'autodétermination. Staline voulait conformer le principe à la pratique tandis que Lénine, lui, voulait maintenir le principe de ce droit, même si, en pratique, il l'avait nié pour l'Ukraine comme il le fera pour la Georgie socialiste. La reconnaissance, même formelle, du droit à la séparation avait une incontestable efficacité de propagande auprès des nations de l'empire tsariste et auprès des colonies et des semi-colonies des pays impérialistes: les compromis tactiques ne devaient pas remettre en question le bien-fondé du principe ². De plus, le même congrès adopta une proposition ambiguë où le parti communiste russe pouvait être le juge des désirs nationaux de séparation politique.

Il n'y eut pas d'affrontement entre Lénine et Staline au VIIIe Congrès du parti, ce dernier se tenant coi. Les conflits entre ces deux chefs d'État surgirent à l'occasion de l'affaire géorgienne et sur la constitution.

Staline prépare un projet de constitution par laquelle la République soviétique fédérale socialiste russe (R.S.F.S.R.) intègre toutes les autres Républiques socialistes qui, comme l'Ukraine, avaient signé des traités d'alliances de type fédératif avec celle-ci, mais avaient jusque là conservé leur indépendance constitutionnelle. La République russe étend ainsi son territoire et impose ses organes de pouvoir gouvernemental aux diverses Républiques dont elle reconnaît, dans un sens prétendument fédératif, l'autonomie.

¹ Pipes, Richard, *The Formation of the Soviet Union*, (communism and nationalism), 1917-1923, Harvard University Press, 1964, pp. 210-241.

² Vers la fin de sa vie, Lénine désespérant de la révolution allemande, tourne ses espoirs révolutionnaires vers l'Orient: «Ensuite, plusieurs États, parmi les plus vieux d'Occident, se trouvent, à la suite de la victoire, dans des conditions qui leur permettent d'en profiter pour faire certaines concessions à leurs classes opprimées, concessions qui, bien que médiocres, retardent le mouvement révolutionnaire dans ces pays et créent un semblant de «paix sociale» (...) D'autre part, précisément par suite de cette première guerre impérialiste, l'Orient est entré définitivement dans le mouvement révolutionnaire, et a été définitivement entraîné dans le tourbillon du mouvement révolutionnaire mondial (...) L'issue de la lutte dépend finalement de ce fait que la Russie, l'Inde, la Chine, etc., forment l'immense majorité de la population du globe». « Mieux vaut moins, mais mieux » (1923), T. XXXIII, pp. 513-515.

Lénine part alors en guerre contre Staline et le chauvinisme russe: la constitution doit sanctionner l'égalité des républiques. C'est au nom de cet égalitarisme juridique que Lénine propose *l'Union* des Républiques dont les organes gouvernementaux coifferaient toutes les Républiques, y compris la R.S.F.S.R.. Ici, comme pour le «droit à la séparation politique», Staline désire rendre conforme la loi à la pratique tandis que Lénine veut maintenir immaculé le principe juridique. Après quelques marmonnements désapprobateurs, Staline, sans autocritique, se rallia à la position constitutionnelle de Lénine.

Les bolcheviks géorgiens avaient accepté avec plus ou moins de réticences l'entrée de la Georgie dans la Fédération des Républiques de Transcaucasie le 12 mars 1922. Mais les communistes géorgiens se révoltent et luttent contre la transformation de cette Fédération en une République, ce qui leur est imposée par les dirigeants du Parti en décembre de la même année. Ceux-ci limogent alors deux dirigeants communistes locaux et réinstaurent la discipline en reconstituant le comité central géorgien. Le problème resurgit lors de la discussion du projet constitutionnel. Les dirigeants bolchéviques géorgiens veulent que leur pays soit une des Républiques de *l'Union*: ils s'opposent à ce que la Georgie soit intégrée à celle-ci par l'intermédiaire d'une Fédération et, encore plus, d'une République transcaucasienne. Or Ordjonikidzé, représentant du comité central en Georgie durant toute cette période, défend la politique de la centralisation. Les bolcheviks géorgiens montent alors à Moscou et en appellent de cette décision auprès du bureau politique et, finalement, auprès de Lénine. Dans un premier temps, Lénine blâme les camarades géorgiens et exige de ceux-ci qu'ils résolvent calmement le conflit qui les oppose au secrétariat du parti contrôlé par Staline. Malgré cette admonition, le désordre s'amplifie parmi les bolcheviks géorgiens: le comité central nomme alors une commission d'enquête présidée par Djerjinsky et Lénine, devenu méfiant, mandate ses plus proches collaborateurs pour recueillir toute l'information requise¹. Ce qu'il apprend le bouleverse: les représentants du centre (Ordjonikidzé et Staline) n'ont pas cherché à convaincre les bolcheviks géorgiens du bien-fondé de la position du comité central, mais ont tenté de la leur imposer bureaucratiquement. Les rapports entre le centre et les bolcheviks géorgiens ont tellement empiré qu'Ordjonikidzé s'est laissé aller à giffler un de ceux-là. Lénine appuie dorénavant les géorgiens en affirmant que la nation dominante doit, non seulement respecter «l'égalité formelle des nations», mais compenser «l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie» des petites nations. Lénine s'en prend alors violemment à ce «brutal argousin grand-russe» qui ne respecte pas les sensibilités nationales et qui traite les camarades des nations dominées avec hauteur et mépris². En avril 1923, lors du XIIe Congrès du parti, Lénine, malade, confie le dossier géorgien à Trotsky. Mais celui-ci, au nom de l'unité du parti, se tut lors du congrès et laissa Staline faire adopter la Constitution par laquelle la Georgie était intégrée, avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan, à la République transcaucasienne.

Cette politique plus conciliante de Lénine ne doit pas cependant nous empêcher de reconnaître que le «droit à l'autodétermination» est devenu une pure fiction: il est étroitement subordonné, comme le démontrent les exemples ukrainien et géorgien, au maintien du pouvoir bolchevique. De plus, depuis 1921, ce «droit» ne peut reposer légalement sur aucune organisation politique, les autres partis ayant été pourchassés

¹ Carrère d'Encausse, Hélène, *Une révolution, une victoire*, Éd. Richelieu, 1972, p. 119 et ss.

² Lénine, «La question des nationalités ou de l'«autonomie» (31 décembre 1922), T. XXXVI, pp. 620-622.

et interdits par le pouvoir policier ¹. Le « droit à la séparation » est donc doublement nié: la police contrecarre l'organisation politique de tout mouvement de libération nationale et l'armée brise ceux qui s'opposent à la « libre » union avec la Russie.

Enfin, les pouvoirs dévolus aux Républiques nationales masquent une pratique institutionnelle où les gouvernements sont subordonnés au seul parti bolchevique. Or les partis communistes nationaux, comme celui de l'Ukraine, sont intégrés dans une perspective de « centralisme démocratique » au parti bolchevique de l'Union, majoritairement composé de Russes, et donc dirigé par son comité central dont le siège se trouve en Russie. Des aspirations à l'autonomie s'expriment au sein du Parti, mais le droit de tendance ayant été supprimé, les militants nationaux ne pourront oeuvrer qu'au sein des limites fixées par le comité central.

Cependant, durant toutes les années '20, la reconnaissance du droit des nations d'enseigner et de publier dans leur langue entraîne un développement considérable des diverses cultures des nations qui, jusqu'à la révolution, étaient soumises, par la contrainte tsariste, à une politique de russification.

La collectivisation militaire de l'agriculture, à la fin des années '20, engendre un processus de luttes où les paysans défendent leurs moyens de production contre cette spoliation et, dans les nations politiquement dominées, comme en Ukraine, en viennent rapidement à lier leurs intérêts de classe à ceux de libération nationale. La répression des manifestations de cultures nationales se développe au début des années '30 pour contrecarrer l'expression de ces aspirations nationales. Le régime stalinien ne cherche pas à imposer, comme celui du Tsar, le russe comme seule langue d'enseignement, mais il prescrit l'orthodoxie marxisteléniniste dans tous les appareils idéologiques et condamne aux « camps de concentration » tout ceux qui tiennent compte des éléments spécifiques de leur culture nationale.

Cette lutte du régime stalinien pour réduire la diversité culturelle à l'orthodoxie marxiste-léniniste pouvait se justifier des positions de Lénine. Pour ce dernier, toute culture était réductible aux idéologies politiques de classe, à la culture nationale bourgeoise et à la culture internationale du prolétariat ². C'est pourquoi il défendait le contrôle du pouvoir central sur l'idéologie diffusée dans les diverses langues des enseignés. Cependant, la méthode policière utilisée pour diffuser cette orthodoxie ne saurait se recommander de Lénine qui n'avait pas imaginé une telle pratique.

De plus, durant les années '30, en réaction aux aspirations des nations dominées, le régime stalinien commença peu à peu à juxtaposer le nationalisme russe à l'internationalisme prolétarien. Cette résurgence de ce nationalisme dominant, qui accompagna la consolidation de la bureaucratie, atteignit son paroxysme durant la deuxième grande guerre lorsque le régime fit appel aux « valeurs ancestrales » de la

¹ À l'exception du petit parti Poale Zion de gauche, officiellement reconnu jusqu'en 1928. Voir l'introduction de Abraham G. Duker à *Nationalism and the Class Struggle*, selected writings by Ber Borochov, Greenwood Press Publishers, 1973, p. 51.

² Bauer, mieux que Lénine, avait compris que la culture ne se réduit pas à des idéologies politiques de classe, que les similitudes culturelles entre le prolétariat et la bourgeoisie d'une nation ne peuvent s'expliquer que par l'influence de l'idéologie bourgeoise, même s'il utilise des termes « psychologisants »: « communauté de caractère » déterminée par la « communauté de destin » et « communauté de caractère de la classe » déterminée par la « similitude de sort », Bauer in *Les marxistes et la question nationale*, op. cit., p. 236.

grande nation russe. Et après la guerre, on le sait, les nations périphériques accusées d'avoir collaboré avec l'armée allemande furent tout simplement déportées.

Il existe donc des différences entre le régime léniniste et le régime stalinien. Mais elles ne sauraient - pas plus que les critiques virulentes adressées par Lénine au chauvinisme de la bureaucratie du parti et de l'État - masquer que, dès son vivant, les nations dominées s'étaient vues enlever l'exercice du principal droit que les bolcheviks leur avaient promis: l'autodétermination politique.

6

La classe bureaucratique

[Retour à la table des matières](#)

Une bureaucratie russe domine donc l'U.R.S.S. à la mort de Lénine. La dictature du prolétariat n'aura été qu'une brève phase transitoire entre la dictature de la bourgeoisie et celle de la bureaucratie. Le prolétariat a détruit le pouvoir économique, politique et culturel de celle-là, mais il n'a pu consolider cette destruction sans se laisser usurper le pouvoir par celle-ci. La deuxième grande guerre permit à la bureaucratie russe d'éliminer la bourgeoisie des pays de l'est et d'y exercer son pouvoir par l'intermédiaire de bureaucraties nationales qui furent constituées à son image et à sa ressemblance: elle y fit ainsi l'économie de la phase transitoire de la dictature du prolétariat. L'histoire de la Chine, de Cuba,... c'est-à-dire des pays où il y eut révolution véritablement populaire, démontrerait que, comme en Russie, la dictature des masses ne fut que provisoire et qu'elle marqua le passage du pouvoir de la bourgeoisie à celui de la bureaucratie. Aussi, quelles que soient les divergences et les différences entre bureaucraties nationales, les pays qu'elles dominent ont des structures et un mode de fonctionnement similaires.

Le parti de Lénine fut effectivement le centre dirigeant des masses dans la révolution de '17. Mais il justifia, aussi, par sa pratique politique et sa théorisation, l'usurpation du pouvoir par la bureaucratie. La subordination étroite des masses paysannes, des femmes et des nations dominées aux intérêts du prolétariat autorisait

le pouvoir de celui-ci sur celles-là. Le parti, porteur de la science, permit le glissement où celui-ci ne dirigeait plus les masses, mais décidait contre la volonté de celles-ci. Il savait mieux qu'elles, encore contaminées par l'influence d'idéologies bourgeoises, où résidaient leurs véritables intérêts. Le parti scientifique liquida les partis idéologiques et la science fut imposée par la suite dans tous les appareils idéologiques. Un prolétariat, une science, un parti: voilà la trinité que Staline forgea en continuant Lénine, tout en supprimant les éléments léninistes qui contredisaient cette simplification.

La subordination des ouvriers aux « spécialistes » puis leur taylorisation furent le pendant de la bureaucratisation des soviets: les nécessités de l'efficacité motivaient ce contrôle d'en haut sur en bas. L'État socialiste devait être le premier État en voie d'extinction, le premier État où les classes dominées auraient exercé, par l'intermédiaire du prolétariat, le contrôle sur l'armée, la police et la bureaucratie. Or celles-ci furent reconstituées au-dessus des masses du vivant même de Lénine. On fit appel aux spécialistes bourgeois auxquels se joignirent des cadres, d'origine ouvrière, éduqués par le parti: l'union de ces deux éléments d'origines différentes se fit sur la base de leurs communes place et fonction sociales. L'intégration, par le régime stalinien, de ces deux éléments consolida la bureaucratie nouvelle qui, comme toute bureaucratie, exerce son pouvoir sur les masses, mais qui, contrairement à la bureaucratie bourgeoise, n'est pas dominée par une classe: elle constitue, elle-même, la classe dominante.

À la mort de Lénine, le parti, malgré ses invocations au prolétariat, était devenu, dans sa pratique, le représentant de la bureaucratie. Le parti, pas plus que celle-ci, n'était véritablement unifié: la lutte de lignes s'y menait, opposant les représentants du prolétariat à ceux de la nouvelle bureaucratie, même si, la plupart du temps, chacun croyait combattre les mannes de la bourgeoisie. La structure du parti favorisa la victoire de la bureaucratie: les militants de la base, ceux qui étaient demeurés dans la classe ouvrière, devaient obéissance à ceux qui connaissaient le mieux la science: le comité central, le bureau politique, voire Staline. Le parti, comme toutes les autres organisations, fut, sous Staline, dominé par une pléthore de bureaucrates qui, s'ils n'étaient pas tout simplement cooptés à leurs positions, étaient nommés par le centre. Les militants les plus doués du parti furent intégrés à la bureaucratie par l'un ou l'autre des appareils d'un État qui étendait son pouvoir sur les appareils économiques et idéologiques¹. Staline, comme personnalité historique, fut le leader de la consolidation de ce nouvel ordre social. L'armée servit à étatiser le sol et à transformer les paysans en travailleurs salariés tandis que l'oppression policière, exercée contre tous ceux - y compris des bureaucrates - dont on soupçonnait la déviance, permit de cimenter le récent édifice social et d'unifier la nouvelle bureaucratie. Le XXe Congrès n'y changea rien: le « culte de la personnalité de Staline » servit à masquer cette domination, tout en permettant une certaine libéralisation: plus grande attention accordée aux besoins des masses; plus grande autonomie laissée à la recherche scientifique; reconnaissance puis suppression d'une certaine liberté d'expression;

¹ Le parti est le principal organisme de l'État bureaucratique, sauf dans le régime stalinien où les grandes purges du milieu des années '30 inaugurent la prédominance de l'appareil policier. Mais les bureaucrates ne sont pas tous membres du parti et de la police, et ces derniers ne sont pas dans leur majorité membres de la bureaucratie. Il est donc erroné d'identifier un organisme d'État, fût-il dirigeant, à une classe dominante. Seuls les membres du parti qui exercent une fonction de pouvoir, dans le parti ou dans une autre organisation, sont membres de la classe bureaucratique, même si le parti en devient - sans doute avec l'appareil policier dans le régime stalinien - le principal centre de recrutement et de formation.

restriction du système du Goulag (les déviants sont réprimés et non pas, comme sous Staline, tous ceux dont on peut soupçonner une déviance) ¹.

Bien avant le XXe Congrès, de nombreux témoignages révélèrent qu'en U.R.S.S. le prolétariat n'était pas au pouvoir et que c'est plutôt la bureaucratie qui y exerçait une domination implacable. Les partis communistes, tous orientés contre la bourgeoisie qu'ils haïssaient avec raison, adhéraient au crédo stalinien et rejetaient, comme bourgeois, tout témoignage qui contredisait leur foi. L'apport historique de Trotsky fut d'être un des grands dirigeants bolcheviques de la révolution qui reconnut et chercha à combattre cette bureaucratie.

Cette reconnaissance fut effectivement tardive. En 1917, Trotsky rejette les positions anti-autoritaristes qu'il défendait auparavant, notamment dans nos *tâches politiques* ², publié en 1904, où il attaquait férocelement le *Que faire?* de Lénine. Dorénavant et jusqu'à la mort de Lénine, il est un adversaire résolu des diverses oppositions de gauche au sein du parti (« communistes de gauche » en 1918, tendance du « centralisme démocratique » en 1919 et « opposition ouvrière » en 1920-21) et se révèle l'un des plus chauds partisans des mesures qui ont objectivement favorisé l'usurpation du pouvoir par la bureaucratie. La lutte contre Staline pour le contrôle du parti, puis son exil, le transformeront en léniniste anti-bureaucrate, frère ennemi du léninisme bureaucratique de Staline.

Pour Trotsky, la bureaucratisation commence, évidemment, avec Staline. Les sinuosités du parcours antérieur ne seraient dues qu'à des facteurs conjoncturels ou structurels: lutte armée des anciennes classes possédantes appuyée par des pays impérialistes, désorganisation de l'économie, chômage, famine, analphabétisme et pauvreté culturelle de la majorité du peuple, prédominance de la paysannerie, faiblesse numérique du prolétariat qui fut, de plus, disséminé durant les premières années de la révolution et, enfin, isolement de l'Union soviétique. En insistant sur le caractère nécessaire des positions prises alors par le parti, Trotsky cherche à masquer qu'elles encouragèrent - furent-elles nécessaires ou pas - l'émergence de la bureaucratie et que celle-ci était bien la force dominante lors de la disparition de Lénine.

Lénine formulait des propositions contradictoires sur la nature de la société qui s'était érigée sur les ruines de l'empire tsariste. D'une part, la destruction de la bourgeoisie, la collectivisation des entreprises et la direction du parti bolchevique l'entraînaient à affirmer le caractère socialiste de la révolution. D'autre part, et surtout à la fin de sa vie, il s'interroge sur cette bureaucratie que le parti n'arrive plus à contrôler et s'inquiète de la paysannerie majoritaire qui possède toujours ses moyens de production. Mais Lénine, comme je l'ai déjà dit, attend de moins en moins la révolution de l'Allemagne industrialisée qui devait venir à l'aide de la Russie paysanne, pauvre et analphabète, et de plus en plus de cet Orient en ébullition qui lui

¹ « Sous le système stalinien, les cadres jouissaient de privilèges politiques et matériels incontestables, mais ils les payaient par la soumission aveugle, par la surveillance policière dont ils étaient l'objet, la crainte permanente de déplaire et de perdre leur situation. *L'intérêt de la bureaucratie était de conserver ses privilèges, tout en se débarrassant des « conditions d'insécurité, de peur et de désespoir » évoquées par Khrouchtchev dans son rapport. Voilà la source « de classe » de la tendance « libérale » de Khrouchtchev; celui-ci s'inspirait de la conviction que la bureaucratie pourrait consolider ses assises par une politique plus détendue, par son rejet du stalinisme, et par un paternalisme plus jovial », Fejtö, François, *Histoire des démocraties populaires, T. II, Après Staline (1953-1971)*, Seuil, coll. Politique, 1969, p. 59.*

² Éd. Pierre Belfond, 1970, 255 p.

apporterait, non pas moyens de production, technologies et savoirs, mais l'appui politique et militaire de son immense population. Et, en attendant cette révolution, le parti bolchevique, avant même l'ascension de Staline au pouvoir, signe des traités d'amitié avec des gouvernements bourgeois qui massacrent les communistes locaux et entérine des traités de paix par lesquels il promet de s'abstenir de toute propagande révolutionnaire dans les pays couverts par ces traités ¹.

Les positions divergentes de Trotsky et Staline peuvent donc toutes deux se justifier d'une référence à Lénine. Trotsky poursuit les interrogations de son maître et conclut: le socialisme est impossible dans un seul pays: nous devons donc internationaliser la révolution ². Staline, lui, poursuit la pratique léniniste et théorise: il est actuellement impossible d'internationaliser la révolution; défendons le bastion socialiste assiégé; on peut construire le socialisme dans un seul pays ³. La position stalinienne - qui, dans les faits, facilitait la consolidation du pouvoir par la bureaucratie - fut évidemment retenue tandis que Trotsky fut rejeté, avec son projet aventuriste, aux marges de l'histoire.

Idéologiquement, le trotskisme est, comme le stalinisme, une variante du léninisme. Il ne franchit pas les limites de celui-ci. Sur l'État, il reprend les positions de *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* au détriment de celles de *l'État et la Révolution*: le contenu de classe de l'État serait indépendant de sa structure. Si la bourgeoisie peut dominer l'État quel que soit son régime (variantes parlementaires ou variantes fascistes), le prolétariat peut dominer un État, soit démocratiquement soit par l'intermédiaire d'une bureaucratie. L'extermination de la bourgeoisie et l'étatisation des moyens de production, de transport et d'échange seraient le garant du contenu prolétarien de l'État. Pour Trotsky, il y a donc à la fois dictature du prolétariat et domination de la bureaucratie, amalgame impossible qu'il qualifiera d'État ouvrier dégénéré, État opposé à l'État bourgeois (contenu prolétarien de l'État) et différent de l'État socialiste (État bureaucratique).

Les syllogismes trotskystes s'avèrent pourtant des sophismes. La bourgeoisie domine l'État parce qu'elle possède les moyens de production: comment le prolétariat peut-il imposer sa dictature alors qu'il ne possède rien et qu'il n'exerce aucun contrôle sur aucune organisation économique, politique ou culturelle? Et si l'étatisation des moyens de production élimine la bourgeoisie, elle n'est pas une preuve suffisante de la dictature du prolétariat, à moins de s'accrocher béatement à la prédiction de Marx: le capitalisme ne peut mener qu'au socialisme, la dictature de la bourgeoisie, qu'à

¹ Carr, Edward Hallet, *La révolution bolchevique, T. III*, Minuit, 1974, p. 552; Ferro, Marc, *La révolution de 1917, T. II*, Aubier-Montaigne, 1976, p. 168; Liebman, Marcel, *Le léninisme sous Lénine, T. II*, Seuil, 1973, p. 260 et ss.

² Des trotskystes abuseront de l'argumentation conditionnelle: si la révolution avait éclaté en Allemagne ou si Staline n'avait pas réduit le socialisme à un seul pays, le prolétariat victorieux des sociétés industrialisées serait venu à l'aide du prolétariat russe et aurait ainsi permis d'éviter la bureaucratisation. Mais il faudrait alors expliquer pourquoi dans des conjonctures nationales et internationales très différentes (Yougoslavie, Chine et Cuba) le même phénomène de bureaucratisation s'est implanté. L'influence de l'idéologie stalinienne, la mainmise exercée sur la 3^e Internationale et le développement rapide de la puissance de l'État soviétique sont évidemment des causes externes qui, pour être efficaces, devaient trouver dans la lutte de classes interne à ces pays l'humus sur lequel pousserait la même floraison bureaucratique.

³ Boukharine défendait la même position que Staline: *Le socialisme dans un seul pays, coll. 10/18*, 1974, 436 p.

celle du prolétariat ¹. Bruno Rizzi ² critique systématiquement la conception trotskyste: tous les faits connus nient l'existence d'une dictature du prolétariat, même si l'idéologie bolchevique l'affirme et malgré sa reconnaissance dans les rapports juridiques. L'idéologie n'est pas le miroir de la société: Marx avait assez insisté sur ce point: la reconnaissance de la dictature du prolétariat dans l'idéologie de l'U.R.S.S. n'est pas une preuve de son existence. Mais les rapports juridiques ne sont-ils pas, comme sous le capitalisme, l'expression des rapports de production réels? Dans l'idéologie trotskyste, les rapports juridiques socialistes sont le garant du caractère socialiste des rapports de production en U.R.S.S.. Rizzi conteste cette équivalence en démontrant que le prolétariat ne domine pas les rapports de production en U.R.S.S.. Puis, Cornélius Castoriadis, dans un remarquable texte, explique, entre autres, que cette équivalence entre rapports juridiques et rapports de production ne peut trouver son fondement chez Marx ³. Les rapports juridiques socialistes masquent des rapports de production bureaucratiques, même s'ils ne sont pas sans effets idéologiques et politiques: la bureaucratie, plus que la bourgeoisie, tient et doit tenir compte des réactions éventuelles du prolétariat à ses initiatives: la dictature de la bureaucratie doit apparaître comme celle du prolétariat.

Castoriadis définit ainsi la nature de classe de la bureaucratie: « Le caractère de classe du processus productif en Russie est garanti: a) par la possession effective de l'appareil productif par la bureaucratie qui en dispose totalement et par la dépossession totale du prolétariat; b) par le monopole exercé par la bureaucratie quant à la direction de la production; c) par l'orientation imprimée par la bureaucratie à la production, et destinée à servir les intérêts bureaucratiques (...) Le même caractère de classe détermine en Russie la répartition du revenu social entre les diverses catégories. Tandis que pour le prolétaire la seule source de revenu est le produit de la vente de sa force de travail (salaire), le bureaucrate jouit d'un sur-revenu sans aucun rapport avec sa contribution productive et analogue à sa place dans la pyramide bureaucratique ⁴.

L'ouvrier russe, comme son frère américain, est taylorisé et soumis à une direction despotique dans l'usine. Mais cette discipline du travail, interne à l'entreprise, analogue dans les deux types de sociétés, est complétée par un mécanisme de contrôle de la force de travail, externe à l'entreprise, fort différent: dans les sociétés capitalistes, c'est le marché du travail, et le chômage qu'il entraîne inévitablement, qui oriente et

¹ Sur les positions de Léon Trotsky: « The Class Nature of the Soviet State » (October 1, 1933), in *Writings Of Leon Trotsky* (1933-34), New York, Pathfinder Press, 1972, pp. 101-126; « The Class Nature of the Soviet State » (January 1, 1936), in *Writings of Leon Trotsky* (1935-36), pp. 223-225; *La révolution trahie* (1936), Minuit, 1963, 205 p.; *Défense du marxisme* (1937-1940), E.D.I., 1972, 354 p.

² Rizzi, B., *La Bureaucratisation du Monde*, édité par l'auteur, 1939, 350 p.

³ « À la question de savoir ce qu'était cette propriété, on ne pouvait répondre que par une analyse critique de *l'économie politique*, embrassant l'ensemble de ces rapports de propriété, non pas dans leur expression *juridique* de *rapports de volonté*, mais dans la *forme réelle, c'est-à-dire de rapports de production*... Proudhon intègre l'ensemble de ces rapports économiques à la notion juridique de la propriété... », Marx cité par Carlos Castoriadis in « Les rapports de production en Russie », *Socialisme ou Barbarie*, n° 2 (mai 1949); reproduit dans *La société bureaucratique, T. I, coll. 10/18, 1973, p. 207.*

⁴ « Le problème de l'U.R.S.S. et la possibilité d'une troisième solution historique », *La société bureaucratique, T. I, op. cit., p. 84.*

répartit la force du travail tandis que dans les pays bureaucratiques cette fonction relève directement des appareils bureaucratiques ¹.

Dans les sociétés bureaucratiques, la répartition des investissements entre consommation productive et consommation improductive, entre agriculture, industrie légère et industrie lourde, entre diverses branches de l'industrie, entre biens de consommation privés et collectifs, tout, y compris le revenu attaché à tel ou tel type de travail, dépend du plan qui est élaboré et mis en application par la classe bureaucratique.

Dans l'univers capitaliste, au contraire, c'est le marché qui détermine cette répartition. La bourgeoisie, comme classe, ne contrôle les moyens de production que par l'intermédiaire de capitaux *privés* qui entrent en *concurrence*. Et la tendance à la *concentration* des capitaux ne supprime pas celle-ci: elle la reproduit sur une plus grande échelle comme Marx et Lénine l'ont bien démontré. Chaque capitaliste ou groupe de capitalistes est contraint, sous menace de disparaître, d'accroître les forces productives qu'il contrôle en leur allouant une part importante de sa plus-value. Dans la société féodale, au contraire, l'aristocrate n'est pas acculé à développer les forces productives: il utilise le sur-travail extorqué aux paysans pour des guerres de rapine, pour maintenir ou élargir son propre fief et pour célébrer son propre faste. La bureaucratie doit, comme la bourgeoisie, augmenter la production, mais pour des raisons de nature politique et de façon collective. La bureaucratie ne contrôle les moyens de production que par sa domination de l'État: la consolidation et l'extension de celui-ci sont évidemment dépendants de la croissance de ceux-là. La bourgeoisie, elle, ne contrôle l'État qu'indirectement, par la possession des moyens de production dont le développement repose sur les lois du marché. Évidemment, la bureaucratie s'accapare pour sa propre consommation improductive d'une partie de la production supérieure à sa contribution productive, et, en cela, elle ne se distingue d'aucune des classes exploiteuses qui l'ont précédée dans l'histoire. Cependant, la bureaucratie s'accapare, pour ses propres besoins, d'une portion moins régaliennne du sur-travail que la bourgeoisie - dictature du prolétariat oblige! - et cette extorsion se manifeste plus sur la forme de biens et de services qu'elle met librement à sa disposition que sous celle de revenus proprement dits.

La bourgeoisie se reproduit fondamentalement par la transmission héréditaire des moyens de production, tout en se renouvelant partiellement par la concurrence. Le bureaucrate ne transmet pas à ses fils ce qui est juridiquement propriété du prolétariat. La bureaucratie se renouvelle par l'intermédiaire de l'appareil scolaire et du parti qu'elle domine. Évidemment, les fils de bureaucrates, de par leur culture familiale et les liens privilégiés qu'entretiennent leurs pères dans la classe bureaucratique, seront favorisés et se retrouveront plus facilement au haut de l'échelle sociale. Le capitaliste pour survivre doit affronter victorieusement ses concurrents économiques: le bureaucrate se maintient en fonction s'il se conforme à la planification, non seulement de l'économie, mais aussi de l'idéologie et de la répression. La carrière du bureaucrate est sans doute plus instable que la vie du capitaliste monopoliste, mais cette instabilité n'est pas une preuve de l'inexistence de la bureaucratie comme classe. La concurrence implacable à laquelle se livrait la bourgeoisie à ses débuts n'apportait pas

¹ Andreff, Wladimir, « Capitalisme d'État ou monopolisme d'État en U.R.S.S.? » in *Économie politique de la planification en système socialiste* (dirigée par Marie Lavigne), *Économica*, 1978, pp. 262-264.

moins de changements en son sein que la lutte inter-bureaucratique dans les pays où la bureaucratie s'est emparé du pouvoir.

Castoriadis publia d'excellentes analyses sur la bureaucratie. Mais dès le numéro 4 de *Socialisme ou Barbarie* commence une période où les ressemblances entre pays bureaucratiques et pays capitalistes deviendront principales par rapport à leurs différences que continue cependant de reconnaître Castoriadis. L'État devient capitaliste dans les deux pays, mais, dans l'un, il est aussi bureaucratique: la bureaucratie ne fait donc plus que qualifier une réalité de classe de même nature et le capitalisme bureaucratique représente dorénavant la « continuation du capitalisme traditionnel » poussé à sa « limite »¹. Castoriadis revient ainsi à Bruno Rizzi qui affirmait déjà que la tendance à la concentration du capital conduisait au collectivisme bureaucratique.

Pour Rizzi, le collectivisme bureaucratique venait de naître, avec le New Deal de Roosevelt, aux États-Unis et dominait dans les pays fascistes (Allemagne et Italie) où la bureaucratie était en train de faire disparaître complètement la bourgeoisie, comme cela avait déjà été réalisé en U.R.S.S.².

Les ressemblances entre la Russie et l'Allemagne ne sont-elles pas frappantes? Parti unique, idéologie unique diffusée dans les appareils culturels, répression policière de tout opposant et intégration des syndicats à l'État: voilà quatre formes que prend le pouvoir de la classe bureaucratique. Ces formes communes au régime stalinien et au régime fasciste rendent compte d'un semblable totalitarisme que Claude Lefort décrit très bien³. De plus, Hitler, par l'organisation des grands travaux publics et le développement de l'industrie militaire, supprime, comme en U.R.S.S., le chômage. Enfin, le fascisme se subordonnerait la bourgeoisie par un plan qui contrôle le marché par la fixation, entre autres, des prix et des salaires.

Mais ce totalitarisme et ces éléments communs ne sauraient nier les origines sociales différentes du fascisme et du stalinisme, l'opposition de leurs idéologies, les résultats historiques contraires de leurs pratiques et, enfin, les dissemblances de la structure et du mode de fonctionnement de ces deux types de pays.

La race et le chef constituent les deux notions centrales de l'idéologie hitlérienne. La race aryenne, dont l'Allemand est le pur prototype, doit dominer les autres races comme l'individu supérieur doit commander les masses. Dans l'idéologie stalinienne, le prolétariat est au pouvoir et le rôle du parti consiste à le diriger vers le communisme, c'est-à-dire une société sans classes ni nations, et sans chefs. Il faut lire ou relire *Mein Kampf*⁴ où Hitler cherche à réfuter le marxisme au nom de sa propre idéologie. Même au niveau de l'interprétation historique, il affirme que l'État ne repose pas avant tout sur des bases économiques, mais sur la valeur morale, dont la volonté, des chefs. Une seule idéologie est véhiculée et domine donc l'ensemble

¹ *La société bureaucratique*, T. II, coll. 10/18, 1973, pp. 11 à 23.

² James Burnham reprend à son compte ces trois thèses de Rizzi, sans en mentionner la source, et les développe en adoptant comme critère du collectivisme, non pas l'extension de l'État comme chez son maître non reconnu, mais la fonction de « manager ». *The Managerial Revolution*, publié pour la première fois en 1941 aux États-Unis, est traduit et réédité en 1970 par Calmann-Lévy sous le titre de *L'ère des organisateurs*.

³ Lefort, Claude, *Un homme en trop*, Seuil, 1976, 254 p.

⁴ Nouvelles éditions latines, 1934, Paris, 686 p.

idéologique de ces deux sociétés, mais nous devons admettre que son contenu diffère radicalement de l'une à l'autre.

L'idéologie ne reflète pas la société: deux idéologies opposées pourraient donc, en principe, renvoyer à une semblable base sociale, même s'il faudrait alors expliquer comment celle-ci produit deux ensembles idéologiques contradictoires. Or, précisément, ceux-ci reposent sur des mouvements sociaux différents. Le fascisme s'est construit contre les organisations ouvrières - syndicales et politiques - avec la neutralité bienveillante des appareils d'État bourgeois et en recrutant ses membres dans la petite-bourgeoisie et l'armée des chômeurs.

Après une série de manifestations, plus spectaculaires que militaires, le mouvement fasciste reçut de l'État bourgeois lui-même le pouvoir de gouverner. Il n'y eut même pas de véritable coup d'État comme ceux qui se sont produits en Amérique latine lorsque l'armée est venue à la rescousse de sa chancelante bourgeoisie en supprimant le parlementarisme.

Les résultats historiques de ces deux mouvements démontrent aussi que les transformations colossales vécues par l'U.R.S.S. sous Staline - progrès économiques, instruction d'une population massivement analphabète, réduction de la paysannerie au profit de la croissance numérique de la classe ouvrière - n'ont aucun équivalent en Allemagne. C'est l'analyse comparative de ces résultats qui amène Isaac Deutscher à conclure qu'Hitler, contrairement à Staline, ne fut le chef que d'une contre-révolution stérile ¹.

Des études, dont celles de Daniel Guérin et de Charles Bettelheim ², expliquent que la planification fasciste n'a pas détruit les lois fondamentales du marché, malgré les interventions massives de l'État dans l'économie. Et même si le mouvement nazi s'est attaqué à des bourgeois pour des raisons racistes (les Juifs) ou politiques (les libéraux), il a favorisé le développement et la consolidation du capitalisme monopoliste. Aussi, lorsque l'armée américaine envahit l'Allemagne de l'Ouest, le mouvement nazi sera détruit, mais l'occupant laissera en place la bourgeoisie allemande qui continuera, sous d'autres formes politiques, à se développer tandis qu'en Allemagne de l'Est, l'armée soviétique supprimera et le mouvement nazi et la bourgeoisie.

Pourtant, le même Charles Bettelheim, après d'autres, dont Tony Cliff ³, affirme aujourd'hui que le capitalisme d'État règne en U.R.S.S. et qu'une bourgeoisie d'État y domine. Les deux auteurs s'entendent sur la ligne fondamentalement juste de Lénine et attribuent à la ligne stalinienne le développement de la bourgeoisie d'État, quoique le premier, influencé par les interprétations des dirigeants chinois, verrait sans doute dans le XXe Congrès la marque de la victoire définitive de cette bourgeoisie tandis que le second attribue au premier plan quinquennal la consolidation de celle-ci. Je ne reviendrai pas sur le développement de la bureaucratie du vivant même de Lénine. J'explorerai plutôt le concept de capitalisme d'État que Bettelheim retrouve chez Lénine comme Trotsky le faisait pour la notion de bureaucratie.

¹ Staline, Gallimard, coll. livre de poche, 1953, p. 677.

² Guérin, *Sous le fascisme*, T. I, *La peste brune*, 126 p.; T. II, *Fascisme et grand capital*, 301 p., Petite collection Maspero, 1969; Bettelheim, Charles, *L'économie allemande sous le nazisme*, T. I, 157 p., et T. II, 189 p., Petite collection Maspero, 1971.

³ Cliff, Tony, *State Capitalism in Russia*, Great Britain, Pluto Press, 1974, 309 p. (La première version de ce texte fut publiée en 1948 sous le titre de *The Nature of Stalinist Russia*).

Les critères d'une société socialiste sont, d'après Bettelheim, la subordination des appareils d'État aux masses ¹ et le contrôle des producteurs sur leurs moyens de production ² dans chaque unité de production et dans les « échanges » de produits (le plan socialiste): je partage, après Rizzi et Castoriadis, ce point de vue. Mais Bettelheim complète son argumentation en affirmant que l'appareil dominant de la société socialiste serait, non pas les soviets, mais le parti. Et le rôle dominant de celui-ci ne serait pas fondé sur son contrôle par le prolétariat, mais sur *l'idéologie prolétarienne* dont le parti est porteur ³. La *subordination* du parti au prolétariat se réaliserait donc *par l'intermédiaire* de la ligne politique du parti qui devra être juste, c'est-à-dire résulter d'une correcte application de la science marxiste-léniniste à l'analyse de la conjoncture. Nous ne partageons évidemment pas ce substitutisme idéaliste de Bettelheim où le rôle dominant passe des soviets au parti, puis de celui-ci à la ligne politique.

Lénine, dont la ligne politique aurait été fondamentalement juste selon Bettelheim, emploie à deux moments distincts le terme de capitalisme d'État. Il a évidemment en vue l'économie de guerre qui s'était développée en Allemagne et qu'il avoue peu connaître.

Peu après la signature du traité de paix de Brest-Litovsk, Lénine soutient la nécessité d'attribuer des pouvoirs et de hauts salaires aux spécialistes. Il admettra alors que ces salaires constituent un recul par rapport aux principes socialistes, tout en affirmant, cependant, que la dictature individuelle des spécialistes et des cadres, dans l'usine comme ailleurs, n'est pas incompatible avec la dictature du prolétariat ⁴. Contre les « communistes de gauche », Lénine proclame qu'il faut imiter le capitalisme d'État allemand dans l'organisation du recensement et du contrôle ⁵. Dans la même veine, il défendra le caractère progressiste de la subordination des ouvriers à l'émulation et au système Taylor ⁶. Car pour Lénine, l'ennemi principal, lors du passage du capitalisme au socialisme, n'est pas le capitalisme d'État, mais bel et bien la petite-bourgeoisie, dont la paysannerie qui constitue l'immense majorité de la population ⁷. Il faut donc adopter la « technique » et les « principes d'organisation » développés par le capitalisme d'État allemand et les mettre au service du prolétariat ⁸. L'affirmation suivante n'est donc que la conclusion brutale que Lénine tire de son analyse: « Tant que la révolution tarde encore à « éclore » en Allemagne, notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands, de nous appliquer de *toutes nos forces* à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés *dictatoriaux* pour l'implanter en Russie encore plus vite que ne l'a fait Pierre 1er pour les mœurs occidentales dans la vieille Russie barbare... » ⁹

¹ Avec Paul M. Sweezy, *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, Petite collection Maspero, 1972, p. 73.

² *Les luttes de classes en U.R.S.S., T. II (1923-1930)*, Maspero / Seuil, 1977, p. 250.

³ *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, pp. 79-80.

⁴ *Infra*, chap. IV.

⁵ « Séance du comité exécutif central de Russie » (avril 1918), T. XXVII, p. 305.

⁶ « Six thèses sur les tâches immédiates du pouvoir des soviets » (avril et mai 1918), T. XXVII, p. 329.

⁷ « Séance du C.E.C. de Russie », *op. cit.*, p. 304.

⁸ « Sur l'infantilisme de gauche et les idées petites-bourgeoises », T. XXVII, p. 354-355.

⁹ *Ibid.*, pp. 355-356.

Après le communisme de guerre, au moment de la N.E.P., Lénine reprend le terme de « capitalisme d'État » pour désigner, cette fois, les concessions de l'État prolétarien aux capitalistes: « Qu'est-ce que les concessions du point de vue des rapports économiques? C'est le capitalisme d'État. Le gouvernement soviétique passe un accord avec un capitaliste. Aux termes du contrat, nous mettons à sa disposition un certain nombre d'objets: matières premières, gisements, exploitations, mines ou même (...) une usine spéciale. L'État socialiste remet aux capitalistes les moyens de production qui lui appartiennent: usines, matériaux, mines: le capitaliste travaille au titre de partie contractante, d'affirmataire des moyens de production socialistes, tire de son capital des bénéfices et laisse à l'État socialiste une partie des produits »¹. Ces concessions sont perçues comme une alliance de l'État - dont le contenu de classe demeure inaltéré - avec des gros capitalistes contre la petite production qui est toujours le principal ennemi: « C'est un contrat, un bloc, une alliance du pouvoir d'État soviétique, c'est-à-dire prolétarien, avec le capitalisme d'État, contre l'élément petit-proprétaire (patriarcal et petit-bourgeois). Le concessionnaire est un capitaliste »². Lénine admet que l'État n'a pas su assigner des limites précises au développement du capitalisme d'État, mais il réaffirme le contenu prolétarien de l'État dirigé par le parti³.

Lénine définit alors la Russie comme un pays qui a quitté les rails capitalistes, mais qui « ne s'est pas encore engagé sur une voie nouvelle »⁴. Le danger n'est pas le capitalisme d'État: l'État prolétarien, dirigé par le parti, contrôle les secteurs économiques importants. L'ennemi réside dans la petite-production que l'alliance avec le capitalisme d'État aide à combattre et dans l'inculture des dirigeants communistes: « Et il faut poser nettement cette question: qu'est-ce qui fait notre force et qu'est-ce qui nous manque? Le pouvoir politique, nous en avons autant qu'il faut (...) La force économique dont dispose l'État prolétarien est tout à fait suffisante pour assurer le passage au communisme. Qu'est-ce donc qui manque? C'est clair: ce qui manque, c'est la culture chez les communistes dirigeants. De fait, si nous considérons Moscou - 4 700 communistes responsables - et si nous considérons la machine bureaucratique, cette masse énorme, qui donc mène et qui est mené? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent. À vrai dire ce ne sont pas eux qui mènent. C'est eux qui sont menés »⁵. La solution est alors trouvée: les dirigeants communistes doivent étudier les méthodes d'organisation et les techniques de travail du capitalisme d'État allemand et, ainsi, reprendre la direction de la machine bureaucratique. Lénine ne voit aucune contradiction entre ces méthodes et le contrôle du prolétariat sur la production auquel il continue d'aspirer.

Au début de la NEP, l'entreprise d'État fonctionne sur la base de « l'autonomie financière » dont les principales caractéristiques sont les suivantes: chaque entreprise est dotée de fonds propres; elle vend ses produits et achète matières premières, combustibles et autres moyens de production; elle recrute ou congédie les ouvriers; elle est financée par la Banque d'État selon ses capacités financières (recettes passées et capacité de rembourser)⁶. Cette politique introduit donc le marché capitaliste et ses lois. Dans son « projet de thèses » sur la fonction des syndicats durant la NEP, Lénine

¹ « Rapport sur l'impôt en nature » (9 avril 1921), T. XXXII, p. 314.

² « L'impôt en nature » (21 avril 1921), T. XXXII, p. 367.

³ « XIe Congrès du P.C. (b.) R. » (mars-avril 1922), T. XXXIII, p. 283.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid., p. 293.

⁶ Bettelheim, Charles, *Les luttes de classes en U.R.S.S.*, T. II, pp. 252-253.

entrevoit le caractère capitaliste de ce mode de gestion: « En particulier, le commerce libre et le capitalisme sont actuellement autorisés et se développent, tout en étant soumis à la réglementation de l'État; d'autre part les entreprises d'État passent à ce qu'on appelle « l'autonomie financière », c'est-à-dire, au fond, dans une grande mesure, à des principes de gestion commerciaux et capitalistes (...) En fait, cela signifie, dans une situation où la liberté de commerce est autorisée et se développe, que les entreprises d'État reviennent dans une mesure notable à des bases commerciales capitalistes »¹. Lénine admet que cette politique économique engendre « une certaine contradiction d'intérêts entre la masse des ouvriers et les directeurs »² et que les syndicats doivent défendre les travailleurs contre « les erreurs et les excès des organismes économiques, lorsqu'ils procèdent d'une déformation bureaucratique de l'appareil d'État »³. Mais Lénine insiste surtout sur la nécessaire intégration des syndicats à l'État et termine son projet par un paragraphe - dont la marge est signalée par deux traits avec l'inscription « Ne doit pas être publié » - où il recommande l'épuration bureaucratique de l'appareil syndical « dans le but de renforcer la lutte contre les influences et les déviations petites-bourgeoises, socialistes-révolutionnaires, mencheviques et anarchistes »⁴. L'ennemi principal n'est donc pas les employeurs et, encore moins, une « bourgeoisie d'État », mais les courants politiques non bourgeois qui oeuvrent, contre les bolcheviks, dans le mouvement syndical. Quoi qu'il en soit, l'autonomie financière des entreprises sera érodée et, à la fin de la NEP, la production de chaque entreprise dépendait déjà fortement des tâches et des moyens assignés par le plan⁵.

Pour Bettelheim, la bourgeoisie d'État proviendrait des entreprises dont les dirigeants deviendraient de plus en plus autonomes par rapport à l'État: « La *dualité* de la propriété d'État et de la possession des unités économiques implique que le développement de chacun de ces rapports peut entrer en *contradiction* avec le développement de l'autre. Dans des conditions sociales et politiques déterminées, c'est à travers cette contradiction que se déroule la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, c'est-à-dire entre les deux classes antagonistes, la bourgeoisie et le prolétariat »⁶. La bourgeoisie ne surgirait donc pas de l'État proprement dit ni des diverses places de pouvoir, mais des seuls postes de direction dans les unités économiques. Les réformes entreprises dans les pays de l'est depuis les années '60 confirmeraient, selon Bettelheim, la conquête du pouvoir par la bourgeoisie⁷.

¹ « Projet de thèses sur le rôle et les tâches des syndicats dans les conditions de la Nouvelle Politique Économique » (janvier 1922), T. XLII, pp. 395-396. Le projet est ensuite discuté et amendé par le bureau politique du parti qui confie la rédaction finale à un comité composé de Lénine, Zinoviev, Andréïev et Boukharine. Le terme « capitaliste » ne sera plus maintenant accolé à commercial: on parle désormais de gestion commerciale équilibrée: « Le rôle et les tâches des syndicats dans les conditions de la Nouvelle Politique économique » (janvier 1922), T. XXXIII, pp. 186-187.

² « Projet de thèses... », *ibid.*, p. 187.

³ « Le rôle et les tâches... », *op. cit.*, p. 187.

⁴ « Projet de thèses... », *ibid.*, p. 406.

⁵ Bettelheim, *op. cit.*, p. 266.

⁶ Bettelheim, Charles, *Calcul économique et formes de propriété*, Maspero, 1970, p. 107.

⁷ András Hegedüs y voit plus justement la lutte entre deux factions bureaucratiques: l'une, reliée aux entreprises, défendrait un certain retour au marché, tandis que l'autre, liée aux commissions économiques centrales, insisterait sur le plan: *Socialism and Bureaucracy*, London, Allison & Busbey, 1976, 193 p. et *La struttura sociale dei paesi dell' Europa orientale*, Milano, Frettrini economica, 1977, 79 p.

Si on excepte la Yougoslavie, et peut-être la Hongrie ¹ les réformes économiques n'ont pas remis en question la prédominance du plan sur les unités économiques. Les entreprises demeurent dépendantes du plan qui fixe les prix, les salaires et, dans la majorité des cas, leur approvisionnement et la destination de leurs productions ². Toutes les formes économiques du capitalisme analysées par Marx exercent dans les sociétés bureaucratiques une fonction secondaire, voire différente. Par rapport au régime stalinien, les réformes économiques ont accordé une importance particulière à la minimisation des coûts au niveau de l'entreprise, donc au critère du profit, mais dans le cadre où le niveau de production et les prix demeuraient toujours fixés par le plan. Dans le capitalisme au contraire, la maximisation du profit est le critère déterminant de toutes les décisions économiques: minimisation des coûts, allocation des capitaux, niveau de production et détermination des prix. Dans la société bureaucratique, même le profit devient une des variables du plan ³. Les ratés économiques du système bureaucratique par lesquelles la qualité des produits et même, comme dans l'expérience de Riazan ⁴ les capacités productives sont sacrifiées à la réalisation des objectifs du plan sont inconcevables dans une société où le profit demeure l'objectif premier. C'est pour tenter d'obvier à ces difficultés inhérentes à la planification bureaucratique que les réformes économiques furent introduites, mais elles n'ont pas supprimé la subordination du profit au plan.

Bettelheim avait jadis fort bien expliqué que des termes semblables (prix, salaire, monnaie, profit, ...) renvoient à des réalités fort différentes des pays capitalistes à l'Union soviétique. Et de ces différences bien posées, il tirait alors la conclusion erronée que celle-ci était socialiste parce que son économie n'était pas capitaliste ⁵. Bettelheim adopte maintenant la position chinoise sur la nature de l'U.R.S.S. et se voit contraint d'effectuer un double volte-face. D'une part, l'interprétation économiste d'autrefois fait place à une interprétation politique qui choit dans l'idéalisme lorsqu'il attribue un rôle historique déterminant à la ligne politique du parti. D'autre part, les différences économiques entre capitalisme et bureaucratisme deviennent des formes secondaires et contradictoires d'une même fondamentale division: bourgeoisie / prolétariat; capital/salaire ⁶.

Bettleheim fonde sa position sur une interprétation de Marx par Pierre-Philippe Rey ⁷ qui affirme que les rapports de production capitaliste sont déterminés par un « double moulinet »: le travailleur vend sur le marché sa force de travail (T) en échange de l'argent nécessaire (A) pour se procurer les biens essentiels à sa reproduction (M); le produit du travail (M) devient pour le capitaliste le moyen d'acheter (A) de nouveaux moyens de production (Mp). La propriété privée n'apparaissant pas dans cette double circulation (T-A-M et M-A-Mp), Rey en conclut brillamment que le

¹ Nove, Alec, « Les conceptions soviétique et hongroise des réformes économiques », *Revue de l'Est*, vol. 2, n° 1 (janvier '71): 125-144. Et Dezsényi - Guadlette, Agota, « Le rôle du marché dans le nouveau mécanisme économique hongrois », *Revue de l'Est*, vol. IV, n° 1 (janvier 1973): 119-186.

² Bornstein, Morris, « La réforme économique en Europe de l'Est: bilan d'une décennie » et Lavigne, Marie, « Les réformes économiques en Europe de l'Est: dix ans après » in *Revue Est-Ouest*, vol. VI, n° 1 (mars 1975): pp. 9-50.

³ Sweezy, Paul, « Replies », *Monthly Review*, vol. 29, no 1, (May 1977): 15 et ss.

⁴ Medvedev, Ray et Jaurès, *Khrouchtchev: les années de pouvoir*, Maspero, 1977, p. 102 et ss.

⁵ *L'économie soviétique*, Recueil Suey, 1950, 457 p.

⁶ Avec Paul M. Sweezy, *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, op. cit., p. 31.

⁷ Rey, Pierre-Philippe, *Les alliances de classes*, Maspero, 1973, p. 110.

capitalisme renvoie indifféremment au capital privé ou à la possession collective du capital par une classe. Rey et Bettelheim tombent ainsi dans le nominalisme car salaire, monnaie, prix des produits de consommation et de production, surplus qui permet l'accroissement des forces productives, tous ces termes renvoient à des phénomènes économiques différents selon qu'on envisage les sociétés bureaucratiques ou les sociétés bourgeoises. Même la pure abstraction capital/salaire recouvre des réalités dissemblables dans ces deux types de pays ¹. Le travailleur russe ne vend pas sa force de travail sur un marché: le travail est obligatoire, et s'il ne s'en trouve pas par des démarches individuelles, il sera affecté à un emploi par décision administrative. Le salaire n'est pas déterminé par le marché, mais par le plan, et les disciples de Rey devraient alors expliquer pourquoi une même loi de la valeur s'exprime dans des normes salariales différentes: moins grande différenciation salariale entre ouvrier et travailleur intellectuel dans les pays bureaucratiques; salaires plus élevés accordés aux ouvriers dont les conditions de travail sont dangereuses ou plus pénibles (ex. les mineurs); plus faible écart de revenus, depuis les réformes, entre les ouvriers les mieux payés et ceux dont les salaires sont les plus bas ².

L'argent ne joue pas non plus le même rôle dans la reproduction de la force du travail. Non seulement les appareils scolaires et de santé sont totalement gratuits, mais l'État bureaucratique prend aussi en charge la plus grande partie du transport en commun et du logement. Le salaire sert surtout à l'achat de la nourriture et des vêtements, si ceux-ci sont disponibles car, contrairement à la société capitaliste qui repose sur la surproduction, l'ouvrier russe n'est pas certain de trouver la contrepartie de son salaire dans les magasins d'État: tout dépend des objectifs du plan et de leur réalisation ³. On ne peut même pas parler de capital à proprement dit car, contrairement à la société capitaliste, la loi de la valeur - qui est indissociable de celle du marché - y joue un rôle secondaire par rapport au plan.

Si, après Althusser, on affirme que les moyens de travail déterminent le mode de production ⁴, ou encore, avec Balibar, que le type d'articulation entre travailleur, moyens de production (objet et moyen de travail) et non-travailleur (relations de propriété et d'appropriation réelle) spécifie le mode de production, il faut alors admettre que les sociétés bureaucratiques et les sociétés bourgeoises font toutes deux partie d'un même mode de production qu'on devrait alors qualifier d'un terme plus compréhensif que celui de capitaliste. Car ce mode de production commun, qui rendrait compte des ressemblances entre ces deux sociétés, ne saurait masquer les différences qui spécifient, constituent et opposent celles-ci comme deux formations sociales distinctes et de nature différente ⁵ l'une structurée par la domination de la classe bureaucratique et l'autre, par l'exploitation de la classe bourgeoise.

Dans la société bureaucratique, l'État est dominant et contrôle et dirige les différents appareils économiques et culturels. Cette domination de l'État ne trouve pas sa

¹ Wladimir Andreff consacre d'excellentes pages à ce sujet, op. cit., pp. 255-266.

² Strmiska, Zdenek, « Programme socialiste et rapports sociaux en U.R.S.S. et dans les pays socialistes ». Revue *Est-Ouest*, vol. 7, n° 3 (sept. 76): 144 et ss.

³ Ticktin, Hillel, « The Contradictions of Soviet Society and Professor Bettelheim », *Critique*, n° 6 (Spring 1976): 32 et ss.

⁴ Althusser, Louis, « L'objet du capital », in *Lire le Capital*, T. II, Maspero, 1965, p. 148.

⁵ Balibar, Étienne, « Sur les concepts fondamentaux du matérialisme historique », *Lire le Capital*, T. II, op. cit., p. 209. Cependant, à la phase du capitalisme monopoliste, les relations d'appropriation et de possession se dissocient tandis que la bureaucratie, en supprimant la bourgeoisie, les réunifie. Je reviendrai sur ce sujet dans le chapitre suivant.

contrepartie dans la société capitaliste, y compris à la phase monopoliste ou, encore, dans le fascisme. Même si celui-ci a accru l'autonomie des appareils d'État par rapport aux centres économiques et même si on pouvait parler d'alliance entre les tenants de ceux-ci et les tenants de ceux-là, l'affirmation de la subordination du capital monopoliste à l'État fasciste est insoutenable¹. Et même si la liberté culturelle est supprimée dans ces deux pays, le fascisme n'a pas, comme la classe bureaucratique, facilité l'accès des masses aux biens culturels: il a reproduit, comme les dictatures militaires en Amérique du Sud, les inégalités culturelles inhérentes à la société capitaliste².

Contrairement aux sociétés bourgeoises, le revenu familial ne joue pas un rôle déterminant dans le cheminement scolaire des enfants des diverses classes sociales. L'État bureaucratique finance entièrement l'appareil scolaire et assume généralement les coûts de reproduction des étudiants de niveau supérieur où l'admission s'effectue par concours et est méritocratique. Évidemment, là aussi, l'appareil scolaire tend à reproduire la structure de classes de la société, même si les fils d'ouvriers jouissent de plus grandes possibilités d'accès aux études supérieures que leurs frères des pays bourgeois. Les étudiants dont les parents sont des intellectuels et, encore plus, des bureaucrates se retrouveront proportionnellement plus nombreux aux études supérieures que les fils d'ouvriers ou de paysans, et obtiendront la majorité des places dans les écoles et les facultés prestigieuses.

Les écoles sont dotées d'un programme unique, mais sont meilleures dans les villes qu'à la campagne, et les ouvriers sont ainsi légèrement favorisés par rapport aux paysans. Les fils d'intellectuels ou de bureaucrate sont, au point de départ, privilégiés par leur environnement culturel et, pour ceux-ci, par les relations qu'entretiennent leurs pères dans la bureaucratie. Le bureaucrate, contrairement aux bourgeois, ne peut transmettre directement ses pouvoirs à ses fils: l'appareil scolaire - dont les écoles du parti et de l'armée - en constitue la filière nécessaire, et le bureaucrate utilise ses relations pour favoriser ses rejetons: l'éducation des enfants est le seul héritage possible³. Aussi, la division intellectuel/manuel structure beaucoup plus profondément les sociétés bureaucratiques que les sociétés bourgeoises: les intellectuels et les bureaucrates doivent franchir les épreuves d'un même système scolaire et les différences entre ouvriers, paysans et collets blancs ou employés s'estompent en faveur de leur commune place: travailleurs manuels salariés de l'État⁴.

Une place et une fonction différentes dans la reproduction des rapports sociaux déterminent, comme Gramsci nous l'a montré, la division intellectuels/manuels⁵. La fonction des intellectuels est d'organiser le fonctionnement harmonieux des appareils idéologiques, politiques et économiques et d'œuvrer à homogénéiser les travailleurs manuels sous l'hégémonie de la bureaucratie.

¹ Dans ce sens, on pourrait peut-être parler d'une société bourgeoise et bureaucratique, type hybride et éphémère entre les deux grandes formations sociales de l'actuel mode de production.

² Strmiska, Zdenek, op. cit., p. 228 et ss.

³ Markiewicz-Lagneau, Janine, « La fin de l'intelligentsia? Formation et transformation de l'intelligentsia soviétique », *Revue Est-Ouest*, vol. VII, n° 4 (décembre 1976): pp. 7-72.

⁴ Strmiska, Zdenek, op. cit., p. 165 et ss.

⁵ Piotte, Jean-Marc, *La pensée politique de Gramsci*. Paris, Éd. Anthropos, 1970 et 1977, et Montréal, Éd. Parti pris, 1970, pp. 17-43.

Mais la fonction des intellectuels se dédouble: l'une repose sur le savoir, l'autre sur le savoir *et* le pouvoir: l'une joue le rôle de relais et assure l'hégémonie de l'autre qui, *lui*, *organise* son hégémonie sur les plans politique, économique et culturel ¹. Les *intellectuels* se fractionnent donc en deux classes: les intellectuels proprement dits ceux qui exercent la fonction subordonnée du « savoir » et les *bureaucrates*, qui organisent et dirigent la société, y compris les appareils idéologiques. Cette différence de classes se manifeste même dans le monde de sélection: les intellectuels sont recrutés sur la base d'examens d'entrée et de concours tandis que les *bureaucrates* se contentent généralement par des processus tenus souvent secrets ².

La simple opposition intellectuel/ manuel ne peut donc, seule, rendre compte de la société bureaucratique dans la mesure où le premier terme de l'opposition chapeaute deux classes qui ont une place et une fonction différentes, même si toutes deux exercent un savoir. La bureaucratie domine les travailleurs manuels et les intellectuels servent de relais à cette domination. Les intellectuels occupent donc une place intermédiaire, dominés, eux aussi, par la bureaucratie, ils n'en assurent pas moins, de par leur fonction sociale, l'hégémonie sur les travailleurs manuels.

La bourgeoisie contrôle indirectement l'État et les agents politiques par sa possession des moyens de production; au contraire, la bureaucratie domine un État qui structure les appareils économiques et idéologiques et qui contrôle la totalité des organisations sociales: l'économie détermine le politique dans la société capitaliste tandis que c'est le politique qui est déterminant dans la société bureaucratique. Cette différence dans le rapport de force entre instances fonde la reconnaissance de deux formations sociales distinctes et relativise les éléments et mécanismes de fonctionnement que ceux-ci ont en commun. Sous le capitalisme, *l'exploitation économique* du prolétariat par la bourgeoisie fonde la domination de l'État bourgeois sur la classe ouvrière: dans la société bureaucratique, au contraire, *l'oppression politique* des travailleurs manuels fonde leur exploitation ³.

Et, quoiqu'en dise Karl Wittfogel ⁴, la société bureaucratique, comme la société capitaliste, reposant sur l'industrialisation et le travail de la force ouvrière, se distingue du despotisme oriental qui relève d'un autre mode de production - que Marx qualifiait d'asiatique - et qui se fonde, lui, sur les grands travaux agricoles et le travail paysan. Après Sweezy, Strmiska et bien d'autres, nous devons reconnaître l'originalité de la société bureaucratique, sa spécificité et son irréductibilité à des sociétés antérieures, y compris à la société bourgeoise.

¹ Je reprends la distinction technicien/technocrate de Bon et Burnier et l'applique aux diverses organisations de la société bureaucratique. Bon, F. et Burnier, M.A., *Les nouveaux intellectuels*, Éd. Cujas, 1968, 378 p.

² Nove, Alec, « Y a-t-il une classe dirigeante en U.R.S.S.? », Revue *Est-Ouest*, vol. VI, n° 4 (décembre 1975) p. 8.

³ Strmiska, Zdenek, op. cit., p. 230.

⁴ *Le despotisme oriental*, Éd. de Minuit, 1964.

7

Qui vaincra

[Retour à la table des matières](#)

L'U.R.S.S. contrôle le commandement militaire du Pacte de Varsovie, fournit le matériel militaire aux armées amies et ses troupes stationnent à la frontière nord des pays de l'Europe de l'Est ¹ : l'U.R.S.S. domine donc militairement les États frères ².

La bureaucratie soviétique n'intervient militairement dans une région que si elle estime ses intérêts de classe sérieusement lésés: affaiblissement de la bureaucratie internationale face à la bourgeoisie; effritement de son contrôle sur une bureaucratie nationale; conquêtes populaires qui ébranlent le pouvoir d'une bureaucratie amie et menacent de se propager d'un pays à l'autre. Ces raisons d'intervenir peuvent être partagées: l'invasion de la Tchécoslovaquie fut encouragée par l'Allemagne de l'Est et la Pologne, appuyée avec enthousiasme par la Bulgarie et suivie avec résignation par la Hongrie.

¹ Plus précisément, l'U.R.S.S. maintient des troupes en Allemagne de l'Est, en Pologne et en Hongrie (depuis la victoire sur les troupes nazies), en Roumanie (jusqu'en 1958) et en Tchécoslovaquie (depuis 1968); le pacte de Varsovie fut signé en 1955 comme riposte à l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest par l'O.T.A.N.

² Bahry, Donna et Clark, Cal, « A Dependence Theory of Soviet East European Relations: Theory and Empirical Testing », conférence au Colloque sur « Integration in Eastern Europe and EastWest Trade », Bloomington, Indiana, 28 au 31 octobre 1976.

La coercition ne se manifeste que si le consentement à la direction de la bureaucratie soviétique vient à faire défaut. La domination est donc, dirait Gramsci, proprement politique: elle repose sur le consentement bardé de coercition. Mais cette domination, révélée par tant d'événements, structure-t-elle nécessairement un rapport de spoliation?

L'armée soviétique, en remportant la victoire contre les armées nazies, exporte la révolution en Hongrie, Pologne, Roumanie, Bulgarie et Allemagne de l'Est, et favorise la victoire du P.C. tchécoslovaque. Les pays qui s'étaient alliés à l'Allemagne nazie - y compris la Pologne qui pourtant n'en faisait pas partie - doivent rembourser l'U.R.S.S. pour ses dépenses durant la guerre, le fardeau le plus lourd retombant sur l'Allemagne de l'Est qui en assume près de 80%. Or, même si on ne tient pas compte de ces remboursements, l'U.R.S.S. a largement bénéficié des accords économiques bilatéraux avec les pays frères durant l'ère stalinienne ¹.

Les luttes qui déchirent le bloc bureaucratique après la disparition de Staline conduisent l'U.R.S.S. à des compromis économiques nécessaires au maintien et à la consolidation de son hégémonie.

Les dernières « sociétés mixtes » - dont la propriété et la production sont partagées également par les partenaires, même si l'U.R.S.S. ne fournit à ces sociétés qu'elle contrôle que des biens d'investissements et des techniciens - disparaissent en 1958. Le coup de grâce leur a été donné par la Chine en 1954 lorsque Khrouchtchev accepta de signer un accord par lequel l'U.R.S.S. renonce à sa part de propriété dans ces « sociétés », y reconnaissant ainsi la marque du chauvinisme russe.

L'Allemagne de l'Est avait presque complètement racheté à la mort de Staline les usines qui avaient été démantelées et exportées en U.R.S.S. pour réparations de guerre. Après les grèves et les manifestations violentes qui éclatèrent en Allemagne de l'Est en 1953, l'U.R.S.S. remit gratuitement à celle-ci le reste des entreprises dont elle s'était accaparé. De plus, les révoltes polonaises et hongroises de 1956 entraînèrent l'U.R.S.S. à adopter une série de mesures qui annulèrent en 1959 les réparations de guerre et en 1960, les dettes. Dès lors disparaissaient les trois mécanismes constitutifs du pillage des pays de l'Est par l'U.R.S.S.: société mixte, réparations de guerre et dettes ².

Toutefois, nous devons admettre que les relations qu'entretient l'U.R.S.S. avec les autres pays bureaucratiques se manifestent aussi sous des formes fort différentes de celles généralement associées à l'impérialisme. Le modèle de développement et de planification économiques élaboré sous Staline est imposé à l'ensemble des pays de l'Est: la priorité est accordée à l'industrie lourde, et chaque État développe l'ensemble de son économie dans une perspective plus ou moins autarcique. Aussi, contrairement à la stagnation économique généralement associée à la dépendance, les pays de l'Est connaissent, non seulement une croissance économique, mais même un taux de croissance supérieur à celui de l'U.R.S.S. ³

¹ Marer, Paul, « Soviet Economic Policy in Eastern Europe ». Printed for the use of the Joint Economic Committee Congress of the United States, Washington, 1974. Voir aussi Donna Bahry et Cal Clark, article cité, et Jean Marzewski, *Crise de la planification socialiste?*, PUF, 1973, p. 183 et ss.

² Marer, Paul, article cité.

³ Donna Bahry et Cal Clark, article cité.

Le Conseil d'Aide économique mutuelle (C.A.E.M.), créé en 1949, ne commence qu'après la mort de Staline à développer vraiment les échanges sur la base de la division « socialiste » du travail. L'U.R.S.S. devient alors exportatrice de matières premières - dont le pétrole, les minéraux et les métaux - tandis qu'elle importe les biens manufacturés des pays de l'Est. L'échange entre l'U.R.S.S. et les autres pays du C.A.E.M. est donc diamétralement opposé à celui qui prévaut généralement entre l'impérialisme et les pays dépendants, comme les États-Unis et la plupart des pays de l'Amérique latine: le pays dominant exporte, non pas des biens usinés, mais des matières premières en échange des premiers. De plus, les pays de l'Est sont aussi privilégiés dans la mesure où leurs produits industriels sont généralement de qualité inférieure à ceux auxquels on les compare pour fixer les prix. Eu égard au prix du marché capitaliste, les matières premières sont vendues par l'U.R.S.S. à leur juste valeur tandis que les produits industriels qu'elle achète de ses partenaires sont surévalués ¹.

La Roumanie refuse en 1963 la division du travail du C.A.E.M.: pays peu industrialisé, elle aurait dû, comme l'U.R.S.S., exporter des matières premières en échange de produits industriels. Mais, contrairement à celle-ci, elle aurait été condamnée à la dépendance économique liée à une production essentiellement agricole et n'aurait retiré de ces échanges inégaux aucun bénéfice politique en terme hégémonique. Enfin, Cuba occupe une position privilégiée: son sucre est payé au-dessus du prix du marché mondial et, sans doute en retour, depuis l'expédition en Angola, il défend militairement les positions de l'U.R.S.S. en Afrique.

L'U.R.S.S., d'ailleurs, s'est souvent plaint du type de ses échanges économiques avec ses partenaires. Évidemment, l'augmentation du prix de pétrole sur le marché mondial et - sur la base de ce même marché - le passage de la détermination quinquennale des prix à une fixation annuelle dans le cadre du C.A.E.M. ont réduit de beaucoup les bénéfices économiques retirés par les pays de l'est dans leurs échanges avec l'U.R.S.S., mais ils ne les ont pas supprimés, du moins pas encore, et l'U.R.S.S. doit poursuivre sa lutte pour rectifier la politique du C.A.E.M.

Des traits, généralement attribués à l'impérialisme, ne se retrouvent donc pas en U.R.S.S. Cette différence entre capitalisme et bureaucratisme se manifeste même dans les rapports économiques entre la nation russe et les nations dominées de l'Union: certaines de celles-ci ont un niveau de vie supérieur à celui de la nation dominante, alors même que - dans les régions musulmanes - l'économie d'avant la révolution reposait sur des fondements ni capitalistes ni vraiment féodaux. L'U.R.S.S. peut donc prétendre, avec certaines raisons, oeuvrer à l'égalisation des conditions économiques dans l'Union comme dans le C.A.E.M. ²

L'U.R.S.S., si on la compare à l'impérialisme américain, ne retire donc pas actuellement d'avantages économiques particuliers de ses relations avec les pays bureaucratiques qu'elle domine. Et cette non équivalence entre rapport d'oppression et rapport de spoliation est possible car dans l'économie planifiée bureaucratique - contrairement à l'économie capitaliste où l'exportation de capitaux et de produits est une nécessité interne au fonctionnement du système - il n'y a pas de surproduction, sauf erreurs bureaucratiques rectifiables, et donc pas de nécessité économique interne

¹ Marer, Paul, article cité; Donna Bahry et Cal Clark, article cité.

² Lévesques, Jacques, « Lettre », *Chroniques*, no 18/19 (juin-juillet 1976): pp. 5-7.

à exporter des produits. Évidemment, les pays bureaucratiques, comme tout pays, sont dépendants de la division internationale du travail dont ils ne peuvent ignorer l'utilité comme vient de le reconnaître clairement la Chine d'après Mao. Mais l'U.R.S.S. peut, contrairement aux pays impérialistes, décider de ne pas se prévaloir de l'échange inégal qui semble un trait caractéristique de ceux-ci. Elle le peut, car toutes les décisions économiques relèvent de l'État tandis que dans les pays capitalistes, si l'État peut, selon les conjonctures et les pays, limiter l'exportation de capitaux, il demeure toutefois dépendant des monopoles, de leur commune nécessité d'exporter leur inévitable surproduit et de leur commun mobile qui structure leurs décisions: le profit par l'expansion des entreprises. Le plan, par lequel la bureaucratie détermine la production, le prix des produits et leur destination, lui permet des concessions économiques qui sont impensables dans les sociétés où règne le capitalisme monopoliste. La bureaucratie peut, beaucoup plus facilement que la bourgeoisie, réaliser cette politique hégémonique si bien décrite par Gramsci, en sacrifiant des intérêts économiques à court terme à ses intérêts politiques de domination. Elle le peut car son pouvoir économique repose avant tout sur l'État tandis que, pour la bourgeoisie, c'est l'inverse. Les possibilités qu'offre le plan bureaucratique de subordonner des décisions économiques à une stratégie politique d'hégémonie et les révoltes ouvrières qui ont déchiré les pays de l'Est après la mort de Staline expliquent que l'U.R.S.S. soit passée du pillage des pays de l'Est à un « échange inégal » en leur faveur.

Que l'U.R.S.S. veuille redresser la politique du C.A.E.M., que les pays bureaucratiques développent avec les pays capitalistes du Tiers Monde des relations économiques qui reposent sur l'échange inégal et que celui-ci serve en partie à acheter, surtout depuis '70, du matériel industriel des pays capitalistes développés¹ démontrent seulement que la bureaucratie, comme toute classe dominante, reconnaît les intérêts liés au développement de sa puissance économique. Mais la politique du C.A.E.M. vis-à-vis les pays du Tiers Monde révèle aussi l'ambivalence de la stratégie de la bureaucratie. D'une part, elle reproduit avec eux un échange inégal similaire à celui de l'impérialisme américain. D'autre part, elle leur propose un modèle économique qui lui a assuré, du moins durant la phase d'industrialisation, un rythme de développement économique plus rapide que celui suivi par le capitalisme, et leur présente un modèle social qui lui permet de suppléer aux maux les plus criants qui affligent les masses populaires: pas de chômage significatif; contrôle plus grand des processus d'inflation; système d'éducation intégré et gratuit à tous les niveaux; soins dentaires, médicaux et hospitaliers gratuits; système planifié de loisirs culturels et sportifs; système de garderies et de maternelles; plus grande attention accordée aux besoins spécifiques des vieillards... Mais sous le modèle économique ainsi proposé se masque un changement de stratégie: le régime stalinien imposait un développement autarcique axé sur l'industrie lourde tandis que le régime actuel, comme l'ont démontré les luttes conduites par la Chine, l'Albanie et la Roumanie, défend, au nom de la division « socialiste » du travail, une politique par laquelle certains pays devraient se spécialiser dans l'exportation de matières premières.

Mais si les pays du C.A.E.M. importent des matières premières des pays du Tiers Monde et y exportent des produits manufacturés, ils inversent ce type d'échange dans

¹ Les échanges des pays du C.A.E.M. avec le « Sud » ont crû annuellement de 16% de 1953 à 1967 et se structurent ainsi: 2/3 des exportations sont constituées de produits industriels tandis que les matières premières forment 2/3 des importations: André Gunder Frank, « Longlive Transidological Enterprise ! The Soviet Economies in the Capitalist International Division of Labor », *Review*, vol. 1, n° 1 (summer 1977): pp. 91-140.

leurs relations avec l'Ouest: les matières premières constituent les 13 des exportations et les produits manufacturés, les 2/3 des importations, dans un volume global d'échange qui a crû annuellement de 13% de 1953 à 1967, soit un taux supérieur à celui de 6% que connaissent les échanges au sein du C.A.E.M. durant la même période. Évidemment, si ces tendances devaient se maintenir et se développer, les pays du C.A.E.M. deviendraient économiquement plus dépendants du marché capitaliste mondial qu'ils ne le sont entre eux, d'autant plus que les achats aux pays capitalistes ont entraîné un endettement croissant ¹.

L'importation de produits manufacturés, de moyens de production et de brevets souligne le retard technologique des pays bureaucratiques par rapport aux pays capitalistes développés. Ce retard ne concerne cependant pas le secteur militaire où la classe bureaucratique a centralisé les efforts. Quelles sont les raisons de ce retard? Pourquoi les recherches militaires ont-elles moins de retombées économiques sur les autres secteurs en U.R.S.S. qu'aux U.S.A.? Certains mettent en cause les goulots d'étranglement de la planification bureaucratique que n'aurait pas à affronter la bourgeoisie grâce aux lois du marché tandis que d'autres insistent sur la faiblesse du secteur des biens de consommation en U.R.S.S., contrairement aux États-Unis où ce secteur joue un rôle important dans l'application « civile » des découvertes des services de recherche militaire et dans le développement économique. Pour ces derniers, le choix de la bureaucratie « soviétique » de développer un « arsenal militaire » aussi puissant que les U.S.A., malgré un développement économique plus faible, expliquerait la faiblesse du secteur des biens de consommation et une technologie moins développée.

Le retard technologique est souvent lié à la faible productivité du travail. Pour Wladimir Andreff, l'absence de chômage serait la principale cause de celle-ci car, pour maintenir le plein emploi, la classe bureaucratique doit soutenir des entreprises déficitaires et utiliser, dans la production, une main-d'œuvre en surnombre ². Hillel Ticktin, pour sa part, rend compte du bas niveau de productivité en terme de compromis de classe: afin de maintenir son hégémonie sur la classe ouvrière, la bureaucratie lui concéderait un certain pouvoir dans l'établissement des normes de travail, compensant ainsi l'absence d'un marché capitaliste du travail où l'ouvrier, individuellement, jouit de plus de libertés dans le choix de son boulot ³.

Les raisons invoquées, ici ou dans les pays bureaucratiques, pour expliquer ces problèmes de productivité et de technologie varient donc, sans doute selon la place de l'observateur et ses positions politiques, et indiquent, par leur variation même, la complexité de ces problèmes. Mais que la classe bureaucratique puisse ou pas résoudre ceux-ci, qu'elle doive ou non recourir à certains mécanismes du marché capitaliste ne déterminera pas l'issue de la lutte internationale entre les sociétés bureaucratiques et les sociétés capitalistes. Cette issue ne sera pas non plus fixée par les crises économiques qui traversent l'histoire du système capitaliste, y compris par l'actuelle crise qui lie l'inflation et le chômage, rendant inopérantes les recettes de l'économiste Keynes. Le résultat de cette lutte dépendra de multiples facteurs

¹ Gunder Frank, André, article cité.

² Andreff, Wladimir, « Capitalisme d'État ou monopolisme d'État en U.R.S.S.? » in *Économie politique de la planification en système socialiste* (dirigée par Marie Lavigne), *Economica*, 1978, p. 262.

³ Ticktin, Hillel, « The contradictions of Soviet Society and Professor Bettelheim », *Critique*, n° 6 (Spring, 1976), p. 35.

politiques et militaires parmi lesquels la compétition économique ne joue qu'un rôle secondaire. L'enjeu premier de la bataille est constitué par les pays du Tiers Monde qui subissent le joug de la dépendance économique et dont les masses populaires vivent dans un état de misère et sont soumises à toutes les insécurités. La bureaucratie saura-t-elle conquérir ces masses et maintenir, contre la bourgeoisie, sa progression qui débute peu après la révolution d'Octobre ? La bourgeoisie saura-t-elle utiliser les contradictions interbureaucratiques, comme celles opposant la Chine et l'U.R.S.S., pour stopper cette progression et, même, la refouler ? Cette lutte débouchera-t-elle sur un affrontement direct, militaire, voire nucléaire ? Voilà des questions cruciales, que tranchera l'histoire, mais sur lesquelles nous possédons actuellement trop peu d'éléments pour nous prononcer de façon définitive.

Bruno Rizzi, lui, tranchait la question: le capitalisme conduit nécessairement au bureaucratisme car la concentration des moyens de production sous le capitalisme prépare le lit, non pas du socialisme comme le croyait Marx, mais du « collectivisme bureaucratique »¹. James Burnham ne se contente pas de cet argument économique et, s'inspirant de Berle et Means², précise: la société « managerial » croît au sein même du capitalisme comme celui-ci s'est développé à l'intérieur du mode de production féodal avant de le faire éclater: la bureaucratie surgirait donc des pores mêmes du capitalisme sous la forme de managers.

Gramsci, déjà, avait réfléchi sur la naissance et le développement de la bourgeoisie eu égard aux intellectuels. À l'origine, le capitaliste est l'organisateur et l'administrateur de son entreprise. Mais, peu à peu, la bourgeoisie confie ces fonctions à des subalternes que Gramsci nommera intellectuels organiques. Chaque classe déterminante produit ses propres intellectuels disait Gramsci, mais le mode de production capitaliste, en développant les forces productives à une vitesse jusqu'alors inimaginable, engendre des intellectuels qui se distinguent de ceux qui les ont précédés dans l'histoire par leur grand nombre et leur diversité³.

James Burnham reprend cette constatation de Gramsci, mais alors que celui-ci recouvrait sous le terme d'intellectuel organique tous ceux qui exercent des fonctions d'organisation ou d'hégémonie dans l'une ou l'autre instance, Burnham se limite à ceux qui exercent des fonctions d'organisation et de gestion au sein de l'entreprise et, par analogie, au sein de l'État. Il les nommera « managers » et dira qu'ils constituent, non seulement une classe, mais la classe appelée à remplacer la bourgeoisie comme classe dominante. John Kenneth Galbraith ne fait donc que prolonger Burnham lorsqu'il affirme que les « managers » sont maintenant au pouvoir aux États-Unis et que l'expansion de la firme joue pour eux le rôle du profit pour la bourgeoisie: motivation principale de l'agir des individus de cette classe⁴.

L'expansion de l'entreprise ne contredit évidemment pas la loi du profit: Marx avait déjà démontré que la concurrence oblige le capitaliste à consacrer une part grandissante de la plus-value à l'extension de la production. De même, la monopolisation de l'économie ne supprime pas la concurrence des monopoles, et elle ne

¹ *La Bureaucratization du Monde*, édité par l'auteur, 1939, 350 p.

² Berle, A.A. Jr et Means, G., *The modern Corporation and Private Property* (1932), Harcourt, Braces World, 1968.

³ *La pensée politique de Gramsci*, Éd. Anthropos, Paris, 1970 et 1977, et Éd. Parti pris, 1970, p. 17 et ss.

⁴ *Le Nouvel État industriel*, Gallimard, 1967, 416 p.

détruit les petites et moyennes entreprises que pour les reproduire sur une plus grande échelle, en aval et en amont de sa production. Les managers, contrairement aux affirmations de Galbraith, sont subordonnés aux lois du marché, dépendent des propriétaires pour obtenir leur position et la conserver¹ et baignent dans l'idéologie bourgeoise, même s'ils en ont accentué la composante technocratique.

Cornelius Castoriadis avait distingué clairement propriété juridique et propriété réelle² : il nous permet ainsi de comprendre la différence entre les milliers d'actionnaires qui ont la *propriété juridique* de la firme et les quelques actionnaires qui, par la propriété d'une minorité d'actions, contrôlent effectivement l'entreprise. Étienne Balibar, lui, distingue dans la propriété réelle, la possession et l'appropriation³. Il aide ainsi à penser la différence entre la minorité des actionnaires qui contrôle l'entreprise (relation de possession) et les managers qui l'organise (relation d'appropriation).

Dans le capitalisme monopoliste, ces deux types de relation se divisent et ont chacun un porteur différent: la bourgeoisie possède et les managers organisent cette possession dans l'appropriation. Mais même en admettant la subordination des premiers au second, ne pourrait-on pas affirmer, avec Burnham, que les managers et les bourgeois constituent deux classes distinctes? Les managers ne pourraient-ils pas alors, par eux-mêmes, briser leur subordination aux propriétaires, balayer la bourgeoisie et instaurer la domination de la bureaucratie? Burnham l'affirmait mais ses prédictions se sont révélées jusqu'ici erronées: l'instauration de la formation sociale bureaucratique s'est toujours effectuée de l'extérieur, par un parti de type léniniste qui s'appuyait sur les masses, qui détruisait la bourgeoisie et qui consolidait cette destruction par la fusion de cadres d'origine bourgeoise avec les cadres issus du parti en une nouvelle classe dominante, la bureaucratie. Sans doute, l'erreur de Burnham relève-t-elle conceptuellement de la scission qu'il introduisait entre managers et bourgeois. Or, si leurs places distinctes dans la production rendent compte de leurs divergences, celles-ci sont bien secondaires par rapport à la communauté d'intérêts, l'idéologie commune et les positions similaires qui les unissent et qui semblent bien indiquer qu'ils constituent deux fractions d'une même et seule classe.

¹ Fitch, Robert, « A Galbraith Reappraisal: the Ideologue as Gadfly », *Ramparts*, May 1968, pp. 73-84.

² Infra, Chap. VI.

³ Balibar, Étienne, « Sur les concepts fondamentaux du matérialisme historique » in *Lire le Capital*, T. II. Maspero, 1965, p. 209.

L'enjeu de la lutte

[Retour à la table des matières](#)

La société bureaucratique, comme toute formation sociale, sera un jour parlée au passé. Et on peut dès maintenant reconnaître les contradictions qui l'habitent et qui, sans doute, seront celles qui la feront éclater.

Les révoltes ouvrières, qui ont traversé les pays bureaucratiques et qui furent écrasées par l'armée, manifestent avec éclat la dictature exercée sur le prolétariat. Par ces révoltes, la classe ouvrière réagit aux attaques portées contre son niveau de vie. En Allemagne de l'Est, en 1953, le gouvernement d'Ulbrich augmente de 10% les normes de travail industriel et, conséquemment, réduit les salaires versés aux ouvriers: la révolte éclate à Berlin Est et s'étend à la plupart des centres industriels. Le décret annonçant l'augmentation des normes est retiré et le calme est rétabli par l'armée soviétique appelée à la rescousse. Une mesure similaire provoque en Pologne, en 1956, l'émeute de Pozdam, prélude de l'Octobre polonais. L'armée, nationale dans ce cas-ci, réprime ce soulèvement. L'Octobre hongrois vit, en 1956, la classe ouvrière s'organiser sur la base des conseils ouvriers pour mener la lutte sur divers fronts (amélioration de son niveau de vie, contrôle sur les rouages de l'économie et résistance à la mise au pas de la révolution par l'armée soviétique). En 1962, en Russie, dans la ville de Novotcherkaask, la baisse des normes de rémunération du travail dans une grande usine de locomotives et le relèvement du prix de la viande et du beurre suscitent une grève qui s'étend à la ville entière. L'ordre est rétabli par l'armée, les leaders de la contestation sont arrêtés et des concessions économiques sont octroyées

aux travailleurs ¹. En Tchécoslovaquie, en 1968, la classe ouvrière joue un rôle similaire à celui exercé par le prolétariat hongrois en 1956: formation des conseils ouvriers, lutte pour l'amélioration du niveau de vie et pour le contrôle ouvrier sur l'économie, combat contre l'invasion armée des pays frères. Enfin en Pologne, en 1970, la classe ouvrière s'organise de nouveau sous la forme de conseils pour lutter contre un décret gouvernemental augmentant les prix des principales denrées de consommation. L'armée nationale est encore utilisée pour écraser la rébellion et la bureaucratie polonaise, comme en 1956, doit renouveler profondément ses instances gouvernementales.

Dans le capitalisme, les luttes ouvrières pour l'augmentation de la consommation, donc pour des salaires plus élevés, sont facilitées par la tendance inhérente de ce système à la surproduction et trouvent une réponse immédiate dans un cadre où l'inflation permettra à la bourgeoisie de reprendre d'une main ce qu'elle avait concédé trop largement de l'autre. Les luttes économiques y trouvent généralement une réponse au niveau économique, l'État bourgeois n'intervenant que pour chercher à les régulariser. Dans la formation sociale bureaucratique, au contraire, les luttes économiques sont toujours directement politiques, car les taux de rémunération, les normes de productivité et les conditions de réalisation des salaires dépendent de décisions prises au niveau politique. La bureaucratie peut planifier le développement de l'économie sans surproduction ni inflation. Elle décide la baisse, la stabilité ou la croissance du niveau de vie de la classe ouvrière et en détermine le rythme. L'opposition léniniste entre luttes économiques et luttes politiques perd donc ici son fondement ².

Mais ces révoltes, laissées à elles-mêmes, sont rapidement écrasées par l'armée, et le mouvement ouvrier, récupéré et repris en main par la bureaucratie. Les luttes ouvrières - comme l'ont démontré les événements de 1956 en Pologne et en Hongrie puis ceux de 1968 en Tchécoslovaquie - doivent se fusionner avec celles des intellectuels pour prendre de l'ampleur. Les intellectuels n'ont évidemment aucune homogénéité politique: occupant une place intermédiaire et exerçant une fonction d'intermédiaire, ils oscillent du respect de leurs maîtres à la révolte. Deux groupes d'intellectuels se détachent dans les luttes qui secouent la formation sociale bureaucratique: les écrivains et les étudiants universitaires. Le jeune savoir de ceux-ci font qu'ils réagissent à toute crise sociale lorsqu'ils n'en sont pas le détonateur, croyant y trouver un espoir de vie plus libre et féconde. Les écrivains - qui comprennent non seulement les romanciers ou poètes, mais tous ceux dont le travail est l'écriture - luttent pour que la liberté de l'artisan leur soit reconnue. Tandis que les journalistes de la presse écrite et parlée sont étroitement contrôlés par les directions dans leur travail et que les cinéastes, dont le métier exige des moyens économiques coûteux, ont une liberté de manœuvre circonscrite, l'écrivain, au contraire, accomplit un travail solitaire qui requiert peu de moyens techniques. Il contrôle ses moyens de production et est libre dans son travail: c'est la diffusion imprimée de son produit qu'il ne contrôle pas. Cette contradiction entre la liberté de produire et le non contrôle sur son produit place l'écrivain des pays bureaucratiques à la fine pointe des luttes pour les « libertés d'expression »: l'acte d'écrire et de faire circuler son produit devient une

¹ Cet événement, jusqu'alors inconnu, est révélé par Soljénitsyne dans le dernier chapitre du vol. III de *l'Archipel de Goulag*. Combien de luttes ouvrières furent réprimées sans que les échos nous en parviennent ?

² Strmiska, Zdenek, « Programme socialiste et rapports sociaux en U.R.S.S. et dans les pays socialistes », Revue *Est-Ouest*, vol. 7, n° 3 (sept. 76): 229.

action politique efficace contrairement aux pays capitalistes libéraux où les livres circulent comme toute autre marchandise. Les équipes de recherche en sciences pures ou appliquées jouissent, depuis le XXe Congrès, d'une autonomie de recherche semblable à celle de leurs confrères américains: ce sont ceux qui oeuvrent dans le domaine de la littérature ou des sciences humaines qui voient leur enseignement et les résultats de leurs recherches étroitement surveillés: l'écrit, imprimé ou sous forme de samizdat, devient une arme importante pour les plus combatifs d'entre eux.

La lutte contre l'oppression nationale catalyse les luttes ouvrières et les luttes des intellectuels. L'union d'intellectuels avec les ouvriers s'effectue ainsi contre la nation dominante (cas polonais, hongrois et tchécoslovaque). La lutte contre la domination de la bureaucratie russe sert ainsi de facteur unificateur des ouvriers et des intellectuels des nations dominées au sein du pacte de Varsovie ou encore de l'Union soviétique. Cependant, le combat contre l'oppression russe peut être dirigé par une bureaucratie nationale qui utilise ainsi le nationalisme pour mieux consolider son contrôle sur ses propres travailleurs manuels et intellectuels (cas chinois, roumain, etc.).

En Pologne, en 1956, la bureaucratie nationale reprend en main et contrôle le mouvement populaire de revendications, en changeant son gouvernement sous l'œil inquiet et autoritaire des représentants de la bureaucratie soviétique. Dans cet oeuvre de consolidation, elle obtient, en échange de concessions, l'appui de la puissante hiérarchie catholique et gagne le soutien des paysans à qui elle offre la décollectivisation des terres. En Hongrie, à la même époque, la bureaucratie nationale perd le contrôle de son parti et est débordée par les revendications populaires: la bureaucratie soviétique enverra son armée à son aide. La Tchécoslovaquie offre des enseignements nouveaux: les pays frères interviennent, même si la bureaucratie nationale contrôle toujours la situation et même si l'intégration du pays au C.A.E.M. et au pacte de Varsovie n'est pas remise en question. La Pologne et l'Allemagne de l'Est, les deux procureurs de la ligne dure, craignaient, sans doute avec raison, que le modèle tchécoslovaque soit imité dans leurs pays: la domination de la bureaucratie, qui y est beaucoup plus fragile qu'en Tchécoslovaquie, n'aurait peut-être pas résisté à l'octroi de ces « libertés ». De plus, tous craignaient que la bureaucratie tchécoslovaque soit débordée comme l'avait été la bureaucratie hongroise en 1956: les pays frères, prudents, interviennent et forcent alors la bureaucratie tchécoslovaque à modifier son cours politique.

L'exemple tchécoslovaque ne prouve pas l'impossibilité d'une bureaucratie plus libérale. Les « libertés » dépendent du rapport de forces nationales et internationales. Le renforcement des pays bureaucratiques contre les pays capitalistes sur la scène inter-étatique favoriserait les tendances centrifuges de celles-là: la faiblesse de l'ennemi stimule toujours des divergences dans le camp ami, donc la possibilité de solutions diverses à des problèmes similaires. Et, au niveau étatique, la coercition, comme Gramsci l'a bien montré, est fonction de l'hégémonie: une classe dominante n'utilise la répression que pour consolider une hégémonie défaillante: le dominateur qui obtient le consentement du dominé n'a pas besoin de le contraindre à la subordination.

Cependant, le pouvoir de la bureaucratie, étant essentiellement politique et reposant fondamentalement sur des rapports d'oppression, se sait attaqué par toute lutte d'individus ou de groupes qui revendiquent des libertés: la sécurité constitue la valeur fondamentale de l'idéologie bureaucratique. Le pouvoir de la bourgeoisie, au con-

traire, part de l'usine et se fonde sur la propriété privée: la liberté devient son maître-mot. En son nom, elle a lutté contre le pouvoir héréditaire de l'aristocratie (pour la libre compétition économique et politique), contre l'asservissement des paysans au seigneur féodal (pour des travailleurs libres de vendre leur force de travail sur le marché) et contre les barrières tarifaires (pour la liberté de circulation des marchandises). Que la bourgeoisie, dans sa phase de déclin, lorsqu'elle perd son hégémonie sur le mouvement populaire, recourt à la plus extrême dictature, et nie ainsi la liberté qu'elle avait tant chérie, n'est qu'une des contradictions - idéologique, celle-ci - qui minent le capitalisme.

La bureaucratie insiste sur le contenu «dictatorial» de l'État. Les libertés d'organisation et d'expression sont réduites à des formes vides de contenu: la liberté, selon le modèle bureaucratique, serait donc essentiellement celle de travailler (plein emploi), d'étudier (système scolaire gratuit et unique), de satisfaire ses besoins fondamentaux (logement, vêtement et nourriture), d'avoir accès aux loisirs culturels ou sportifs et de vivre en sécurité (protections contre la maladie, les accidents et la vieillesse). Pour la bureaucratie, la sécurité du travailleur et de l'État est donc le contenu réel de la liberté. Et cette sécurité est le support qui lui permet d'interdire les libertés que pourraient utiliser les travailleurs manuels, les intellectuels et les nations dominées pour contester sa domination. Toutefois, nous devons admettre que la domination de la bureaucratie peut être plus ou moins éclairée, la planification, plus ou moins décentralisée, les travailleurs, plus ou moins consultés: la « sécurité » bureaucratique n'est donc pas incompatible avec une marge variable, mais contrôlée, de libertés d'opinion et d'organisation, comme la « liberté » bourgeoise n'est pas inconciliable avec une certaine sécurité.

Les objectifs, qui se dégagent des luttes traversant la formation sociale bureaucratique, sont multiples et quelques fois contradictoires: ils varient avec les classes sociales en présence. La classe ouvrière réagit violemment à toute attaque contre son niveau de vie: cette lutte l'entraîne naturellement, comme on l'a déjà vu, à vouloir exercer réellement au niveau économique la dictature que lui reconnaît l'idéologie dominante. La paysannerie, elle, dont les biens de production furent collectivisés plus par la force que par consentement, cherche souvent dans le passé - mais pas toujours, comme le démontre l'exemple tchécoslovaque - la solution: retour à la propriété privée. Les employés, eux, ne semblent pas défendre de positions distinctes de celles de la classe ouvrière dont ils sont - du moins au niveau de la combativité - à la remorque. Enfin les intellectuels en lutte exigent la reconnaissance de leur liberté d'expression. Aussi plusieurs d'entre eux trouvent leur modèle dans les pays capitalistes industrialisés et libéraux: ils y jouiraient de la liberté d'expression - plus limitée que la proclame Carter, mais plus grande que sous la bureaucratie - et d'un niveau de vie égal ou même supérieur à celui qu'ils ont déjà, quoique plus aléatoire. D'autres cherchent la solution dans un retour au véritable esprit de Lénine, déformé par la codification régnante du marxisme-léninisme, empruntant une démarche semblable à ces intellectuels chrétiens qui recherchent le véritable esprit du Christ malgré les codifications ecclésiastiques. Mais cet «esprit» demeure une entité fluide et peu contagieuse face à l'idéologie marxiste-léniniste dominante et régnante dans les appareils idéologiques.

La solution aux problèmes du bureaucratisme ne réside évidemment pas dans un retour au passé capitaliste. Et la question nationale, si elle peut souder ensemble travailleurs manuels et intellectuels, ne constitue pas, seule, un ferment assez dynamique pour remettre en question la bureaucratie: la lutte de libération nationale peut

aussi bien être dirigée par une bureaucratie qui désire une liberté de manœuvre face à l'U.R.S.S. tout en maintenant et, même, consolidant sa domination sur les classes intérieures. Les oscillations au sein des bureaucraties en Pologne et Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968 s'expliquent: elles partageaient certaines revendications nationales portées par le mouvement populaire tout en craignant les revendications qui contestaient son pouvoir, d'où leurs démarches hésitantes par lesquelles elles cherchaient à récupérer pour leur propre compte des mouvements qu'elles n'avaient ni déclenchés ni prévus.

Une grande unité des travailleurs manuels (ouvriers, employés et paysans) avec une fraction des intellectuels semble être une condition nécessaire pour une lutte efficace, voire victorieuse, contre la bureaucratie. Et cette unité populaire et militante contre la bureaucratie ne peut se faire qu'au nom de revendications qui contestent ses décisions, qui cherchent à limiter son pouvoir de domination (perspective réformiste) ou qui veulent la suppression de cette domination (perspective révolutionnaire). Or le passage d'une de ces catégories de revendications à l'autre dépend du rapport de forces entre, d'une part, travailleurs manuels et une fraction d'intellectuels, et, d'autre part, la bureaucratie et la fraction des intellectuels qui l'appuie. Ce passage serait évidemment accéléré si sa possibilité était théorisée, justifiée et transformée en espoir révolutionnaire: il faut lutter contre la domination de la bureaucratie, donc contre toute domination d'une classe sur une autre; il faut lutter contre l'oppression de la bureaucratie, donc contre toute oppression. L'idéal communiste deviendrait ainsi l'objectif central de cette nouvelle théorie révolutionnaire qui devra, cependant, résoudre le problème sur lequel s'est buté le mouvement ouvrier et que Lénine a été incapable de conceptualiser. Car si le mouvement ouvrier a pu détruire la bourgeoisie en supprimant la propriété privée (rapport de possession), il n'a pu que temporairement secouer un rapport d'appropriation où il n'exerçait aucun contrôle sur les moyens de production et sur les appareils d'État: il n'a pu empêcher le maintien et la consolidation de ce rapport d'appropriation où il n'est qu'une force de travail aux mains d'une classe dominante. Lénine, lui, s'il a pu enseigner comment détruire la bourgeoisie, a dû défendre une alliance avec les spécialistes bourgeois pour vaincre les armées ennemies et pour refaire démarrer la machine économique. Sous couvert de la neutralité des techniques, de la technologie et du savoir gestionnaire, ces spécialistes perpétuèrent un même rapport d'appropriation qui reproduisait, tant dans l'usine que dans la société, la division travailleurs intellectuels/travailleurs manuels, dirigeants/dirigés, dominants/dominés. C'est sur la base de ce rapport d'appropriation répété que se constitua la nouvelle classe dominante, la bureaucratie, par la fusion des cadres bolcheviques avec des cadres d'origine bourgeoise.

Ce qui spécifie le mode de production actuel, dans ce qu'il a de commun entre formation sociale capitaliste et formation sociale bureaucratique, n'est pas le rapport de possession - qui peut être privé ou collectif - mais le rapport d'appropriation par lequel la société se constitue sur la division entre la force de travail et ceux qui l'administrent, l'organisent, la dirigent et la dominent. Et l'intérêt de ces derniers, comme celui de tout groupe social, n'est pas commandé par la science ou la morale, mais par la défense de la place et de la fonction qu'ils occupent dans la société.

L'actuel mode de production repose sur un développement sans précédent des forces productives qui suppose un rapport de production, ou, plus précisément, un rapport d'appropriation où les travailleurs sont séparés de leurs moyens de production. L'efficacité économique, valeur commune aux deux idéologies, implique que les tâches soient divisées et parcellisées (produire plus dans un temps réduit, selon les

principes d'organisation du travail défendus par Taylor) et que la force ouvrière soit soumise à la mécanisation des entreprises dont elle devient un rouage. Dans les sociétés industriellement développées, les mêmes principes de taylorisation et de mécanisation sont étendus au travail de bureau et y reproduisent la division entre travailleurs intellectuels et travailleurs manuels. Même les travailleurs intellectuels, qui oeuvrent dans les domaines scientifiques et technologiques, si essentiels au développement économique, y voient de plus en plus leurs tâches divisées et parcellisées pour des raisons de rentabilité.

Or la séparation du travailleur de ses moyens de production, la taylorisation de sa force de travail et sa soumission à l'univers des machines rendent nécessaire une force sociale qui divise, répartit, et organise le travail, une force sociale qui planifie, au niveau de l'unité de production pour la bourgeoisie ou de l'ensemble de la société pour la bureaucratie, non seulement l'utilisation des matières premières, des moyens de production et des produits, mais aussi celle de la force de travail indispensable à la production de ceux-ci: la planification s'exerce donc non seulement sur les choses - ce qu'avait espéré Engels - mais aussi sur les hommes.

La concurrence économique demeure le moteur du développement dans la formation sociale bourgeoise: le capitaliste, sous peine de disparaître, doit accroître ses moyens de production. La bureaucratie, elle, y est contrainte pour des raisons politiques: sa lutte contre la bourgeoisie, ou contre la ou les bureaucraties ennemies, et sa domination sur les masses populaires exigent qu'elle développe les bases matérielles de son pouvoir. De plus, dans les sociétés industrialisées, la bourgeoisie et la bureaucratie obtiennent généralement l'adhésion des masses à leur domination dans la mesure où elles peuvent les faire participer aux bénéfices du développement économique en accroissant leur niveau de vie. Dans les sociétés capitalistes industrialisées, des mouvements sociaux ont lutté, pour des motifs écologiques, contre la priorité accordée au développement et à l'efficacité économique, mais ils n'ont guère eu de succès parmi les masses populaires dont les besoins matériels demeurent insatisfaits.

Cette adhésion des masses populaires au développement économique, dans la mesure où il signifie progression de leur niveau de vie, n'entraîne pas nécessairement leur soumission inconditionnelle à l'organisation du travail. Nous connaissons les obstacles qu'affronte la bureaucratie pour accroître la productivité de la force de travail et nous savons les résistances qu'opposent les ouvriers des sociétés capitalistes à leur taylorisation et à leur subordination à la machinerie industrielle, surtout dans les périodes d'expansion capitaliste, lorsque la menace du chômage semble disparue. C'est pour contrer ces résistances que certaines expériences furent pratiquées dans l'un ou l'autre type de pays: élargissement, enrichissement ou commutation des tâches; consultation ou « participation » ouvrière; remplacement du travail à la chaîne par des équipes de travail; etc. Évidemment, ces expériences ne supprimaient pas la séparation des travailleurs de leurs moyens de production, quoique si elles étaient étendues et amplifiées dans l'espace et dans le temps, elles pourraient conduire à une remise en question du pouvoir incontesté de la bourgeoisie et de la bureaucratie, ce que ne souhaitent ni l'une ni l'autre.

La Yougoslavie et la Chine, au-delà de ces approches, ont cherché, par des méthodes différentes, à contrer la division entre travailleurs intellectuels et travailleurs manuels. La première, par une certaine forme d'autogestion, a voulu soumettre le directeur d'usine au contrôle ouvrier. Mais « l'autogestion », limitée à l'usine, a suscité des effets semblables à ceux du système capitaliste car les objectifs écono-

miques et sociaux qui devraient structurer le plan sont en grande partie subordonnés à la rationalité propre de chaque entreprise. De plus, ce contrôle ouvrier, restreint à l'usine, n'a pu empêcher, comme Milovan Djilas l'a montré, la formation d'une bureaucratie semblable à celle de l'U.R.S.S.. Car il ne s'agit pas seulement que les ouvriers contrôlent la production au niveau de l'usine pour que le problème soit solutionné, il faudrait que le contrôle des travailleurs manuels s'étende à toutes les sphères de la société, y compris aux appareils d'État proprement dits.

En Chine, durant la révolution culturelle, des luttes furent menées pour restreindre la division entre intellectuels et manuels. Des comités conjoints ouvriers/cadres furent constitués afin d'améliorer le fonctionnement des machines et chaque cadre fut appelé à consacrer une journée par semaine au travail manuel. La lutte fut introduite dans les appareils scolaires afin de limiter les effets de l'implacable reproduction de la division travailleurs intellectuels/travailleurs manuels: les cours furent liés à des moments de travaux manuels et on accorda le primat au politique sur les résultats scolaires dans le cheminement académique de l'étudiant. Les employés de l'État furent conviés à se rééduquer dans les fermes de l'armée (ce qui avait aussi comme avantage économique de détourner vers la production une partie substantielle des ressources humaines du secteur improductif, secteur qui s'était hypertrophié au détriment de la production). Mais tout examiné, nous devons bien admettre que cette lutte consista beaucoup plus à forcer les intellectuels à se rapprocher des masses qu'elle n'aida celles-ci à développer leurs capacités intellectuelles. Ce type de lutte, dont la cible est les intellectuels coupés des masses, a naturellement aussi conduit à les juger en fonction d'une orthodoxie, celle de la ligne politique alors dominante, et à réprimer les déviants, qu'ils soient bureaucrates, intellectuels, étudiants, ouvriers ou paysans.

De plus, du vivant même de Mao, la bureaucratie, secouée et temporairement expurgée de la tendance de Liu-Shaoki, commence à reconstruire et à consolider ses instruments de domination, dont le parti. La mort du grand timonier et la liquidation de la bande des quatre ne constituent que l'aboutissement du processus amorcé par la répression armée du mouvement des gardes rouges, désormais devenu fauteur de divisions après le démantèlement de la faction bureaucratique opposée à celle de Mao. Maintenant, au nom de l'efficacité, la compétence est de nouveau réintroduite comme principal critère pour juger la valeur d'un étudiant, d'un intellectuel ou d'un cadre: peu importe la couleur d'un chat, affirme Deng Xiaoping, pourvu qu'il attrape les souris. Désormais, au nom du développement économique, l'accent est placé sur les traits caractéristiques de l'organisation du travail de l'actuel mode de production.

Harry Braverman, qui décrit avec une telle justesse les rapports d'appropriation de la formation sociale capitaliste et qui reconnaît qu'ils sont similaires dans la société soviétique, se refuse à accepter comme *nécessaire* et *éternel* ce rapport d'appropriation¹. Nous partageons sa position. Mais il se révèle incapable de résoudre le problème auquel nous sommes actuellement confrontés: comment développer la productivité sans diviser les tâches et soumettre l'ouvrier à la machine? Car Braverman reconnaît l'efficacité économique du mode de production contemporain, tout en sachant qu'il repose sur un rapport d'appropriation où les travailleurs sont dominés, opprimés et exploités par ceux qui contrôlent les moyens de production.

La revue *Socialisme ou Barbarie* s'était divisée sur un problème similaire. D'une part, Claude Lefort s'opposait à toute organisation politique, dans la mesure où elle

¹ *Travail et capitalisme monopoliste*, Maspero, 1976, p. 22.

reproduirait l'opposition dirigeants/dirigés, base de toute bureaucratie, comme l'histoire semblait le démontrer. D'autre part, Cornélius Castoriadis répondait que toute action politique efficace exigeait un minimum d'organisation, dans la mesure où la scission dirigeants/dirigés renvoyait à celle, encore indépassable, d'intellectuels / manuels. Cette discussion, qui déchira et entraîna sans doute la disparition de *Socialisme ou Barbarie*, indique bien le problème que doit résoudre toute stratégie révolutionnaire: comment, dans les sociétés industrialisées et hautement complexes, les travailleurs manuels peuvent-ils contrôler les travailleurs intellectuels, et les dirigés, maîtriser leurs dirigeants ? Andras Hegedüs pose comme actuellement insurmontable la division intellectuel/manuel, dirigeant/dirigé: la classe bureaucratique remplit des fonctions de gestion et d'organisation que les travailleurs ne pourraient, dans les sociétés industriellement développées, exercer directement. Les forces révolutionnaires ne doivent donc pas viser le pouvoir d'État car, dans la mesure où elles le conquerraient, elles devraient, elles aussi, reproduire un semblable rapport d'appropriation. Les forces révolutionnaires doivent donc lutter pour exercer un contrôle sur la bureaucratie, viser à dominer, de l'extérieur, les appareils bureaucratiques, lutte permanente qui peut sans doute nous rapprocher du communisme, sans que nous le réalisions jamais, le communisme ne devenant qu'une idée-limite qui oriente le sens des luttes des opprimés ¹.

FIN DU LIVRE

¹ Hegedüs, Andras, *La struttura sociale dei paesi dell'Europa orientale*, Feltrinelli, 1977, 79 p.